

edueACTION frica news

Le News Journal du Groupe de travail de l'ADEA sur la Communication pour l'éducation et le développement

Theme:

Le Sommet sur l'enseignement supérieur en Afrique : revitaliser l'enseignement supérieur pour l'avenir de l'Afrique.

Entretien avec
Mme Aicha Bah
Diallo,
Presidente de Africa
Trust



L'Interview

Éditorial

Le Sommet sur l'enseignement supérieur en Afrique : revitaliser l'enseignement supérieur pour l'avenir de l'Afrique.



Revue special

Intégrer l'intelligence émotionnelle dans l'enseignement supérieur en Afrique
par Joel Alemibola ELEGBE



à l'intérieur de l'Afrique

NIGERIA
Effondrement du cours du pétrole, la terreur rejait sur les budgets de l'université



Éditorial

Le Sommet sur l'enseignement supérieur en Afrique : revitaliser l'enseignement supérieur pour l'avenir de l'Afrique.

By Lawalley Cole



Un sommet continental de trois jours sur l'enseignement supérieur se tient dans la capitale sénégalaise de Dakar du 10 au 12 mars 2015. Ce sommet, organisé sous l'égide de l'organisation panafricaine Trust Africa, tentera de créer un mouvement réunissant des organisations partageant la même vision pour transformer le secteur de l'enseignement supérieur africain. Les onze autres partenaires impliqués dans l'organisation et la gestion du sommet incluent la Commission de l'Union africaine, l'Association des universités africaines, le CODESRIA – Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales, l'Institut africain de développement économique et de planification des NU, la Fondation nationale pour la recherche d'Afrique du Sud, la Banque africaine de développement, la Carnegie Corporation de New York, la Fondation MasterCard, la Banque mondiale et l'ADEA. Le gouvernement du Sénégal accueille le Sommet.

Selon les onze organisateurs de ce sommet, cette réunion de haut niveau devra : 1. Constituer un groupe en vue de la transformation de l'enseignement supérieur africain et de l'investissement dans ce secteur ; 2. Créer une vision partagée pour l'avenir de l'enseignement supérieur africain ; 3. Soutenir les efforts et les initiatives exemplaires dans l'enseignement supérieur africain et les mettre en lumière ; 4. Mobiliser les efforts et les interventions disparates dans l'enseignement supérieur africain ; et 5. Sti-

muler et soutenir l'innovation dans l'enseignement supérieur africain.

Le sommet recueillera les points de vue d'un échantillon d'habitants de l'Afrique. Environ 500 participants prendront part au sommet, parmi lesquels des décideurs politiques, des chefs d'entreprise, des chercheurs, des leaders de la société civile et d'autres parties prenantes qui reconnaissent le caractère central de l'enseignement supérieur pour le développement national, en particulier en ce qui concerne la transformation sociale et économique. Les organisateurs du sommet réalisent à quel point l'enseignement supérieur en

Afrique est devenu le principal moteur de l'amélioration du niveau de vie, du développement économique et de la construction de la cohésion nationale. Ce sommet constituera par conséquent une plateforme unique permettant aux parties prenantes de déterminer collectivement la voie à suivre, tout en reconnaissant les problématiques nationales, en préservant les identités nationales et en soulignant la nécessité de l'intégration régionale pour un avenir meilleur en Afrique.

Le sommet devra se pencher sur les questions relatives à la gouvernance du secteur de l'enseignement supérieur en Afrique. Les participants devront aussi débattre des questions relatives à l'innovation et l'harmonisation des politiques à travers le continent tout en s'intéressant aux

Selon M. Tendai Murisa, directeur de Trust Africa, l'un des points de plaidoyer de ce sommet sera de s'assurer que l'enseignement supérieur africain est inscrit en tête de l'agenda de l'Union africaine, ce qui garantira que les gouvernements nationaux redéfinissent l'ordre de priorité de leurs interventions dans ce sous-secteur.

Contrairement aux tendances mondiales, les femmes restent désavantagées en matière d'accès à l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne

Éditorial

enseignements tirés des processus en œuvre dans d'autres régions du monde. Citons parmi les autres sujets la hausse considérable du nombre des établissements d'enseignement supérieur qui s'explique principalement par la demande accrue résultant des investissements effectués par les gouvernements africains dans les enseignements primaire et secondaire, et l'accroissement de l'investissement privé résultant des politiques visant à réduire le rôle de l'État dans l'enseignement supérieur. Mme Aicha Bah Diallo, ancienne ministre de l'Éducation de la République de Guinée et actuelle présidente de Trust Africa a brièvement exposé ces questions dans l'entretien qu'elle a accordé à notre News Journal (voir l'Interview). Selon M. Tendai Murisa, directeur

de Trust Africa, l'un des points de plaidoyer de ce sommet sera de s'assurer que l'enseignement supérieur africain est inscrit en tête de l'agenda de l'Union africaine, ce qui garantira que les gouvernements nationaux redéfinissent l'ordre de priorité de leurs interventions dans ce sous-secteur. On attend du sommet qu'il soit le déclencheur d'une action qui ira bien au-delà des journées de délibérations.

Depuis les indépendances des années 1960, les gouvernements, en particulier en Afrique subsaharienne, ainsi que les institutions partenaires de développement, ont mis un accent plus fort sur les enseignements primaire et secondaire dans les programmes de développement nationaux. L'enseignement supérieur n'a pas reçu l'importance qu'il mérite et il a été quelque peu négligé, même si beaucoup auraient reconnu qu'il était un moyen supplémentaire d'améliorer la croissance économique et d'atténuer la pauvreté.

Néanmoins, les quatre décennies écoulées ont vu l'accès à l'enseignement supérieur s'étendre à un rythme sans précédent, et les inscriptions dans l'enseignement supérieur ont augmenté plus rapidement en Afrique subsaharienne que dans n'importe quelle autre région du monde. Les femmes ont été les premières à en profiter dans presque toutes les régions du monde. Les chiffres de l'institut de statistique de l'UNESCO (ISU) indiquent que malgré l'inscription dans le supérieur de moins de 200 000 étudiants

dans la région Afrique en 1970, ce nombre a explosé pour atteindre plus de 4,5 millions en 2008 – une augmentation de plus de 20 fois. En effet, le taux brut de scolarisation (TBS) dans l'enseignement supérieur a crû en moyenne de 8,6 % chaque année entre 1970 et 2008 – comparé à la moyenne mondiale de 4,6 % pendant la même période. Ce taux a dépassé la croissance démographique de la tranche d'âge appropriée dans la région.

Les systèmes d'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne ne disposent pas des ingrédients nécessaires pour absorber la demande croissante découlant de l'accès plus large à l'enseignement secondaire.

Contrairement aux tendances mondiales, les femmes restent désavantagées en matière d'accès à l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne. Les derniers chiffres de l'ISU indiquent que le TBS du supérieur des femmes en Afrique subsaharienne s'élève à 4,8

%, comparé à 7,3 % pour les hommes. Toutefois, la région a accompli des progrès importants vers la parité entre les sexes dans les années 1990. Les femmes en Afrique subsaharienne continuent d'être confrontées à des obstacles importants pour accéder à l'enseignement supérieur dans les pays qui ont les niveaux les plus bas de richesse nationale. Les chiffres de l'ISU montrent également que ces pays dont le PIB par habitant est inférieur à moins de 1 000 US\$ ont des indices de parité entre les sexes (IPS) assez bas, allant de 0,31 à 0,51. Il faut par conséquent étudier l'égalité entre les sexes à la lumière du niveau général de participation à l'enseignement supérieur. Les pays doivent aborder les inégalités entre les sexes au moment où ils tentent d'élargir l'enseignement supérieur à tous les étudiants, indépendamment de leur sexe.

Les systèmes d'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne ne disposent pas des ingrédients nécessaires pour absorber la demande croissante découlant de l'accès plus large à l'enseignement secondaire. Par exemple, en 1999, le TBS du second cycle du secondaire de la région s'élevait à 19 %, ce qui était presque cinq fois plus élevé que le taux de l'enseignement supérieur (4 %). En 2008, le TBS du supérieur atteignait 6 %, contre 27 % pour le second cycle du secondaire. À l'échelle mondiale, le TBS du second cycle du secondaire est juste le double de celui du supérieur. Les grands écarts entre les deux taux – TBS du second cycle du secondaire et du supérieur – indiquent

Éditorial

qu'il y aura de nombreux élèves achevant le second cycle du secondaire qui seront éligibles à l'enseignement supérieur, mais qui n'y auront pas accès. Au niveau politique, on peut s'attendre à des pressions supplémentaires pour étendre le système d'enseignement supérieur, afin de satisfaire la demande croissante.

Il existe aussi plusieurs contraintes en matière de ressources et il est extrêmement difficile pour de nombreux pays d'obtenir le financement adéquat pour l'enseignement supérieur. Beaucoup d'entre eux ont des options très limitées pour obtenir des ressources supplémentaires. Par rapport aux premiers niveaux de la scolarité, les dépenses publiques affectées à l'enseignement supérieur sont démesurément élevées dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Par exemple, selon l'ISU, les dépenses publiques du Burkina Faso par élève du secondaire s'élèvent jusqu'à 30 % du produit intérieur brut (PIB) par habitant, tandis que les dépenses de l'État pour un étudiant du supérieur sont 10 fois plus élevées et s'élèvent à 307 % du PIB par habitant. Ceci suggère que les ressources publiques sont très concentrées sur un nombre relativement faible d'étudiants.

Il reste encore un nombre important d'étudiants d'Afrique subsaharienne qui poursuivent leurs études à l'étranger. Les chiffres de l'ISU pour 2008 révèlent qu'environ 223 000 étudiants d'Afrique subsaharienne étaient inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur hors de leur pays d'origine. Ils représentaient 7,5 % du nombre total des étudiants mobiles (3 millions) du monde entier. De plus, le nombre d'étudiants mobiles d'Afrique subsaharienne représentait 4,9 % des étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur nationaux de leur pays d'origine, ce qui était presque trois fois plus

élevé que la moyenne mondiale (1,9 %).

Les étudiants d'Afrique subsaharienne mobiles à l'international ont des destinations diverses. Environ un quart d'entre eux étudiait dans un autre pays de la même région (55 000 sur 223 200) en 2008. L'Afrique du Sud a accueilli à elle seule 21 % des étudiants mobiles de pays de la région. Malgré cette tendance, environ deux tiers ou 65,1 % des étudiants mobiles de la région étudiaient en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest.

Ce sommet devra aborder ces questions ainsi que d'autres qui sont restées en suspens ces dernières décennies dans l'enseignement supérieur africain. Elles incluront également les questions touchant à la qualité qui est un domaine essentiel pour la revitalisation de l'enseignement supérieur dans la région. Citons également la question du renforcement des capacités des établissements d'enseignement supérieur pour répondre aux nombreux besoins d'enseignement supérieur des pays africains. Le sommet doit déboucher sur un agenda convenu pour promouvoir des formes novatrices de collaboration. Il doit aussi veiller à ce que la qualité de l'enseignement supérieur soit systématiquement améliorée de façon à être conforme à la norme, aux critères consensuels d'excellence, ce qui facilitera la mobilité des diplômés et des universitaires à travers le continent.

Lawalley Cole,
Coordinateur, GT COMED ADEA Working Group on Communication for Education and Development (COMED)
and Editor of this News Journal

Il existe aussi plusieurs contraintes en matière de ressources et il est extrêmement difficile pour de nombreux pays d'obtenir le financement adéquat pour l'enseignement supérieur

Il reste encore un nombre important d'étudiants d'Afrique subsaharienne qui poursuivent leurs études à l'étranger.

Entretien avec Mme Aïcha Bah Diallo, Presidente de Africa Trust



Mme. Aïcha Ba Diallo

Trust Africa et d'autres partenaires organisent un sommet sur l'enseignement supérieur africain qui se tiendra à Dakar au cours du mois de mars 2015. Madame Aïcha Ba DIALLO, Présidente de Trust Africa nous parle de la raison d'être et des attentes de cette importante rencontre pour l'éducation en Afrique.

Lawalley Cole: Bonjour Madame Aïcha Bah Diallo

Mme Aïcha Bah Diallo: Bonjour

Lawalley Cole: Le sommet de l'enseignement supérieur africain organisé par Trust Africa et plusieurs de ses partenaires se tiendra dans la capitale sénégalaise à Dakar le mois prochain. Pourquoi un sommet aujourd'hui sur l'enseignement supérieur?

Mme Aïcha Bah Diallo : Comme vous le savez, il y a beaucoup d'institutions publiques et privées au niveau supérieur. Il est donc nécessaire qu'il y ait une collaboration entre elles. Ce sommet constitue un moment opportun pour créer une plate-forme de dialogue à l'échelle africaine ; une plateforme multipartite pour identifier des stratégies visant à transformer le secteur de l'enseignement supérieur. Ainsi, il faut repositionner le secteur pour répondre aux besoins de l'Afrique Aïcha Bah Diallo : Je voudrais avant de commencer rappeler ce que l'Afrique a comme richesse. La Banque Africaine de Développement (BAD) avait dit en 2011 que l'Afrique était peuplée pour un milliard d'habitants et avait une superficie de 30 millions de Km². Depuis plus de 15 ans, l'Afrique connaît une croissance économique consécutive. Sa population âgée de 15 à 24 ans était de 20%. Ce qui nous montre que le continent africain est le plus jeune de tous les continents. Nous savons aussi que l'Afrique regorge d'immenses richesses minière, agricole, touristique, hydraulique et forestière. Mais sa plus grande richesse, c'est son potentiel humain, ses hommes, ses femmes, ses filles et ses garçons. Mais la condition pour que l'Afrique puisse profiter de ses richesses, il faut absolument que sa population soit non seulement éduquée mais également en bonne santé.

Ce qui va lui permettre de participer au développement économique, culturel et politique du continent.

Qu'avons-nous réalisé aujourd'hui? Et c'est tout le monde qui le réalise. C'est l'importance de l'enseignement supérieur pour la promotion du développement national et l'intégration régionale. Souvent, on occulte le rôle important que l'enseignement supérieur peut jouer dans la promotion de la citoyenneté et l'édification des sociétés démocratiques et de ses habitants.

Pour moi, je pense que c'est pour cela que ce sommet est bien au moment opportun.

Lawalley Cole : Le thème du sommet est : « Revitaliser l'enseignement supérieur pour le futur de l'Afrique ». Nous parlons en effet du futur de notre continent... Dites-nous quel contenu vous donnez à ce thème ? Qu'est ce qui n'a pas marché dans la formation en Afrique? Et qu'est ce qui sera fait pour assurer la mise en œuvre des résolutions qui émaneront de ce sommet?

Mme Aïcha Bah Diallo : Qu'est-ce qui n'avait pas marché au niveau de l'enseignement supérieur ? **Nous ne devons pas oublier que depuis Jomtien en 1990 en passant par Dakar 2000, New York 2000, on a mis l'accent surtout sur le primaire. Ce n'est que vers 2005 qu'on a commencé par parler du secondaire. Il y a, à peine trois ans, qu'on a commencé par parler de l'enseignement technique et professionnel. Il y a un goulot d'étranglement au niveau de l'enseignement supérieur.** Donc, qu'est-ce que nous avons maintenant? Nous avons beaucoup d'étudiants, de jeunes

qui veulent s'inscrire au niveau de l'enseignement supérieur. Ils viennent de tous les continents, c'est l'Afrique qui a le taux d'inscription le plus faible. On dit d'ailleurs qu'en 2011, ce taux d'inscription était de 8%. La faute incombe à tout le monde - la communauté internationale - les gouvernements, les partenaires techniques et financiers, les bilatéraux, ainsi que les autres... la société civile car nous avons mis l'accent sur le primaire. Et donc l'enseignement supérieur ne s'étant pas développé au même rythme, nous nous sommes retrouvés pris au piège avec des demandes d'inscription de plus en plus élevées alors que l'offre ne pouvait pas y répondre. C'est ainsi que notre continent connaît une forte expansion de l'enseignement supérieur dans des conditions de ressources limitées, ce qui a entraîné une baisse de la qualité au niveau du secteur. Non seulement la demande n'est pas satisfaite, mais la qualité a été compromise.

Lawalley Cole : Le taux d'instruction en Afrique, au primaire et au secondaire est toujours bas par rapport à ce que nous constatons sur les autres continents. Pourquoi ne pas chercher à améliorer la qualité au primaire et secondaire avant de focaliser l'attention sur le supérieur et même la formation technique?

Mme Aicha Bah Diallo : On ne peut pas travailler en vase clos en coupant le système. C'est tout le système qu'il faut planifier ; de la petite enfance à l'enseignement supérieur. Les pays, en fonction de leur moyen, doivent s'y pencher de façon systématique. Il faut donc voir le système éducatif de façon holistique.

Mais je disais que de toute façon les progrès pendant ces 20 dernières années ont toujours créé des goulots d'étranglement au niveau de l'enseignement supérieur qui ne s'est pas développé au même rythme. Et donc, il y a des demandes d'inscription de plus en plus élevées, alors que l'offre ne pourrait pas suivre. Nous connaissons donc une forte expansion de l'enseignement supérieure dans des conditions de ressources limitées... Et cela entraîne une baisse de la qualité au niveau du secteur. Ainsi donc, les institutions au niveau supérieur n'ayant pas assez de ressources, n'ont pas pu recruter du personnel académique supplémentaire. Et mieux, il y a eu, non seulement une pénurie de personnel qualifié, mais ce manque de personnel est aggravé par la fuite des cerveaux. Ainsi donc, ce sommet va permettre aux parties prenantes de travailler ensemble pour réaliser une vision commune pour établir une collaboration des institutions de l'enseignement supérieur et de la communauté scientifique. Ce sera le meilleur moyen d'obtenir une cohésion des interventions, d'identifier des synergies permettant une utilisation judi-

cieuse des ressources. J'espère qu'il y aura un mécanisme de suivi pour évaluer les progrès et le respect des engagements que nous allons prendre.

Lawalley Cole : Nous avons beaucoup d'acteurs dans l'enseignement supérieur en Afrique et ces acteurs continuent à croître. Nous avons, par exemple, la Banque mondiale, l'Unesco, l'ADEA, la Commission de l'Union Africaine, Trust Africa et les Ong. Quels rôles jouera Trust Africa dans les activités après ce sommet?

Mme Aicha Bah Diallo : Je dirai nous allons attendre et voir. Déjà on peut dire que Trust Africa a déjà joué le rôle de catalyseur permettant aux parties prenantes de se retrouver. Nous allons donc discuter et prendre des décisions. Trust Africa facilitera surtout la création de partenariat, le suivi et sera impliqué dans l'évaluation des progrès.

Lawalley Cole : Quel rôle ce sommet voit-il l'ADEA jouer dans l'enseignement supérieur en Afrique dès la fin des travaux ainsi qu'après 2015 ?

Mme Aicha Bah Diallo : Maintenant l'ADEA. **L'ADEA est déjà une plate-forme permettant à tous les acteurs du secteur de l'éducation de se retrouver périodiquement pour échanger et pour apprendre les uns des autres. C'est là, l'importance de l'ADEA.** C'est quand on y va que l'on apprend mais on reçoit en même temps énormément. On sait aussi que l'ADEA a des Groupes de Travail concernant tous les sous-secteurs de l'éducation de telle sorte qu'on ait une vision globale du système. Le Groupe de Travail de l'enseignement supérieur pourra même définir le rôle qu'il doit jouer pour les autres sous-secteurs. Souvent on ne le fait pas, mais l'enseignement supérieur a un rôle spécial à jouer.

Lawalley Cole : Mais à l'ADEA aussi, je ne sais pas si vous êtes au courant... Le groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur n'a pas fonctionné depuis quelques temps. On a même pensé le transformer en pôle de qualité inter-pays. Ce à quoi beaucoup d'universitaires s'opposent. Que pensez-vous du groupe de travail de l'ADEA sur l'Enseignement Supérieur ?

Mme Aicha Bah Diallo : Je pense que ce sommet va permettre à tout le monde de réaliser l'importance de revitaliser le Groupe de Travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur. C'est obligatoire ! C'est la seule organisation qui a ce groupe de travail, avec ce genre de travail. Moi, je pense que c'est important. Ensuite, l'ADEA aussi bien que Trust AFRICA doivent être responsables de l'évaluation des activités post-sommet. C'est comme ça que je

vois les choses.

Lawalley Cole : Aujourd'hui, de nombreux établissements d'enseignement supérieur poussent comme de champignons dans presque chaque pays africain. Beaucoup d'entre eux sont des universités avec des inscriptions en hausse, et qui ont parfois des curricula qui ne conduisent aux emplois requis. Comment nous assurer d'un certain contrôle de la qualité dans certains de ces établissements pour veiller à ce que les compétences acquises soient pertinentes et correspondent aux emplois disponibles ?

Mme Aicha Bah Diallo : Comme vous le dites, il y a trop d'institutions et la qualité n'y ait pas. Il n'y a pas ce qu'on appelle le contrôle de la qualité de l'enseignement supérieur. C'est le ministère de l'enseignement supérieur qui doit s'occuper de ce contrôle de qualité. C'est ainsi que nous avons des formations et des sortants qui ne trouvent pas d'emplois. Il y a une inadéquation entre les types de diplômés et les besoins du marché de travail. D'ailleurs des employeurs nous disent qu'ils ont des emplois mais les compétences qui sortent des universités ne répondent pas à leurs besoins. Il faut que les institutions demandent à l'Etat et au secteur privé d'identifier leurs besoins afin qu'ils adaptent leurs programmes académiques en fonction de ses besoins et qu'ils consultent les étudiants pour leur orientation et le développement de leurs carrières. C'est ce qui manque aujourd'hui.

Lawalley Cole : Oui ça manque, surtout dans le continent. Nous voyons que dans un pays comme le Kenya, il y a dix ans, il y a eu trop d'universités qui poussent et parfois, on ne sait pas de quoi il s'agit et des fois il y a aussi des universités qui se spécialisent en certaines matières qu'on ne comprend pas. Je pense que le sommet doit voir comment s'occuper de ces problèmes comme cela devient de plus en plus sérieux pour le continent. C'est la raison pour laquelle il y a beaucoup de jeunes qui terminent leurs études et qui ne trouvent jamais d'emplois.

Mme Aicha Bah Diallo : Ils seront tous au sommet. Il y a le secteur privé, les gouvernements, les étudiants, les institutions publiques et privées. Il y a également les multilatéraux et toutes les associations du secteur social tels que les parents d'élèves. C'est ensemble que nous allons voir ces questions. **Et à ce moment-là, les institutions seront obligées d'identifier leur besoin, en matière des compétences et en fonction de ces compétences, les universités peuvent se programmer à aider les étudiants.**

Lawalley Cole : Parlons maintenant de la dimension genre – un domaine dont vous, et d'autres, êtes les pionniers, notamment lors de votre mandat de ministre de l'Éducation dans votre pays, la Guinée. Comme vous le savez, il y a eu d'énormes avancées dans l'intégration de la dimension genre dans l'enseignement supérieur en Afrique. Pensez-vous que ce sommet pourra plaider en faveur de plus d'égalité entre les sexes dans l'enseignement supérieur ? Si oui, comment ?

Mme Aicha Bah Diallo : **Je pense que oui, je vous avais dit que le taux d'inscription était de 8% en 2011. Mais savez-vous que les femmes représentent le tiers de ces 8%. Elles sont également confinées dans les filières qui ne leur permettent pas d'avoir les mêmes opportunités que les garçons.** Elles subissent non seulement une discrimination au niveau des institutions, mais aussi une discrimination au niveau de l'administration des institutions parce qu'elles n'occupent que des postes subalternes même s'ils ont les mêmes diplômes que les garçons. Sans compter qu'elles souffrent énormément du harcèlement sexuel aussi bien les étudiantes que les professeurs femmes. Nous exigeons que la dimension de l'Égalité et de l'équité genre soit au cœur du sommet. Nous ferons un vibrant plaidoyer. Voilà ma réaction.

Lawalley Cole : Y-aura-t-il d'autres femmes comme vous qui vont soutenir ce plaidoyer ?

Mme Aicha Bah Diallo : Toutes les femmes qui vont venir. Ce plaidoyer se fera aussi bien avec les femmes qu'avec les hommes partenaires qui nous soutiennent. Même si c'est moi seule, je suffis largement.

Lawalley Cole : Mais on doit y avoir des hommes aussi qui vous soutiennent.

Mme Aicha Bah Diallo : Mais nous avons des hommes avec nous. Oui, les hommes qui font le plaidoyer de l'éducation des filles et des femmes. Ils en comprennent l'importance. Nous avons beaucoup d'amis. Je les appelle les partenaires réels.

Lawalley Cole : Nous savons que les questions de gouvernance dans l'enseignement supérieur en Afrique ainsi que les questions d'innovation et d'harmonisation des politiques sur le continent africain ont un œil sur les enseignements tirés des processus d'autres régions du monde. Comment pensez-vous que ce sommet doit aborder ces questions ?

Mme Aicha Bah Diallo : Quand j'ai été à Dakar, j'ai lu dans

les papiers un texte qui m'a vraiment interpellé. Je vous lis exactement ce qui est écrit par rapport à l'harmonisation de l'enseignement supérieur. Il dit que «l'harmonisation de l'enseignement supérieur est axé sur l'établissement de mécanisme efficace d'accréditation et d'assurance qualité. Un mécanisme africain de rotation est en train d'être mis en place par la Commission de l'Union Africaine pour encourager les institutions de l'enseignement supérieur à évaluer volontairement leur performance par rapport à un ensemble de critères. **Pendant ce temps, la commission de l'Union Africaine a lancé le processus de création d'un cadre africain d'assurance qualité et d'accréditation.** L'autre aspect de ces efforts, c'est d'assurer une mise en réseau efficace des organismes d'assurance qualité et d'accréditation. Et ils disent que la promotion de la collaboration régionale et de la coopération intra-africaine en matière de l'assurance qualité est essentielle à l'élaboration de méthodologie et au renforcement de l'espace de l'enseignement supérieur en Afrique. Il est donc important de noter qu'il existe une nécessité impérieuse de mobiliser les parties prenantes dans le secteur autour de ces initiatives afin d'assurer leur participation et leur mise en œuvre réussie. Nous sommes obligés de travailler avec les autres pays, les autres régions du monde. Nous ne pouvons pas travailler en vase clos. Nous devons maintenant nous retrouver travailler et établir tout ce dont je viens de parler et aller vers les autres pour partager.

Lawalley Cole : Vous parlez de quelles régions du monde? De l'Europe, des pays asiatiques ? Ou des pays en pleine évolution - des pays BRICS ?

Mme Aicha Bah Diallo : les pays BRICS justement. Nous devons beaucoup apprendre des BRICS, mais aussi de l'Europe. C'est-à-dire que ce que nous devons faire c'est de voir ce qu'ils ont réussi et cela est adaptable, on l'adapte. C'est qui est à prendre. On se l'approprie.

Lawalley Cole : Est-ce que le sommet élaborera une charte ou un programme d'actions qui sera adopté par le continent africain ? Si oui comment vous assurez la mise en œuvre d'un tel programme au niveau continental ? Est-ce que l'Union Africaine sera impliquée dans la mise en œuvre de ce programme d'actions?

Mme Aicha Bah Diallo : **Le rôle de l'Union Africaine est plus politique.** Elle va nous amener à travailler ensemble pour réaliser une vision commune afin de créer un espace solide et propice à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique pour que cela soit pertinent et adapté. Déjà l'Union Africaine en lui est un objectif dans leur vision :

l'Afrique que nous voulons en 2063. Il est indispensable que les alliances stratégiques soient établies entre le secteur social et économique en vue de développer les capacités humaines nécessaires afin de réaliser cet avenir que nous voulons tous. Ensuite, nous savons aussi que c'est l'enseignement supérieur qui peut promouvoir le développement technologique accéléré, revaloriser les matières premières, les ressources naturelles et améliorer la capacité du pays pour maximiser la production. **L'Union Africaine peut amener les gouvernements à accepter ces propositions.** Etant donné qu'elle réunit régulièrement les Chefs d'Etats, elle peut attirer l'attention de ces Chefs d'Etats que l'Afrique ne consacre que 0,5% de leur PIB à la recherche. Or ce niveau de financement constitue un défi majeur pour le développement du continent. D'où un manque de capacités en matière de recherche et de



Le President Paul Kagame



Le President Uhuru Kenyatta



Le President Ellen Johnson Sirleaf



Mrs. Zuma

génération de connaissance. Et qu'est-ce que cela amène à l'Afrique, c'est une grande marginalisation. Il faut que l'Union Africaine attire l'attention de nos chefs d'Etats sur le fait que l'Afrique a le plus faible taux de chercheur par million d'habitants au monde. Nous n'avons que 35 scientifiques ingénieurs en moyenne par million d'habitants. Sa contribution annuelle aux publications des recherches est inférieure à 1%. Il faut donc un engagement accru des gouvernements et du secteur privé africain à investir dans l'enseignement supérieur, la science, la technologie ainsi que dans la recherche et l'innovation. Cela est absolument nécessaire. Et là, c'est le rôle de l'Union Africaine d'attirer l'attention de leurs chefs d'Etats. L'Union Africaine ayant la possibilité d'inviter les hommes les plus riches, elle peut également attirer l'attention de ceux-là sur ces défis. C'est quand il y aura des ressources humaines de qualités que le secteur privé va en profiter.

Lawalley Cole : J'ai cru comprendre que les présidents Paul Kagame du Rwanda et Uhuru Kenyatta du Kenya feront partie des chefs d'Etat qui assisteront au sommet. Venus d'Afrique de l'Ouest, les présidents Macky Sall (Sénégal) et Ellen Johnson Sirleaf (Libéria) seront également présents avec Mme Zuma (présidente de l'UA). Pour revenir à la dimension genre, ne pensez-vous pas qu'il est nécessaire d'avoir plus d'Africains éminents ayant un sentiment plus large des questions de genre pour diriger les campagnes de plaidoyer et s'assurer que tous sont impliqués à égalité – hommes et femmes ?

Mme Aicha Bah Diallo : Le président Kagame est celui qui a le plus œuvré pour l'équité et l'égalité des genres. Que ce dernier vienne assister et surtout qu'il prenne la parole sera extraordinaire. C'est absolument indispensable ! Quant à la Présidente du Libéria, Ellen Johnson Sirleaf, elle est déjà une femme, on n'a pas besoin de lui dire de

faire la promotion. Maintenant, il faudrait aussi que le Président Kenyan s'engage.

Lawalley Cole : L'enseignement supérieur est confronté en Afrique à de nombreux défis. La baisse des recettes des établissements, la demande croissantes de l'offre, les mauvaises infrastructures, l'insuffisance des moyens pour les recherches, des curricula dépassés, faible réglementation du secteur. Compte tenu de ces défis, que peuvent attendre les africains de ce sommet?

Mme Aicha Bah Diallo : Ce sommet va amener toutes les parties prenantes à partager les défis que vous venez de citer. Ensemble, nous allons identifier les stratégies à mettre en place pour résoudre ces défis. Ce qui est important, c'est que les gouvernements comprennent qu'on ne peut pas continuer à ne pas doter l'enseignement supérieur d'un budget adéquat. Ils ne peuvent plus le faire. L'Etat et le secteur privé doivent s'impliquer. Ces deux comptes beaucoup. Nous devons diversifier la mobilisation des fonds.

Le sous- secteur de l'enseignement supérieur joue un rôle central dans l'agenda du développement de l'Union Africaine ayant pour thème: Afrique que nous voulons en 2063. Ceci qui a de sérieuses implications pour l'agenda de développement post 2015. Spécifiquement sur l'agenda africain de l'éducation comme nous l'avons constaté lors de la conférence qui vient de se terminer à Kigali, il y a deux semaines. Quelle sera la contribution de ce sommet pour façonner ou faire transformer l'agenda 2063 de l'union africaine pour accroître sa pertinence?

Aicha Bah Diallo : Ce sommet comme je l'avais dit, permettra davantage à l'Union Africaine de comprendre qu'elle doit accroître sa contribution dans la formation des ressources humaines indispensables pour atteindre la paix, la cohésion sociale dont l'Afrique a besoin pour un développement durable et la mise en place de démocratie véritable dans nos pays.

Lawalley Cole : Mme Aicha Bah Diallo, Je vous remercie.

Mme Aicha Bah Diallo : Merci à vous

Participation des présidents au Sommet sur l'enseignement supérieur en Afrique

Karen MacGregor

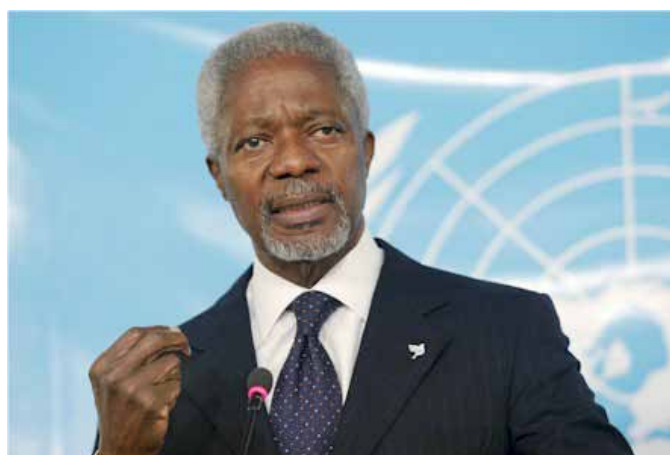
30 janvier 2015 Edition mondiale de University World News

Au moins quatre présidents africains, trois anciens chefs d'État, de nombreux ministres, la présidente de la Commission de l'Union africaine et un ancien secrétaire général des Nations unies figureront au nombre des 500 délégués qui assisteront au premier Sommet sur l'enseignement supérieur en Afrique organisé du 10 au 12 mars dans la capitale sénégalaise de Dakar, a-t-il été annoncé la semaine dernière. Le but est d'amener les dirigeants politiques à s'engager dans la revitalisation des universités à l'échelle continentale.

Le principal objectif du sommet, a déclaré la ministre sénégalaise de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Mary Teuw Niane, est d'élaborer et d'adopter « un plan d'action pour transformer le secteur



President Macky Sall



Mr Kofi Annan

de l'enseignement supérieur de l'Afrique dans les 50 prochaines années ».

La charte du sommet, ou plan d'action, contribuera au développement de la composante de l'enseigne-

ment supérieur du plan de développement du continent, à savoir l'Agenda 2063 pour l'Afrique.

Les sujets que le sommet devra traiter incluent l'employabilité des diplômés, le sexe, la science, la technologie et l'innovation, la construction de la nation et la citoyenneté démocratique, l'équité et l'accès, la différenciation et l'harmonisation, le rôle des entreprises pour revitaliser l'enseignement supérieur, la qualité, l'excellence et la pertinence.

« Nous sommes impatients d'accueillir nos invités de différentes parties du continent et du monde et de nous atteler à la double tâche d'identifier les problèmes auxquels est confronté le secteur de l'enseignement supérieur africain et de développer des solutions communes pour les résoudre », a déclaré Niane.

Qui sera présent

Parmi les dirigeants présents au sommet qui a pour thème « Revitaliser l'enseignement supérieur pour l'avenir de l'Afrique », on note le président du Sénégal Macky Sall, Paul Kagame, président du Rwanda, la présidente du Libéria Ellen Johnson Sirleaf et le président du Kenya Uhuru Kenyatta.

Mme Nkosazana Dlamini Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine et l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan y assisteront ainsi que les anciens présidents Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, Olusegun Obasanjo du Nigéria et Benjamin Mkapa de Tanzanie.

Seront également présents des ministres de l'Éducation, des Finances, de la Science et de la Technologie, des gestionnaires de l'enseignement supérieur, des chercheurs, des chefs d'entreprise et des représentants des syndicats et des étudiants.

Le sommet est organisé par TrustAfrica, une organisation panafricaine basée à Dakar, avec 11 partenaires.

Les partenaires sont le gouvernement sénégalais, la Commission de l'Union africaine, le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, l'Institut africain de développement économique et de planification des NU, l'Association des universités africaines, la Banque africaine de développement, la Fondation nationale d'Afrique du Sud pour la recherche, l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique, la Carnegie Corporation de New York, la Fondation MasterCard et la Banque mondiale.

Le sommet

« Il y a un accent renouvelé sur l'importance de l'enseignement supérieur pour le développement du continent », a déclaré M. Omano Edigheji de TrustAfrica, directeur du sommet.

« C'est une occasion de travailler ensemble vers une vision commune — s'assurer que les efforts pour créer un Espace africain de l'enseignement supérieur et de la recherche robuste sont à la fois pertinents et sensibles aux besoins du continent et de ses habitants au 21ème ».

Edigheji a déclaré qu'il était nécessaire d'établir des



Mr. Mary Teuw Niane

alliances stratégiques entre les secteurs social et économique, afin de développer les capacités humaines nécessaires pour réaliser un avenir nouveau pour l'Afrique. Avec le boom permanent des inscriptions et le nombre croissant des établissements d'enseignement supérieur, il est urgent de bâtir un secteur d'enseignement supérieur de qualité.

Le sommet est l'aboutissement de l'initiative triennale entreprise par TrustAfrica en partenariat avec la Carnegie Corporation et d'autres pour élargir le dialogue sur l'enseignement supérieur en Afrique. Des dialogues se sont tenus au Ghana, au Nigéria, en Tanzanie et en Ouganda.

M. Tendai Murisa, directeur exécutif de TrustAfrica a déclaré : « Ce travail nous a permis d'identifier immédiatement qu'il n'existait pas de plateforme nationale ni continentale inclusive où les parties prenantes pouvaient se réunir pour discuter et chercher des solutions aux problèmes auxquels se trouve confronté le secteur de l'enseignement supérieur africain ».

« Le sommet continental fournira par conséquent une plateforme permettant aux parties prenantes clés de s'engager et de proposer un programme pour transformer le secteur ».

Aicha Bah Diallo, présidente du conseil des administrateurs de TrustAfrica a indiqué que l'enseignement supérieur africain manquait souvent d'un dialogue ouvert et d'un engagement important sur les problèmes.

« Parce que nous sommes tous un continent, une

Afrique, les problèmes auxquels le secteur fait face sont similaires à travers le continent. Nous avons donc besoin d'une approche stratégique commune et collaborative pour revitaliser le secteur de l'enseignement supérieur en Afrique », a-t-elle déclaré.

« Nous ne pouvons pas attendre que les solutions viennent des bailleurs de fonds ou de l'occident. En tant qu'Africains, nous devons prendre les choses en main, tout en travaillant avec nos amis de l'étranger ».

Les Africains, a-t-elle déclaré, doivent réfléchir sérieusement à la baisse des recettes des établissements d'enseignement supérieur, la satisfaction de la demande croissante d'enseignement supérieur, la mauvaise qualité des infrastructures, l'inadéquation des effectifs, l'insuffisance de la recherche, les programmes d'études dépassés et les régimes réglementaires inadaptés.

« Nous devons agir et agir maintenant, parce que la réalité est que l'Afrique ne pourra pas progresser si l'on ne résout pas la crise actuelle à laquelle nos établissements d'enseignement supérieur font face », a poursuivi Diallo.

Le Sénégal et le sommet

Mary Teuw Niane, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a indiqué que « le Sénégal avait entrepris des efforts importants pour réformer son système d'enseignement supérieur et de recherche ».

Ses réformes sont le fruit du long processus de dialogue national lancé par la conférence nationale en 2013 « en vue de trouver des solutions structurelles et durables pour un système d'enseignement supérieur et de recherche de qualité qui répondent aux besoins de notre société ».

La conférence a adopté 78 recommandations qui ont conduit à la prise de 11 décisions par le président Macky Sall cette même année. « Ces décisions majeures ont servi de référence à la mise en œuvre de réformes importantes du secteur de l'enseignement supérieur ».

« Le diagnostic objectif fait par les acteurs de la Consultation nationale sur l'Avenir de l'enseignement

supérieur, CNAES, a contribué à définir les orientations stratégiques de notre système d'enseignement supérieur », a déclaré Niane. Elles ont été structurées autour du développement de la technologie et de la science, l'utilisation des TIC dans l'éducation et la recherche, la réussite et l'employabilité des étudiants, l'amélioration de la gouvernance et l'investissement massif dans l'enseignement supérieur et la recherche.

« Les défis auxquels l'Afrique est confrontée dans le domaine de l'enseignement supérieur sont nombreux et divers », a déclaré Niane.

« Le flux massif des diplômés du lycée, les problèmes tenaces des structures d'accueil, les crises récurrentes du financement de nos universités, la formation qui ne répond pas aux besoins de notre marché du travail, etc, figurent parmi les questions qui conduisent régulièrement les universités africaines à des situations de crise, dont les solutions exigent l'examen de tous les partenaires africains et de leurs partenaires ».

Niane a indiqué que le sommet devait faciliter le partage des expériences et des pratiques en Afrique et dans le monde pour revitaliser l'enseignement supérieur et la recherche.

Étant donné « les énormes problèmes financiers auxquels l'enseignement supérieur fait face », le sommet fournira l'occasion de convaincre les principaux décideurs, responsables politiques, dirigeants de fondation et chefs d'entreprise de la nécessité d'investir dans l'enseignement supérieur qui, a déclaré la ministre, sera « un pari réussi sur l'avenir de l'Afrique ».



Revitaliser l'enseignement supérieur pour le développement de l'Afrique

March 10 – 12, 2015, Dakar, Senegal

Note conceptuelle

INTRODUCTION

Au cours des dernières décennies l'Afrique a connu un essor considérable dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cet essor témoigne, dans une large mesure, de la reconnaissance par les acteurs africains, y compris les dirigeants politiques, de l'importance de l'enseignement supérieur dans la réalisation de leur vision de prospérité, de paix et d'intégration. Les organismes internationaux, jadis sceptiques par rapport à l'importance de l'enseignement universitaire dans le développement économique et social de l'Afrique, figurent aujourd'hui parmi les principaux partisans de la revitalisation de l'enseignement supérieur en Afrique.

L'augmentation des taux de scolarisation a souvent eu des incidences négatives sur la qualité de l'éducation, compromettant davantage la pertinence et l'excellence du secteur. Le nombre croissant d'organismes gouvernementaux et privés impliqués dans l'enseignement supérieur a également mis en évidence certaines questions essentielles. Il existe une multitude d'initiatives relatives à l'éducation dont la mise en oeuvre requiert la collaboration du monde de l'enseignement supérieur et de la communauté scientifique, pour s'assurer de la cohérence des interventions et identifier des synergies permettant une utilisation optimale des ressources.

Cependant, le regain d'attention accordé à l'importance de l'enseignement supérieur pour le dévelop-



Sommet sur l'Enseignement supérieur en Afrique

Revitalisation de l'Enseignement Supérieur pour le développement de l'Afrique

Dakar, Sénégal 10-12 Mars 2015

pement du continent constitue une opportunité de travailler ensemble pour réaliser une vision commune – celle de veiller à ce que les efforts visant à créer un espace solide propice à l'enseignement supérieur et à la recherche en Afrique soient à la fois pertinents et adaptés. Cet objectif fait partie intégrante du programme de développement de l'Union africaine (UA) intitulé « L'Afrique que nous voulons en 2063 ». En effet, des alliances stratégiques doivent être établies entre les secteurs social et économique en vue de

développer les capacités humaines nécessaires pour réaliser ce nouvel avenir. Il est généralement admis que l'enseignement supérieur est indispensable pour promouvoir un développement technologique accéléré, revaloriser les matières premières et les ressources naturelles, améliorer la capacité des pays à maximiser la production économique, et renforcer les capacités en ressources humaines. En effet, un consensus se dessine entre les gouvernements africains, les milieux d'affaires, les universitaires et les organismes de développement panafricains sur la capacité de l'enseignement supérieur à promouvoir le développement national et l'intégration régionale - et sur le rôle important qu'il peut jouer dans la promotion de la citoyenneté et l'édification de sociétés démocratiques.

Des institutions africaines telles que l'Association des universités africaines, le CODESRIA (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique), l'Académie africaine des sciences et l'ADEA (Association pour le développement de l'éducation en Afrique) figurent parmi les acteurs essentiels plaidant pour la revitalisation du secteur de l'enseignement supérieur en Afrique. De même, un certain nombre de pays africains et d'organismes sous-régionaux tels que le Conseil interuniversitaire d'Afrique de l'Est (IUCEA), l'Association régionale des universités d'Afrique australe (SARUA), l'Association des universités arabes (AARU), et le CAMES (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur) élaborent des programmes d'enseignement supérieur dans le but de transformer le secteur.

Les initiatives mises en oeuvre à l'échelle continentale comprennent le Plan d'action de l'UA pour la Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique (2006-2015) qui préconise une revitalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche et met l'accent sur une meilleure collaboration intra-africaine et l'établissement de liens plus solides entre l'enseignement supérieur et la recherche. Comme il est indiqué ci-dessus, l'Agenda de l'UA pour l'Afrique à l'horizon 2063 a identifié le développement des capacités humaines comme une condition essentielle à la réalisation de la

vision collective de l'Afrique pour la paix, l'intégration, la prospérité et l'amélioration de la situation du continent dans l'économie mondiale. Il est certain que l'enseignement supérieur fait également partie

du processus d'intégration régionale. Le cadre d'harmonisation de la Commission de l'Union africaine (CUA) vise à promouvoir l'intégration universitaire et à combler le fossé entre des systèmes éducatifs disparates et entre dans le cadre d'un effort visant à créer un espace distinct plus compétitif à l'échelle mondiale pour l'enseignement supérieur en Afrique. La Convention d'Arusha en sa version révisée recommande qu'un effort similaire soit déployé par rapport à la reconnaissance des diplômes universitaires, et le programme Nyerere fournit un excellent mécanisme de renforcement de la coopération institutionnelle à travers la promotion de la portabilité des diplômes à travers l'Afrique. Enfin, le projet d'harmonisation et d'optimisation vise à améliorer la comparabilité des diplômes universitaires à travers le continent et les équivalences entre les régions.

L'harmonisation de l'enseignement supérieur est fortement axée sur l'établissement de mécanismes efficaces d'accréditation et d'assurance qualité. Un mécanisme africain de notation est en train d'être mis en place par la CUA pour encourager les institutions d'enseignement supérieur à évaluer volontairement leurs performances par rapport à un ensemble de critères. Pendant ce temps, la CUA a lancé le processus de création d'un Cadre africain d'assurance-qualité et d'accréditation. L'autre aspect de ces efforts est d'assurer une mise en réseau efficace des organismes d'assurance-qualité et d'accréditation. La promotion de la collaboration régionale et de la coopération intra-africaine en matière d'assurance-qualité est essentielle à l'élaboration de méthodologies comparables et au renforcement de l'espace de l'enseignement supérieur en Afrique. Il est important de noter qu'il existe une nécessité impérieuse de mobiliser les parties prenantes dans le secteur autour de ces initiatives afin de s'assurer de leur participation et de leur mise en oeuvre réussie.

DEFIS RENCONTRES PAR LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN AFRIQUE

Les dernières décennies ont vu une augmentation significative du nombre d'étudiants inscrits dans les universités africaines pour absorber la demande croissante pour l'enseignement supérieur alimentée par la massification de l'enseignement primaire et secondaire. L'enseignement supérieur privé, qui concentrait 22% des étudiants de l'enseignement supérieur sur le continent en 2006, connaît un essor

plus rapide dans de nombreux pays africains. Ceci est dû en partie aux réformes politiques majeures menées par les gouvernements. La déréglementation du secteur de l'enseignement supérieur a abouti à des résultats contradictoires. Si l'expansion de ce secteur a entraîné un accès accru des étudiants, il est à craindre que la croissance des effectifs dans des conditions de ressources limitées a contribué à la baisse de la qualité dans l'enseignement supérieur. En outre, malgré la forte augmentation des taux d'inscription dans le supérieur, il existe encore une demande non satisfaite. En 2011, le taux moyen d'inscription dans le supérieur en Afrique était de 8% contre une moyenne mondiale de 27%. Malgré ces faibles taux d'inscription, la demande d'admission aux universités continue de dépasser les capacités d'accueil de ces dernières, et une pression accrue pèse sur les universités publiques pour admettre un nombre d'étudiants dépassant les capacités actuelles en personnel et infrastructure.

La plupart des institutions ont été incapables de recruter du personnel académique supplémentaire pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants inscrits, soit en raison d'un manque de fonds ou de l'indisponibilité de candidats qualifiés. Les pénuries de personnel dans de nombreuses universités africaines ont été aggravées par le fait que l'âge moyen des membres du corps professoral est relativement élevé. Les pénuries de personnel ont également été exacerbées par la fuite des cerveaux. Il est difficile de recruter et de maintenir des professeurs d'université

titulaires de diplômes supérieurs et jouissant d'une expérience de haut niveau en matière de recherche. Ceci est dû au caractère limité des opportunités d'études de troisième cycle, à de faibles taux de diplomation et à des conditions décourageantes de service. Bon nombre d'institutions d'enseignement supérieur africaines ne disposent pas encore de capacités de recherche adéquates et leurs contributions se sont avérées moins pertinentes par rapport aux besoins de développement. La lente expansion du secteur de l'enseignement supérieur limite sérieusement l'innovation puisque la plupart des compétences en matière de recherche sont généralement acquises au cours des études de maîtrise et de doctorat. Le manque de professeurs d'université titulaires d'un doctorat affecte la qualité et la profondeur de

l'enseignement dispensé aux étudiants de premier cycle - et la capacité de fournir une supervision adéquate aux étudiants des cycles supérieurs.

Dans l'ensemble, l'Afrique consacre moins de 0,5% de son PIB à la recherche. Ce niveau de financement constitue un défi majeur pour le développement du continent. Son manque de capacités en matière de recherche et de génération de connaissances a eu pour corollaire une plus grande marginalisation. L'Afrique détient le taux le plus faible au monde de chercheurs par million d'habitants et compte seulement 35 scientifiques et ingénieurs en moyenne par million d'habitants. Sa contribution annuelle aux publications de recherche est inférieure à 1,5%. Un engagement accru des gouvernements et du secteur privé africains à investir dans l'enseignement supérieur, la science et la technologie, ainsi que dans la recherche et l'innovation est nécessaire. Diverses options doivent être étudiées en vue de développer des mécanismes et des politiques de financement clairs.

Dans la plupart des pays africains, l'augmentation des taux d'inscription dans le supérieur ne s'est pas traduite par une amélioration comparable des opportunités d'emploi. Ceci est partiellement dû à l'inadéquation entre le nombre et le type de diplômés et les besoins du marché du travail. En effet, les employeurs se plaignent de plus en plus que les diplômés sont mal préparés au monde du travail. Il existe donc une triple crise portant sur le chômage des diplômés, le sous-emploi et l'inaptitude au travail. Plusieurs études font état de la nécessité de mettre en adéquation les programmes académiques mis au point par les institutions d'enseignement supérieur avec les exigences des employeurs.

Un certain nombre de « centres d'excellence » sont en train d'être créés en Afrique. Il s'agit notamment de l'Université panafricaine de l'Union africaine (UPA) qui encourage la coopération entre les pays africains dans des domaines ciblés dans les centres régionaux spécialisés en vue d'améliorer la qualité, la recherche et l'enseignement supérieur. Initiative concrète visant à promouvoir la qualité et à illustrer l'excellence, l'UPA est une université compétitive sur le plan international qui offre des formations adaptées aux besoins et aspirations de l'Afrique. Cependant, même en présence de ce genre d'initiatives, l'ampleur du changement reste insuffisante si le secteur africain

de l'enseignement supérieur est en concurrence avec ceux d'autres régions du monde. Par ailleurs, nombreux sont les processus qui ne font pas l'objet de concertations continentales impliquant la majorité des intervenants du secteur. Enfin, le manque de coordination entre les interventions des gouvernements, les acteurs et les réseaux privés africains et les partenaires internationaux au développement est en train de causer une fragmentation des interventions et de réduire leur impact.

Par conséquent, il est impératif que soient coordonnées les interventions des principales parties prenantes, notamment les gouvernements africains, les communautés économiques régionales, le secteur privé, les universitaires, les organismes de développement panafricains, les réseaux de recherche et les universités, ainsi que les partenaires internationaux au développement. Partout sur

le continent, et au niveau de plusieurs forums de politique nationale d'enseignement supérieur, les parties prenantes exigent une plate-forme de dialogue à l'échelle africaine visant à repositionner le secteur de l'enseignement supérieur pour répondre aux besoins du continent et de ses habitants.

Ce contexte justifie l'organisation du Sommet continental intitulé « Revitaliser l'enseignement supérieur pour l'avenir de l'Afrique » prévu du 10 au 12 mars 2015 à Dakar, au Sénégal.

PARTENAIRES A L'ORGANISATION DU SOMMET

Le sommet est organisé par plusieurs grandes organisations panafricaines : TrustAfrica, la Commission de l'Union africaine (CUA), le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique en Afrique (CODESRIA), l'Institut africain de Développement économique et de Planification (IDEP), l'Association des universités africaines (AUA), et la Banque africaine de développement (BAD) et l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA). Le gouvernement du Sénégal sera l'hôte du Sommet. La National Research Foundation (NRF) d'Afrique du Sud a récemment rejoint le consortium chargé d'organiser le Sommet. Ce dernier est organisé en partenariat avec des organismes internationaux de développement et des fondations qui travaillent activement dans le secteur de l'enseignement supérieur en Afrique, à savoir la Carnegie Corporation de New York (CCNY), la Fondation MasterCard, et la Banque mondiale.

BUT ET OBJECTIFS DU SOMMET

Le principal but du Sommet est de créer une plate-forme continentale multipartite pour identifier des stratégies visant à transformer le secteur de l'enseignement supérieur en Afrique. Ses objectifs consistent à :

- constituer un cercle de réflexion pour la transformation de l'enseignement supérieur en Afrique et l'investissement dans ce secteur;
- élaborer une vision commune pour l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique;
- mettre à contribution et mettre en évidence des efforts exemplaires (meilleures pratiques) et initiatives relatifs à l'enseignement supérieur en Afrique;
- mettre à contribution des efforts et interventions menés de façon disparate dans le domaine de l'enseignement supérieur en Afrique;
- stimuler et soutenir l'innovation dans l'enseignement supérieur en Afrique;
- créer un espace/une communauté pour l'enseignement supérieur en Afrique, dans le cadre des efforts d'intégration du continent; et
- s'assurer de la coordination et de la complémentarité des différentes initiatives, prises à la fois par les acteurs africains et les organisations internationales de développement pour repositionner le secteur.

• PARTICIPANTS ET STRUCTURE

- Cinq cent (500) personnes choisies parmi les parties prenantes ci-dessous devraient participer au Sommet:
- universitaires et administrateurs d'institutions d'enseignement supérieur
- employeurs des secteurs public et privé
- gouvernements (dont des Chefs d'état, des chefs de gouvernement, des ministres de
- l'Education, de la Science et de la Technologie, et des Finances)
- associations estudiantines - comme l'Union panafricaine des étudiants (AASU)
- syndicats universitaires et non universitaires

- bailleurs de fonds – fondations, organismes bilatéraux et multilatéraux

- familles et citoyens

- chefs d'entreprise

- Le Sommet, qui aura un caractère hautement interactif, avec des échanges d'expériences et de vues entre les participants, comportera des sessions plénières et parallèles pendant plus de trois jours consécutifs.

- RESULTATS ATTENDUS

- Ce Sommet continental cherche à institutionnaliser un dialogue à l'échelle de l'Afrique et à constituer un mouvement d'institutions et de personnes animés par la même vision pour la transformation du secteur de l'enseignement supérieur en Afrique. Plus précisément, nous espérons atteindre les résultats suivants:

- Une coalition/un mouvement multi-parties prenantes continentales et internationales est créé pour participer à l'organisation du Sommet et faire progresser ses recommandations;

- Productions des groupes de travail – Des documents de recherche/monographies, documents d'orientation, rapports d'ateliers sont diffusés et sont disponibles en ligne à partir de septembre 2014;

- Les résultats du Sommet influencent la politique nationale et régionale au point de transformer le secteur de l'enseignement supérieur;

- Les organisations de la société civile participant aux processus d'élaboration des politiques nationales et continentales en matière d'enseignement supérieur conduisent à de meilleures politiques et à une mise en oeuvre efficace;

- Les écarts entre les gouvernements, les administrateurs d'universités et les syndicats universitaires et non universitaires sur le continent sont comblés;

- Les écarts entre les institutions africaines d'enseignement supérieur et le secteur privé sont comblés;

- Les initiatives disparates prises pour transformer le secteur de l'enseignement supérieur en Afrique

font l'objet d'une plus grande coordination ;

- Une vision partagée de l'orientation future de l'enseignement supérieur en Afrique est élaborée ;

- Un inventaire complet des interventions antérieures et actuelles – des acteurs, des buts et des activités de base, ainsi qu'un impact immédiat et de plus grande portée est réalisé;

- Un ordre du jour pour l'avenir des partenariats entre les Africains et les partenaires internationaux au développement est convenu;

- Un agenda pour les gouvernements nationaux et régionaux africains est convenu ;

- Un cadre favorable à des investissements accrus dans le secteur de l'enseignement supérieur est établi;

- Des engagements sont souscrits en faveur de la recherche, de la science et de la

- technologie;

- Des principes directeurs relatifs à des actions futures visant à transformer l'enseignement supérieur en Afrique sont convenus;

- Les relations nouvelles et améliorées avec des parties prenantes clés facilitant le changement et les actions futures, en particulier entre les gouvernements, les administrateurs d'institutions d'enseignement supérieur et les syndicats universitaires et non universitaires sont renforcées; et

- L'enseignement supérieur en Afrique améliore sa position dans le système mondial.

Contact: Dr. Omano Edigheji

Directeur du Sommet

TrustAfrica

E-mail: omanoee@gmail.com ou edigheji@trustafrica.org

Note d'orientation de l'ADEA

Assurer la qualité, l'excellence et la pertinence dans les universités africaines

INTRODUCTION

Les universités en Afrique ont pâti d'un soutien sporadique, qui a été source de développement inégal et de qualité variable. Dans une économie mondiale de la connaissance où l'innovation et les technologies connaissent une évolution rapide et où le marché du travail demande de plus en plus de ressources humaines qualifiées, les dirigeants et les parties prenantes africains sont en train de mettre en place des politiques, des cadres et des mécanismes visant à renforcer l'enseignement supérieur sur le continent ainsi qu'un espace de recherche, en se concentrant particulièrement sur la qualité, l'excellence et la pertinence. Investir dans les universités en Afrique est essentiel pour développer une société de la connaissance inclusive et diverse qui peut aider à faire avancer la recherche, l'innovation et la créativité pour accélérer le développement de l'Afrique.

Dans cette note, la qualité fait référence à ce qu'il faut à l'enseignement supérieur pour répondre aux normes définies par les instances d'assurance qualité et les instances professionnelles et universitaires appropriées. Dans l'enseignement supérieur, la qualité englobe toutes les fonctions et les activités, notamment les programmes universitaires, les ressources humaines, les étudiants, l'enseignement et l'apprentissage, l'infrastructure et la recherche et l'innovation telles que définies dans le cadre des valeurs culturelles nationales et des objectifs et aspirations de développement.

Dans ce cadre, la pertinence fait référence à la formation de diplômés à une réflexion critique, à la mise à jour permanente de leurs connaissances et de leurs compétences, et à l'utilisation effective des opportunités existantes et émergentes pour innover et créer des emplois dans une économie mondiale de la connaissance en évolution rapide.

L'excellence fait référence au développement de systèmes internationaux d'enseignement supérieur qui produisent des diplômés compétents, notamment parmi ceux ayant des compétences dans des domaines où la demande est élevée tels que la science, la technologie et l'innovation.

DÉFIS POUR ATTEINDRE LA QUALITÉ, L'EXCELLENCE ET LA PERTINENCE

Une gouvernance et une gestion médiocres des institutions sont des défis importants qui se posent à la qualité des universités africaines, engendrant de faibles capacités

de rétention, comme les conditions de services peu attractives et l'absence d'opportunités de carrière qui à leur tour suscitent des abandons et par conséquent des déficits en personnels universitaires. Une inscription qui demande du temps, et des taux d'obtention de diplôme faibles découragent également l'inscription des étudiants. Ces défis amènent le personnel universitaire et les étudiants éventuels à rechercher des opportunités de carrière et un cursus universitaire sur d'autres continents, engendrant une fuite des cerveaux.

“ La croissance économique rapide de l'Afrique et ses efforts en faveur d'une participation plus effective dans l'économie mondiale de la connaissance amènent les dirigeants et les parties prenantes du continent à examiner la qualité de son enseignement supérieur, en vue de renforcer l'infrastructure existante de l'assurance qualité et d'en créer de nouvelles. ”

La fuite des cerveaux est un risque important pour le développement socio-économique de l'Afrique, car remplacer les professionnels est une lourde entreprise financière. Entre 1990 et 2004, l'Afrique a perdu près de 20 000 professionnels par an. En 2008, l'Afrique subsaharienne avait 223 000 étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur hors de leur pays d'origine.

Le financement est également un problème majeur. Une étude menée par la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) en 2008 a constaté que les niveaux de financement n'avaient pas évolué au cours des 10 dernières années et qu'il existait peu de données sur le soutien du secteur privé à l'enseignement supérieur.

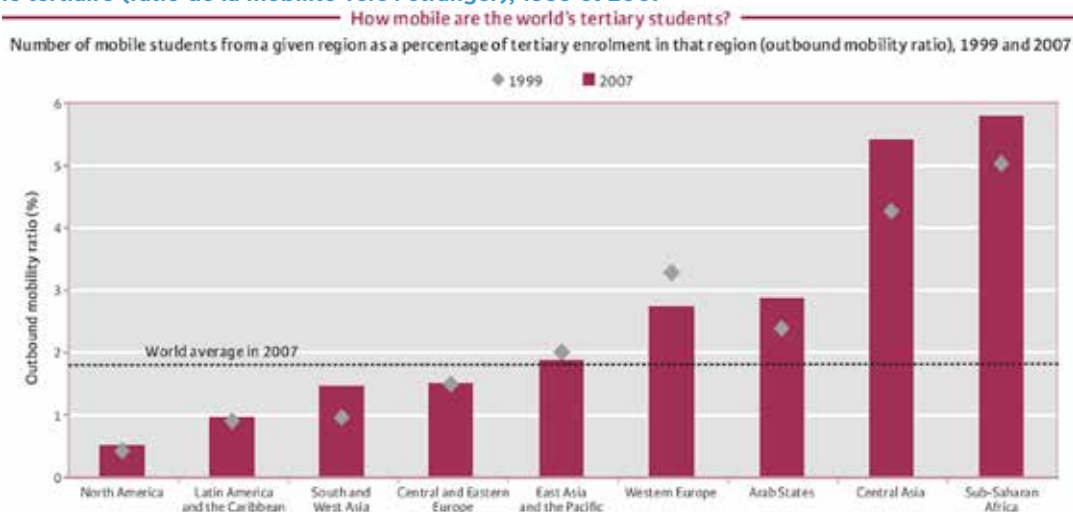
La massification due à des inscriptions non prévues et en hausse des étudiants et les défis qui l'accompagnent comme des installations physiques surchargées, des ressources d'enseignement et d'apprentissage inadéquates, un contact réduit entre les enseignants et les élèves et l'en-



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Cette note d'orientation est produite par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) pour le Sommet africain sur l'enseignement supérieur sur la revitalisation de l'enseignement supérieur pour l'avenir de l'Afrique (Dakar, 10-12 mars 2015)

Figure 1. Nombre d'étudiants mobiles d'une région donnée exprimé en pourcentage de la scolarisation dans le tertiaire (ratio de la mobilité vers l'étranger), 1999 et 2007



Source: P. Okebukola, Quality Assurance in Higher Education: The African Story of Achievements and Outstanding Needs, Global University Network for Innovation (GUNI)-Africa, CHEA-2012.

gagement de personnel moins qualifié ont également eu un impact sur la qualité.

La massification a abouti à l'émergence et l'expansion de campus satellites et de fournisseurs privés de qualité variable. Sur le plan de la pertinence, la massification a abouti à l'émergence de la diversification des cours, dont certains ne semblent pas avoir été très pertinents par rapport aux besoins du marché du travail, de l'économie nationale, continentale, ou mondiale. L'absence de formation aux compétences entrepreneuriales a été identifiée comme une déficience majeure. Ces facteurs combinés ont abouti à une augmentation du chômage des diplômés, indiquant un décalage entre la qualité et la pertinence de l'éducation universitaire par rapport aux demandes du marché du travail.

Comparée à d'autres continents, l'Afrique investit peu dans la recherche, contribuant donc à de faibles résultats. Pour réaliser l'excellence, il est important que les universités africaines mènent et participent à la recherche au niveau national et mondial et diffusent des résultats qui profiteront à l'innovation et au développement.

EFFORTS POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ, L'EXCELLENCE ET LA PERTINENCE

La croissance économique rapide de l'Afrique et ses efforts en faveur d'une participation plus effective dans l'économie mondiale de la connaissance amènent les dirigeants et les parties prenantes du continent à examiner la qualité de son enseignement supérieur, en vue de renforcer l'infrastructure existante de l'assurance qualité et d'en créer de nouvelles. Des commissions nationales de l'enseignement supérieur ont été créées dans un certain nombre de pays et des systèmes d'assurance qualité ont été mis en place ou renforcés au niveau régional et continental.

La réforme LMD dans les pays francophones

La réforme du LMD (licence - maîtrise - doctorat) dans les pays francophones est un important effort régional en assurance qualité. Son objectif est de développer des mécanismes conjoints pour promouvoir la qualité, l'efficacité et la performance dans l'enseignement supérieur et garantir que les diplômes des huit pays membres de l'Union économique et monétaire des états d'Afrique de l'Ouest (UEMOA) sont reconnus au niveau international. La Commission de l'UEMOA appuie la transition vers le système LMD et la mise en place d'un mécanisme d'assurance qualité.

Les initiatives continentales

Au niveau continental, la Commission de l'Union africaine (CUA) contrôle le développement du Mécanisme africain d'évaluation de la qualité (AQRM) visant à fournir un ensemble de normes par rapport auxquelles la performance des établissements d'enseignement supérieur (EES) peut être objectivement mesurée et comparée.

La CUA et les partenaires, notamment l'UNESCO et l'ADEA redoublent d'efforts pour se mettre d'accord sur des mécanismes et des structures pour l'harmonisation des diplômes et des certifications de l'enseignement supérieur par le biais de la Convention d'Arusha de 1981, que seuls 21 pays ont ratifiée.

L'Association des universités africaines (AUA) héberge le Réseau africain d'assurance qualité (AfriQAN) qui apporte un soutien aux agences et institutions nationales et continentales d'assurance qualité sur le plan du renforcement des capacités.

Ces efforts au niveau du continent visent également à faciliter l'identification et le soutien aux centres d'excellence (CdE) à travers l'Afrique. Un exemple récent est celui de l'Université panafricaine (UPA) créée pour regrouper les ressources intellectuelles existantes des universités et des

centres de recherche africains dans des pôles régionaux de connaissances pour s'attaquer aux défis de développement importants pour le continent dans le domaine de la technologie, de l'innovation et des sciences fondamentales, des sciences de la vie et de la terre, de la boucle eau-énergie-changement climatique ; sciences humaines, sociale et gouvernance ; et sciences de l'espace. L'UPA qui est une nouvelle génération d'universités africaines visant essentiellement à renforcer la qualité et les niveaux d'excellence dans le cadre de formation postdoctorale et de recherche.

L'Afrique est dotée d'un nombre connu de CdE qui ont des plans pour s'étendre. Notamment, le Centre international de physiologie et d'écologie des insectes (ICIPE) au Kenya et l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (EIE) au Burkina Faso. Il reste à renforcer les capacités de ces centres et à établir un partenariat avec les EES aux niveaux continental et international. L'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS) basé en Afrique du Sud et l'Initiative régionale pour la science et l'éducation (RISE) sont à la tête de ces partenariats.

La Banque mondiale est engagée dans un processus d'identification et de fourniture de soutien à 19 centres d'excellence en Afrique de l'Ouest (CEA) avec un accent sur le développement des compétences scientifiques et technologiques.

Les initiatives sous régionales

Au niveau sous régional, il existe un certain nombre de réussites dans l'amélioration de la qualité et qui ont servi de catalyseur au renforcement de l'Espace africain de l'enseignement supérieur et de la recherche (AHERS) en utilisant différentes approches.

L'approche du Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES) est plus centralisée, avec une évaluation directe des établissements. Le CAMES procède à une évaluation et reconnaissance des qualifications tous les deux ans en utilisant des critères tels que les exigences à l'entrée, le contenu du programme, la qualification du personnel enseignant, et la nature des diplômes décernés.

L'approche du Conseil interuniversitaire d'Afrique de l'Est (IUCEA) est plus indirecte, fixant des niveaux avec les parties prenantes et laissant la mise en œuvre aux agences nationales.

La Communauté économique d'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont également élaboré des protocoles d'assurance qualité.

L'Union africaine en partenariat avec l'Union européenne renforce les capacités dans le développement de cadres pour l'évaluation des acquis de l'apprentissage. Dans le cadre de l'harmonisation des efforts dans l'enseignement supérieur en Afrique, le projet Tuning Africa créé en 2011, renforcera la reconnaissance des diplômes universitaires aux niveaux national, régional et continental.

Il existe également des efforts et des initiatives en cours pour connecter l'Afrique au réseau mondial du savoir afin de coopérer et de s'attaquer aux défis importants qui se posent

à la recherche et l'innovation. Un certain nombre de pays ont mis en place des initiatives avec la diaspora intellectuelle pour engager les intellectuels de leur pays dans la diaspora qui travaillent dans différents domaines universitaires, de la recherche et des entreprises. Des exemples incluent l'Association des physiciens nigériens d'Amérique (ANPA), l'Initiative du Malawi pour le développement national (MIND) et le groupe de la diaspora éthiopienne basé en Amérique du Nord connu sous le nom d'Association pour l'enseignement supérieur et le développement (AHEAD). Le Réseau des académies des sciences africaines (NASAC) est le résultat d'une collaboration entre l'Académie africaine des sciences (AAS) et huit académies africaines nationales de sciences. Le NASAC se développe au niveau international, en liaison avec la Fondation européenne de la science (ESF) et le Conseil international pour la science (ICSU) pour développer la recherche au service du développement.

ACTIONS IMPORTANTES REQUISES POUR ASSURER LA QUALITÉ, L'EXCELLENCE ET LA PERTINENCE DANS LES UNIVERSITÉS AFRICAINES

Les universités africaines connaissent un développement rapide. Il est donc impératif d'avoir des groupes de réflexion solides et visibles aux niveaux national, sous régional et continental, œuvrant à les développer et les renforcer. Ces groupes de réflexion devraient travailler en collaboration avec les gouvernements et avec les différentes organisations nationales, régionales et internationales pour élaborer des politiques, mécanismes et structures appropriés qui rationalisent et renforcent les efforts actuels afin d'assurer la qualité, la pertinence et l'excellence dans les universités africaines.

Les actions proposées à effectuer par divers organismes pour améliorer la qualité, la pertinence et l'excellence des universités africaines sont les suivantes:

Actions à mener au niveau institutionnel

- Mettre en place un processus d'amélioration continue pour l'accréditation institutionnelle et du programme, impliquant un groupe important de parties prenantes.
- Améliorer la qualité et la quantité de la recherche à travers l'augmentation du financement, la fourniture d'installations et d'une infrastructure de recherche modernes et la récompense de l'excellence de la recherche.
- Mettre en place des partenariats avec des universités publiques et privées prestigieuses pour partager les bonnes pratiques sur la fourniture d'une éducation de qualité.

Actions à mener par les agences nationales d'assurance qualité

- Collaborer avec d'autres agences nationales d'assurance qualité en Afrique et à l'extérieur de l'Afrique en concluant des partenariats et en élaborant des protocoles d'accord pour le renforcement des capacités et le partage des ressources.

- Assurer une utilisation effective des TIC dans l'assurance qualité et les processus d'accréditation. La technologie telle que la vidéoconférence peut être utilisée pour aboutir à des résultats ou mener des réunions, économisant ainsi du temps et des ressources financières.
- Mobiliser la diaspora africaine dans l'assurance qualité et l'accréditation pour qu'elle puisse exploiter les expériences à l'étranger dans la pratique locale et aider à la mise en place d'un niveau minimum dans le développement de curricula et recherche.
- Définir des niveaux minimums pour les fournisseurs en ligne et l'accréditation des cours en ligne. Les agences africaines d'AQ peuvent emprunter les pratiques réussies dans d'autres régions comme l'Amérique du Nord.

Actions à mener par les Gouvernements nationaux

- Mettre en place un cadre national de certification (CNC) élaboré par les autorités publiques compétentes en collaboration avec un large éventail de parties prenantes.
- Améliorer l'investissement dans les universités, notamment en fournissant des ressources financières adéquates pour améliorer l'enseignement, l'apprentissage, la recherche et les conditions de travail du personnel.
- Obtenir le soutien des partenaires du développement dans le renforcement de l'AQ à travers des activités de renforcement des capacités et des efforts pour faire avancer l'agenda de la qualité dans les universités.
- Améliorer la qualité aux niveaux de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire pour améliorer l'apport aux universités.
- Se concentrer sur les classements nationaux pour offrir une base de transparence et d'amélioration de la qualité dans les universités.
- Renforcer la participation des femmes dans l'assurance qualité et les processus d'accréditation. Offrir une plus grande visibilité à la participation des femmes en tant que membres de panels d'accréditation, personnels des agences nationales d'AQ, chefs d'établissements d'enseignement supérieur, et responsables des agences nationales d'AQ

Actions à mener par les instances régionales

- Mettre en place un cadre régional de certification (CRC) pour faciliter les processus d'accumulation de crédits et de reconnaissance des diplômes au-delà des frontières.
- Renforcer les centres d'excellence pour améliorer les capacités de recherche et partager les résultats de la recherche scientifique. L'Université panafricaine (UPA) illustre cet effort.
- Encourager la coopération régionale pour faciliter le soutien au renforcement des capacités des universités moins développées dans des domaines tels que la revue par les pairs à des fins d'accréditation.

Actions à mener par les instances continentales

- Partager les bonnes pratiques de recherche, par exemple à travers l'Espace africain d'enseignement supérieur et de recherche proposé par l'ADEA et l'UA.
- Renforcer AfriQAN à travers la fourniture de ressources financières suffisantes par les pays africains.
- Accélérer la ratification et la signature de la Convention d'Arusha par tous les États membres de l'UA pour compléter les efforts nationaux et régionaux de création d'un système efficace d'assurance qualité, d'accréditation et de reconnaissance des diplômes.
- Créer un Cadre de certifications continentales (CCC) en consultation avec un large éventail de parties prenantes. Le CCC devrait être dirigé par une instance continentale engagée dans le développement de l'enseignement supérieur, comme l'AUA.
- Développer un réseau de certifications unifiées tel que le LMD (licence – maîtrise – doctorat) qui se met actuellement en place dans les pays francophones.
- Développer un Système africain d'accumulation et de transfert des crédits (ACTS).
- Regrouper les établissements ayant de mauvais résultats sur le continent dans une plate-forme centrale pour une production plus efficace du savoir et de l'innovation.

Actions à mener par les Partenaires du développement

- Soutenir le transfert d'assistance technique en matière d'expérience d'assurance qualité d'autres régions du monde vers les universités africaines et les agences nationales d'assurance qualité.
- Faciliter les partenariats entre les universités africaines et des universités prestigieuses dans le monde.
- Fournir des financements ciblés pour l'amélioration de la qualité, des financements pour les établissements d'enseignement supérieur régionaux et nationaux pour développer leurs efforts en assurance qualité.

L'auteur

Lucy A. Wakiaga, EdD

Est une consultante en éducation auprès d'Edconsult. Ses domaines de recherche incluent la qualité et l'évaluation de programmes de préparation au leadership éducatif dans les établissements d'enseignement supérieur.

REFERENCES

- Cloete, N., Bailey, T., Pillay, P., Bunting, I., & Maasen, P. (2011). *Universities and economic development in Africa*. Wynberg: Center for Higher Education Transformation (CHET).
- Kamara, A., & Nyende, L. (2007). *Growing a Knowledge-Based Economy: Public expenditure on education in Africa*. Economic Research Working Paper, No. 88. Tunisia: African Development Bank.
- Kotecha, P. (2012). *Higher Education in the Southern African Region: Current trends, challenges, and recommendations*. CEO, Southern African Regional Universities Association (SARUA).
- Mohammedbhai, G. (2013, January). *Towards an African Higher Education and Research Space (AHERS): A Summary Report*. Association for the Development of Education in Africa.
- Okebula, P. A. (2014). *Emerging regional developments and forecast for quality in higher education in Africa*. Presentation at the 2014 CHEA International Quality Group Annual Conference. Washington, DC, USA, January 29-30.
- Tebeje, A. (n.d.). *Brain Drain and capacity building in Africa*, IDRC. Retrieved from <http://www.idrc.ca/EN/Resources/Publicatoin/Pages/ArticleDetails.aspx?PublicationID=70>.
- Teferra, D. (2012, October). *Higher education in Africa: Status, challenges, and opportunities. Final Report*. International Network for Higher Education in Africa. A Commission Study Report undertaken on behalf of the Association for the Development of Education in Africa.
- World Bank. (2009). *Accelerating Catch-up: Tertiary education for growth in sub-Saharan Africa*. Washington DC: The World Bank.



L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

L'ADEA existe depuis 1988. D'une plateforme créée par les bailleurs de fonds pour coordonner l'aide au développement elle a évolué en une organisation panafricaine travaillant en étroite collaboration avec l'Union africaine et hébergée au sein de la Banque africaine de développement (BAD).

L'ADEA est aussi un partenariat entre les ministres africains de l'éducation et de la formation et leurs partenaires au développement et un forum pour le dialogue sur les politiques éducatives. Ce dernier s'appuie sur un réseau actif de ministères africains de l'éducation, d'organismes de développement bilatéraux et multilatéraux, de chercheurs et d'acteurs concernés par l'éducation d'Afrique et du monde entier.

Collectivement, le réseau aspire à la vision d'une éducation et d'une formation de qualité axées vers la promotion des compétences critiques pour le développement accéléré et durable de l'Afrique.

En 2013, les chefs d'État de l'Union africaine ont entériné le cadre stratégique élaboré par l'ADEA pour guider la transformation des systèmes africains d'éducation et de formation.

Les programmes de l'ADEA sont mis en œuvre par le Secrétariat de l'ADEA, qui est basé au sein de la BAD, et par ses groupes de travail, Task Forces et pôles de qualité inter-pays qui abordent des thèmes et défis spécifiques du domaine de l'éducation.

Les membres de l'ADEA comprennent 15 organismes de coopération bilatéraux et multilatéraux et 18 ministères de l'éducation.

Plus d'information sur le site web de l'ADEA : www.adeanet.org

Note d'orientation de l'ADEA

Stimuler le développement des sciences, de la technologie et de l'innovation (STI) en Afrique : un programme d'urgence pour l'après-2015

INTRODUCTION

À un moment où la communauté internationale dresse le bilan de la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et se prépare pour le programme de développement de l'après-2015, l'enseignement supérieur (ES) et la science, la technologie et l'innovation (STI) sont prêts à jouer un rôle encore plus important pour relever les défis qui attendent l'Afrique. En effet, des enjeux tels que la sécurité alimentaire, l'énergie, le changement climatique, l'eau, les transports, les infrastructures de communication et le développement des ressources humaines appelleront des solutions scientifiques et technologiques.

Les récents engagements pris dans le cadre des Forums ministériels de Nairobi en 2012 et de Rabat en 2014 et de la Triennale de l'ADEA de 2012 traduisent la détermination renouvelée des acteurs concernés et leur alignement sur les politiques et stratégies internationales relatives à la STI. La STISA-2024 représente pour les États membres et les CER un cadre de référence pour concevoir et coordonner leurs programmes et initiatives de développement axés sur la STI au cours de la décennie à venir.

Les établissements d'ES et de recherche en Afrique devraient jouer un plus grand rôle dans la production de connaissances scientifiques et la diffusion des savoirs afin de répondre à la demande croissante des marchés du travail et aux exigences de développement des collectivités et d'une population jeune qui ne cesse d'augmenter.

POURQUOI LA STI EST-ELLE IMPORTANTE ?

Une économie fondée sur le savoir devrait être le moteur d'une transformation socioéconomique durable et soutenir la création de perspectives d'emploi, surtout pour une jeune génération qui connaît une explosion démographique. L'Afrique a besoin de porter un nouveau regard à la STI et de la développer afin de s'attaquer d'urgence aux défis que posent le changement climatique, la désertification et la dégradation des sols, la sécheresse, l'appauvrissement de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles :

L'ONU se préparant à adopter un programme de développement pour l'après-2015, la Position africaine commune (PAC) a été rendue publique en 2014. Celle-ci reconnaît les tendances qui se profilent, à l'instar de la croissance démographique et l'explosion démographique de la jeunesse, de l'urbanisation, du changement climatique et des inégalités. Elle rappelle l'importance de faire d'une priorité la transformation structurelle pour un développement africain inclusif qui place l'être humain au centre. Selon ce document, cette forme de développement passe par la promotion et la valorisation d'un espace approprié pour la formulation des politiques, et par des capacités de production, notamment à travers le développement, le transfert et l'innovation en matière d'infrastructures, de science et de technologie. La STI constitue le deuxième des six piliers de la PAC, qui comprend les engagements suivants :

- Développer les capacités technologiques au service du programme de transformation de l'Afrique ;
- Créer les conditions favorables à l'innovation ;
- Accroître l'aide à la recherche et au développement, et
- Optimiser l'utilisation des technologies spatiales et géospatiales.

“ Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche en Afrique devraient jouer un plus grand rôle dans la production de connaissances scientifiques et la diffusion des savoirs afin de répondre à la demande croissante des marchés du travail et aux exigences de développement des collectivités et d'une population jeune qui ne cesse d'augmenter... Les indicateurs récents montrent que l'Afrique subsaharienne ne représente que moins de 1 % du produit mondial de la recherche, bien qu'elle abrite 12 % de la population du globe. ”



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

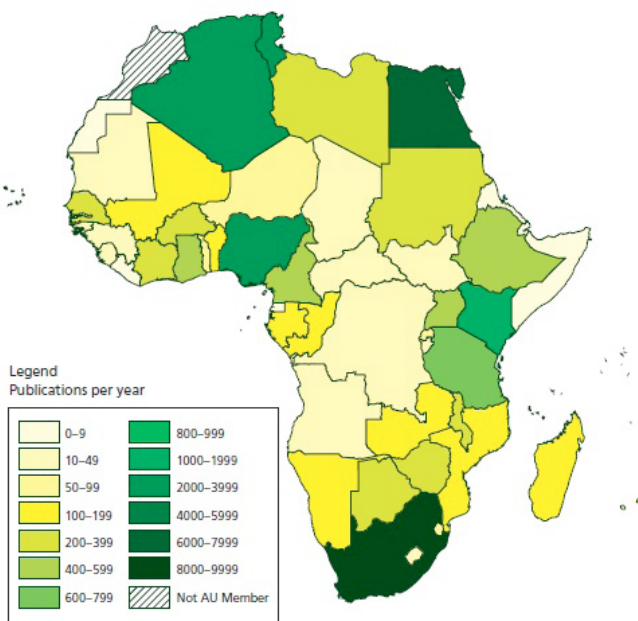
Cette note d'orientation est produite par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) pour le Sommet africain sur l'enseignement supérieur sur la revitalisation de l'enseignement supérieur pour l'avenir de l'Afrique (Dakar, 10-12 mars 2015)

BILAN ET SUIVI DE L'APPLICATION DE LA STI

Des indicateurs rigoureux et fiables sont essentiels à la mise en œuvre efficace des politiques et stratégies relatives aux STI. Ces indicateurs doivent être utilisés pour surveiller les tendances technologiques mondiales, effectuer des exercices prospectifs et déterminer les domaines précis où investir. L'Initiative Africaine sur les Indicateurs de la science, technologie et de l'innovation (AISTI) est un mécanisme qui a été mis en place à cette fin et qui est mis en œuvre par le biais d'un certain nombre de projets cruciaux. Elle cherche avant tout à promouvoir l'adaptation et l'adoption d'indicateurs et de méthodologies STI en rapport avec la politique et compatibles au niveau international, à capitaliser les capacités institutionnelles et à créer un réseau africain pour les indicateurs STI. Deuxièmement, elle a mis en place l'Observatoire africain sur la science, la technologie et l'innovation (AOSTI) pour stimuler et encourager l'utilisation des S&T pour soutenir le développement durable en Afrique. L'AOSTI est également conçu pour être un recueil de statistiques STI et également apporter un soutien analytique à une politique sur le continent basée sur des faits.

L'AOSTI a publié en 2011 une évaluation de la production scientifique dans l'UA entre 2005 et 2010 à travers les "Perspectives STI pour l'Afrique", et dans sa deuxième édition de 2014. La Banque africaine de développement (BAD), l'ADEA et l'UNESCO ont également produit des pu-

CARTE. Production scientifique de l'Union Africaine, 2005-2010



Source : Perspectives 2013 sur la science, la technologie et l'innovation africaine basée sur les données de la base de données Scopus.

Encadré 1

Plan d'Action Consolidé pour la Science et la Technologie de l'UA/NEPAD (PAC)

L'UA a élaboré le Plan d'action consolidé pour la science et la technologie en Afrique (PAC) pour 2006-2010. Bâti sur les trois piliers interdépendants du renforcement des capacités, de la production du savoir et de l'innovation technologique, le plan définit les objectifs communs et l'engagement de l'Afrique aux actions collectives pour développer et utiliser la science et la technologie pour la transformation socio-économique du continent et son intégration dans l'économie mondiale.

Les programmes et projets spécifiques du PAC sont classés en deux grandes catégories :

1. Les groupes recherche et développement : incluant des thèmes comme l'énergie, l'eau, la biotechnologie ; la biodiversité et le savoir indigène, connus sous le nom de l'Initiative africaine des biosciences (IAB) ; et
2. Les mécanismes pour améliorer la politique et promouvoir l'innovation technologique : incluant l'Initiative africaine sur les indicateurs de la science, la technologie et de l'innovation (ASTII), la création d'une compréhension publique des S&T et la construction d'une Stratégie africaine commune de la biotechnologie.

blications et organisé régulièrement des forums qui examinent des questions concernant les STI sur le continent. En 2014, la Banque Elsevier a publié un rapport examinant la recherche entreprise, avec un intérêt particulier pour les STIM, sur la période 2003-2012 en Afrique subsaharienne.

Les indicateurs récents montrent que l'Afrique subsaharienne ne représente que moins de 1 % du produit mondial de la recherche, bien qu'elle abrite 12 % de la population du globe. Il existe tout de même quelques acquis modestes, la région (hors Afrique du Sud) ayant presque doublé sa part du produit mondial de la recherche, qui est passée de 0,44 % en 2003 à 0,72 % en 2012. La croissance récente de la recherche en Afrique a été principalement alimentée par les progrès dans les capacités de recherche en sciences de la santé, qui représentent aujourd'hui plus de 45 % de l'ensemble de la recherche sur le continent.

Dans l'ensemble, la recherche en sciences physiques et dans les domaines en rapport avec les STIM ne représente que 29% de l'ensemble de la recherche dans la région (quand l'Afrique du Sud est exclue) contre une moyenne de 68% en Malaisie, qui a le même produit de la recherche que l'Afrique en 2003. En fait, la part de la recherche STIM en Afrique subsaharienne a diminué de 0,2% par an depuis 2002. Divers articles (32% en dessous de la moyenne

mondiale) parlaient de la recherche scientifique du continent, et ce nombre est resté inchangé depuis 2003, suggérant une baisse de la quantité, et de la qualité.

Si beaucoup a été fait sur le front de l'intégration socioéconomique régionale, on observe très peu de collaboration intra-africaine dans les domaines de la recherche et du développement et de l'application des STI, y compris les formations post-universitaires conjointes. Une part très importante de la recherche dans la région est le résultat d'une collaboration avec des partenaires internationaux – près de 80 % en Afrique du Sud (45 % si l'on exclut l'Afrique du Sud) et 70 % en Afrique de l'Est. Si cela implique des avantages pour les deux partenaires, cela suggère une absence de capacités internes à produire une recherche de qualité et à atteindre les niveaux d'une recherche indépendante et financée de manière transparente. La création de l'Université panafricaine par l'Union africaine devrait combler cette lacune au niveau de la coopération intra-africaine dans le domaine de la recherche.

LES ACTEURS ET DIRIGEANTS AFRICAINS ACCORDENT UNE PLACE DE CHOIX À LA STI

L'Union africaine (UA) a fait de la STI une partie intégrante de ses plans stratégiques et a mis en place plusieurs organes dédiés. L'un de ses quatorze Comités techniques spécialisés concerne « l'Éducation, les Sciences et la Technologie ». Le Conseil ministériel africain sur la science et la technologie (AMCOST) est chargé de définir les politiques, les priorités et les stratégies pour la coopération dans le domaine de la science et de la technologique (S&T) et dispose d'un Comité de pilotage pour la S&T. La Commission de l'UA (CUA) a un portefeuille « Ressources humaines, science et technologie », et sa Commission scientifique, technique et de recherche (CSTR) a pour mandat de promouvoir la S&T.

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), organe technique de l'UA, représente la vision et le cadre stratégique panafricains pour le développement socioéconomique du continent et dispose d'un Bureau de la science et de la technologie qui donne les orientations techniques et intellectuelles générales dans ce domaine. En 2005, l'UA et le NEPAD ont publié un document de politique intitulé « Plan d'action consolidé de l'Afrique en science et technologie » (PAC) [voir encadré 1]. S'appuyant sur l'expérience du NEPAD, l'UA a entrepris de tracer une nouvelle trajectoire de développement à long terme à travers l'Agenda 2063. Il s'agit là à la fois d'un plan de vision et d'un plan d'action sur le court, le moyen et le long terme, qui représente également les efforts renouvelés et revigorés qui sont déployés en vue de catalyser le développement du continent. La Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation pour l'Afrique 2024 (STISA-2024) [voir encadré 2], approuvée par l'AMCOST et adoptée en 2014, constitue le cadre stratégique décennal de l'UA pour l'accélération de l'évolution de l'Afrique vers une économie tirée par l'innovation et fondée sur la connaissance dans le cadre global de l'Agenda 2063 de l'UA.

Encadré 2

La Stratégie de l'Union Africaine pour la Science, la Technologie et l'Innovation (STISA)

La Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation pour l'Afrique 2024 (STISA-2024), a été élaborée suite à un processus participatif inclusif impliquant les décideurs, d'éminents scientifiques et chercheurs dans leur pays et au sein de la diaspora ; des institutions et des organisations comme la CUA et le NEPAD. La STISA 2024 identifie les STI dans six domaines socio-économiques prioritaires, à savoir l'éradication de la faim et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; la prévention et le contrôle des maladies et assurer le bien-être ; la communication ; la protection de notre espace ; le vivre ensemble – la construction d'une communauté et ; la création de richesse.

Elle prend en compte la nécessité de revoir l'infrastructure des STI en Afrique, de renforcer les compétences techniques et professionnelles, et également de fournir un environnement propice au STI en tant que conditions préalables pour réaliser sa mission. Des programmes de recherche et des actions phares avec des budgets estimés et des sources de financement seront élaborés pour répondre aux défis par la communauté scientifique et tous les acteurs pertinents, dans le cadre des domaines d'impact des grandes priorités. Les actions préalables et les programmes phare feront tous deux le bilan des initiatives existantes et capitaliseront sur les actions de programmes existants déjà identifiés par le PAC.

La Banque africaine de développement (BAD) a également élaboré sa Stratégie décennale pour la période 2013-2022, dont l'une des priorités opérationnelles concerne « les compétences et la technologie », soulignant la nécessité d'investir dans la science et la technologie.

La coopération régionale existe également au niveau de la Science et de la technologie parmi les mesures de la PAC. Les communautés économiques régionales (CER) officiellement reconnues de l'UA sont aujourd'hui des institutions politiques et de développement importantes. À des degrés variés, elles ont aussi établi des objectifs bien définis, des cadres communs et des programmes de coopération concernant la STI et l'enseignement supérieur. L'ECA a établi la Commission est-africaine des sciences et de la technologie (EASTECO) ; la CEEAC dispose d'un Protocole sur la coopération en science et technologie ; la CEDEAO a une politique et un plan d'action sur la science et la technologie (EcoPost) ; et la SADC dispose d'un Desk STI et a adopté un protocole sur la STI.

Les investissements directs étrangers réalisés en Afrique continuent de se diversifier au-delà des secteurs producteurs de matières premières, et l'intégration régionale a considérablement progressé. Il existe une gamme unique de ressources naturelles, une riche masse de connaissances autochtones et du potentiel pour développer une économie émergente verte et bleue à exploiter. En outre, une classe entrepreneuriale et moyenne est en train de monter en puissance et, fait plus important encore, on observe une explosion démographique de la jeune population. Tous ces facteurs vont faire augmenter la demande de services d'enseignement supérieur et la formation de développement professionnel continu dans les S&T. L'Afrique se retrouve donc singulièrement au cœur d'une confluence de facteurs qui présentent une grande opportunité de développement rapide. L'approche traditionnelle sera désormais vaine. Il est temps pour les parties prenantes de se passer à la vitesse supérieure tant dans l'action que l'engagement, et de rectifier le tir.



MESURES RECOMMANDÉES

Des rapports récents indiquent un sous-financement chronique et des retards d'investissement dans la recherche et la STI, et une dépendance excessive à l'égard de l'aide des bailleurs de fonds. L'engagement qui avait été pris précédemment de consacrer 1 % des dépenses du PIB à la recherche-développement n'a pas été tenu.

Ce qui suit sont des recommandations politiques permettant de stimuler le développement des STI sur le continent africain :

Recommandation N°1: Mettre en œuvre les stratégies et politiques adoptées à tous les niveaux

Il est indispensable de renouveler l'engagement en faveur des stratégies et de la mise en œuvre des politiques adoptées à l'échelle continentale (UA) et au niveau régional (CER). Ceci implique :

Élaborer et renforcer les politiques nationales relatives à la STI

Certains pays ont des politiques nationales concernant la STI qui ne sont pas adaptées ou n'en disposent tout simplement pas. Les partenaires de développement, la BAD y compris, peuvent apporter un appui à la mise en place et à la refonte d'un tel cadre. L'UNESCO, par exemple, aide à élaborer des politiques nationales de STI pour les pays africains qui n'en disposent pas encore et travaille avec d'autres acteurs à la réforme de leurs systèmes scientifiques, leur prêtant assistance dans la formulation des politiques, facilitant l'adoption de politiques nationales en les accompagnant dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et programmes.

Renforcer les mécanismes de suivi et les évaluations

En plus des partenaires de développement et des organes dédiés de l'UA qui disposent de leurs propres mécanismes de suivi et rapports, une structure comme le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (dispositif d'auto-évaluation de l'Afrique dans le domaine de la bonne gouvernance) pourrait être renforcée de sorte à faire clairement de la STI l'un des domaines thématiques à examiner. Les académies nationales et les cercles de réflexion nationaux/régionaux sur la STI devraient prendre les devants et renforcer leur rôle dans l'évaluation et la formulation des politiques. Ces mesures donneraient davantage à l'Afrique les moyens de prendre en main son propre programme de suivi.

Adapter et adopter des indicateurs de la STI qui soient pertinents par rapport aux politiques et compatibles avec les pratiques internationales

Le mécanisme de l'IASTI reconnaît que des données de qualité, pertinentes et régulièrement actualisées sont es-

sentielles à la promotion de l'action menée sur le front de la STI. Les institutions nationales de STI devraient produire et utiliser des indicateurs de la STI qui soient pertinents du point de vue des politiques et contribuer à la formation de spécialistes sur ces indicateurs, avec l'assistance technique des établissements d'ES (EES). Les États membres et les partenaires de développement sont

Recommandation N°2 : renforcer l'enseignement et l'apprentissage tout au long de la vie des mathématiques, des sciences et de la technologie

Améliorer l'enseignement et l'apprentissage des sciences et des mathématiques et le fondement du développement des STI en Afrique. L'enseignement et l'apprentissage tout au long de la vie de science et technologie doit donc être renforcée à tous les niveaux, en commençant par l'éducation de base. Ceci implique d'améliorer la quantité d'enseignants et la qualité de la formation des enseignants en sciences et en mathématiques. Ceci est essentiel pour une bonne acquisition des connaissances, des compétences et des qualifications scientifiques et technologiques. Le développement des STI en Afrique est donc dépendant de la qualité des enseignants de mathématiques et sciences, de la qualité de leur formation continue et du développement professionnel qui leur est offert. Les EES devraient continuer à développer et faciliter ses programmes pour renforcer les capacités et la qualité de la formation.

Recommandation N°3 : Entretenir le dialogue sur les politiques

L'engagement politique doit être maintenu, sinon renforcé, en faisant de la STI une priorité nationale. La volonté politique concernant la science en Afrique peut être renforcée en consolidant l'implication des scientifiques dans la sphère politique nationale. La participation active des scientifiques à la vie politique ou la création de postes nationaux à l'instar de chaires de recherche ou conseiller en sciences peut avoir une influence positive sur les politiques relatives à la STI.

Recommandation N°4 : Augmenter et maintenir les financements

Les organismes de financement devraient être guidés par la recherche nouvelle et indépendante, qui a confirmé et quantifié certains des avantages économiques et sociaux de l'investissement public dans la recherche scientifique. Cela conduit à la croissance économique, sous l'effet de l'augmentation de la productivité du secteur privé, et crée des avantages grâce à une interaction accrue entre les secteurs universitaire et privé. Le rapport du Royaume-Uni intitulé The Campaign for Science & Engineering (CaSE), par exemple, calcule que le produit de la recherche-développement du secteur privé augmente de 20 % par an sur la durée de l'investissement de l'État dans la recherche-développement en mettant à profit la masse de connaissances du pays. Cela conduit à un cercle vertueux de l'investissement, qui amplifie les avantages économiques.

Recommandation N°5 : Stimuler et intensifier la collaboration avec le secteur privé

Le potentiel de collaboration entre les secteurs privé et public dans le domaine de la STI en Afrique est énorme et il devrait y avoir une nouvelle impulsion pour développer des partenariats au-delà de secteurs comme la santé et l'agriculture. Pour remédier à la faiblesse actuelle de la collaboration entre les universités et les entreprises, des possibilités de coopération accrue devraient être davantage exploitées dans les domaines de la biotechnologie, des énergies renouvelables, du bâtiment et des travaux publics, et de l'économie océanique. Des domaines en évolution rapide comme « Big Data », qui stimuleront des moyens créatifs et innovants de gérer et analyser de vastes volumes de données, se prêtent à des applications commerciales et médicales et devraient faire intervenir un soutien plus

Encadré 3

Renforcer l'enseignement et l'apprentissage tout au long de la vie des STI – Actions recommandées

1. Définir des politiques et des stratégies pour le renforcement des capacités des enseignants de science et de mathématiques à travers un développement professionnel initial, en cours d'emploi et continu et de la pédagogie et de la pratique.
2. Accorder davantage d'attention à la recherche sur le statut de l'enseignement des sciences à tous les niveaux : contenu, pédagogie et pratique.
3. Améliorer la qualité des recrues de la profession enseignante. La qualité de l'enseignement des sciences en Afrique dépendra finalement de la qualité des personnes recrutées pour l'éducation de l'enseignant, la formation continue et le développement professionnel, notamment pour les enseignants de mathématiques et de sciences et des effectifs pour répondre à la demande actuelle et future des inscriptions en forte augmentation
4. Utiliser les TIC et l'Internet dans l'enseignement et l'apprentissage. Les TIC améliorent l'accès et la diffusion des informations tout en réduisant la durée et le coût. Un certain nombre de pays africains, notamment le Kenya et le Rwanda ont adopté les TIC et les ont intégrés dans les écoles primaires dans le cadre du renforcement de la culture scientifique et de la construction d'une attitude positive envers la technologie.
5. Développer des mécanismes d'assurance qualité. Ceux-ci devraient être utilisés pour valider et certifier les capacités et les connaissances acquises, accréditer les établissements et mettre à disposition des informations.

Source : Points d'action attendus, acquisition tout au long de la vie de connaissances et compétences scientifiques et technologiques au service du développement durable de l'Afrique dans le cadre de la mondialisation

conséquent du secteur privé. Des idées comme la « responsabilité scientifique des entreprises » sont considérées comme des moyens d'associer activement les sociétés au développement de la STI.

Recommandation N°6 : Stimuler les infrastructures et protéger la propriété intellectuelle

Les parties prenantes devraient également investir dans des infrastructures stratégiques comme le calcul de haute performance (CHP), des données fiables et la connectivité internet, et des installations de pointe sur les campus. Les universités devraient promouvoir les services-conseils et les entreprises dérivées, et de nouveaux campus peuvent faire partie intégrante de plans directeurs qui comprennent des parcs scientifiques et technologiques. La production de connaissances et de technologies devrait être soutenue et protégée par des droits de propriété intellectuelle appropriés (DPI). À cet égard, l'appui à l'Organisation panafricaine de propriété intellectuelle (OPAPI) et au cadre national des DPI est important.

Recommandation N°7 : Mobiliser des partenariats internationaux

Des projets internationaux phares sont cités en Afrique, et les établissements d'enseignement supérieur doivent tirer le meilleur parti de ces possibilités. À titre d'exemple, le Square Kilometer Array (SKA), le plus grand et le plus sensible des radiotélescopes au monde, sera en grande partie basé en Afrique du Sud avec des postes au Botswana, au Ghana, au Kenya, à Madagascar, à Maurice, au Mozambique, en Namibie et en Zambie. Sa mise en service et son exploitation nécessiteront un large éventail de compétences, y compris des scientifiques, des ingénieurs, des informaticiens, des travailleurs du bâtiment et des techniciens.

Un autre exemple est l'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS), fondé comme partenariat entre des universités occidentales prestigieuses et des universités africaines pour la formation post-universitaire et la recherche à l'intention des étudiants talentueux du continent. Le premier de ces instituts a été établi en Afrique du Sud, puis au Sénégal, au Ghana, au Cameroun et en Tanzanie. L'initiative AIMS-Next Einstein (AIMS-NEI) prévoit de créer 15 centres à travers l'Afrique, offrant à des établissements d'enseignement supérieur des possibilités d'unir leurs forces.

Recommandation N°8 : Soutenir les réseaux et centres d'excellence panafricains

L'Université panafricaine (UPA) est une structure d'enseignement faitière conçue par la CUA dans le but de promouvoir un enseignement et une recherche de haute qualité dans les secteurs de la science et la technologie en mettant l'accent sur les priorités clés identifiées dans la STI-SA-2024. Elle a le soutien de l'Association des universités africaines et prend forme en réunissant des établissements d'enseignement africains existants dans une série de pôles

thématiques et centres satellites établis dans cinq régions géographiques du continent.

D'autres réseaux de S&T ont été mis sur pied ou ont évolué naturellement et ils conjuguent tous leurs efforts et œuvrent à la réalisation de la vision d'une culture de la recherche-développement intégrée. On citera parmi les exemples de ces réseaux, diverses associations régionales d'universités, les Centres d'excellence de l'eau du NEPAD, l'Initiative africaine pour les biosciences (IBA) avec quatre réseaux régionaux, le Réseau africain pour l'innovation en matière de médicaments et de moyens diagnostiques (ANDI) dans le secteur de la santé. Les réseaux universitaires et de recherche ont les possibilités de promouvoir la collaboration intra-africaine et Sud-Sud au sein de la prochaine génération de chercheurs. Le cadre de coproduction des connaissances de l'Association régionale des universités d'Afrique australe (SARUA) dans le domaine du changement climatique en est l'illustration.

Recommandation N°9 : Mettre à profit le capital humain de l'Afrique

Des dispositifs doivent être mis en place par les secteurs public et privé pour lutter contre la fuite des cerveaux et attirer de nouveau les membres de la diaspora. Les scientifiques qui retournent sur le continent contribuent pour beaucoup au produit national dans le domaine de la science. Les établissements d'enseignement supérieur devraient maintenir un lien actif et productif avec leur réseau des anciens étudiants, où les personnes faisant office de modèles peuvent être appelées à orienter et conseiller les étudiants dans la poursuite de carrières payantes dans le domaine de la STI. Les scientifiques africains accomplis travaillant à l'étranger devraient se voir offrir des postes de professeurs invités sur le continent, où ils contribueront également à des activités de sensibilisation visant à inspirer les jeunes générations. Ils peuvent également co-superviser les travaux de chercheurs post-doctorants, qui doivent bénéficier du soutien voulu qui leur permettra de poursuivre des activités liées à la STI en Afrique même.

Recommandation N°10 : Promouvoir l'égalité et la diversité

Les décideurs et les établissements d'enseignement supérieur doivent également prendre en compte la question de la parité des sexes dans les cours de science, technologie, ingénierie et mathématiques, mettre en œuvre des mécanismes d'assurance de la qualité et s'assurer qu'une proportion équitable de cours de S&T est offerte au niveau post-secondaire. Le développement de l'enseignement supérieur a malheureusement tendance à favoriser les cours autres que la S&T, très probablement en raison des investissements substantiels à réaliser dans l'infrastructure requise pour les classes de science et technologie. Les inscriptions aux programmes de S&T peuvent être stimulés en proposant des frais de scolarité concurrentiels se situant au même niveau que ceux des autres programmes, ainsi qu'en assurant un quota minimum dans les filières scientifiques

et technologiques dans tout dispositif de bourses mis en place par les États ou des organismes.

Recommandation N°11 : S'adapter aux tendances émergentes et suivre leur rythme

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent formaliser la recherche multidisciplinaire et interdisciplinaire au sein et entre les corps d'enseignants et les campus. Des possibilités sans précédent à travers l'accès à des outils et des supports en ligne ont été annoncées, des éléments qui devraient faire partie intégrante de la formation en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM). Des revues en libre accès, des données qui le sont également et des cours en ligne devront compléter les systèmes universitaires traditionnels. Des écoles doctorales, établies en France, mettent en commun des ressources provenant de deux ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur pour offrir une formation structurée en doctorat. Ce modèle peut être reproduit au niveau national voire ré-

gional pour optimiser les ressources limitées et stimuler la collaboration. Les facultés peuvent envisager d'incorporer la formation à l'entrepreneuriat et l'exposition à l'innovation dans leurs programmes d'enseignement. Ces mesures et des activités similaires au « programme de coopération pour l'éducation et les stages », qui est largement mis en œuvre dans les universités canadiennes, favorisent les complémentarités avec l'industrie et le secteur privé.

L'auteur

Kamlesh Dookayka (AMInstP)

Le Dr Kamlesh Dookayka (AMInstP) a fait ses études supérieures en physique en Angleterre et aux États-Unis. Il travaille actuellement dans les domaines de l'administration et des politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

RÉFÉRENCES

<http://www.nepad.org>

<http://agenda2063.au.int/>

<http://hrst.au.int/en/content/african-union-heads-state-and-government-adopt-science-technology-and-innovation-strategy-africa>

« A Decade of Development in Sub-Saharan African Science, Technology, Engineering and Mathematics Research », publié par la Banque mondiale/Elsevier

Spurring Economic Growth in Africa: The Role of Higher Education, par David E. Bloom, David Canning, Kevin Chan et Dara Lee Luca

Acquisition tout au long de la vie de connaissances scientifiques et technologiques au service du développement durable de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation, Synthèse préparée à l'occasion de la Triennale 2012 de l'ADEA sur le thème « Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique » publié par l'ADEA.

<http://sciencecampaign.org.uk/CaSEUKScienceBaseReportBriefing.pdf>

<http://www.iq.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/RBA-common-position.pdf>

<http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/science-technology/sti-policy/africa/>

<http://www.nexteinstein.org/>

<http://www.ska.ac.za/>

<http://www.nature.com/news/africa-science-plan-attacked-1.15451>



L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

L'ADEA existe depuis 1988. D'une plateforme créée par les bailleurs de fonds pour coordonner l'aide au développement elle a évolué en une organisation panafricaine travaillant en étroite collaboration avec l'Union africaine et hébergée au sein de la Banque africaine de développement (BAD).

L'ADEA est aussi un partenariat entre les ministres africains de l'éducation et de la formation et leurs partenaires au développement et un forum pour le dialogue sur les politiques éducatives. Ce dernier s'appuie sur un réseau actif de ministères africains de l'éducation, d'organismes de développement bilatéraux et multilatéraux, de chercheurs et d'acteurs concernés par l'éducation d'Afrique et du monde entier.

Collectivement, le réseau aspire à la vision d'une éducation et d'une formation de qualité axées vers la promotion des compétences critiques pour le développement accéléré et durable de l'Afrique.

En 2013, les chefs d'État de l'Union africaine ont entériné le cadre stratégique élaboré par l'ADEA pour guider la transformation des systèmes africains d'éducation et de formation.

Les programmes de l'ADEA sont mis en œuvre par le Secrétariat de l'ADEA, qui est basé au sein de la BAD, et par ses groupes de travail, Task Forces et pôles de qualité inter-pays qui abordent des thèmes et défis spécifiques du domaine de l'éducation.

Les membres de l'ADEA comprennent 15 organismes de coopération bilatéraux et multilatéraux et 18 ministères de l'éducation.

Plus d'information sur le site web de l'ADEA : www.adeanet.org

Assurer la qualité, l'excellence et la pertinence dans les universités africaines:

<http://bit.ly/1CleN7X>

Rôle de la recherche et des études post-Licence dans l'enseignement supérieur africain:

<http://bit.ly/1G7rqat>

Stimuler le développement des sciences, de la technologie et de l'innovation (STI) en Afrique : un programme d'urgence pour l'après-2015: <http://bit.ly/1zVQGMb>

Harmonisation de l'enseignement supérieur en Afrique ou pourquoi nous devons nous soutenir...: <http://bit.ly/1E0B0Mx>

Diversifiez et différenciez les systèmes de l'enseignement supérieur africain !: <http://bit.ly/1x0XUhw>

Intégrer l'intelligence émotionnelle dans l'enseignement supérieur en Afrique

par Joel Alemibola ELEGBE

Le rôle de l'enseignement supérieur en Afrique a évolué au fil des ans. Pendant la période coloniale, il a produit une élite bureaucratique utilisée par l'administration coloniale pour gérer l'expropriation des ressources naturelles africaines et faciliter la mise en place de la politique de la «règle indirecte» des colonies britanniques, et les politiques «d'assimilation» et «d'assimilado » des colonies françaises et portugaises respectivement. Pendant la période qui a suivi l'indépendance, l'enseignement supérieur a été utilisé comme instrument ou agent de croissance économique, de construction de la nation et de l'africanisation (Woldegiorigs et al. 2013). Il a cherché à s'attaquer aux défis laissés dans son sillon par l'administration coloniale et à accélérer la transformation politique. À partir des années 1990, l'enseignement supérieur a été confronté au défi de conduire une économie basée sur la connaissance et le développement durable dans une économie mondialisée et de haute technologie. En conséquence, l'accent dans les programmes s'est déplacé des humanités et des sciences sociales vers la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, s'écartant complètement du modèle colonial. Ce glissement n'a pas été suffisamment rapide comme le montre la forte masse de diplômés universitaires au chômage que les établissements d'enseignement supérieur n'ont pas doté des connaissances (scientifiques, d'ingénierie et technologiques) requises par le marché ou l'économie nationale. Implicitement, il existe une rupture entre les besoins de la société et ce que l'enseignement supérieur offre réellement.

L'activité scientifique et technologique actuelle peut réussir à doter la jeunesse africaine de compétences employables à l'avenir à l'intérieur de leurs frontières nationales, mais pourrait ne pas les préparer adéquatement à être des entrepreneurs et des cadres



mondiaux dans un environnement mondial caractérisé par une sensibilité multiculturelle, la compétitivité et l'innovation. Car l'enseignement supérieur semble oublier les réalités mondiales et les besoins découlant de la mondialisation. Ainsi, le Rapport sur la jeunesse africaine (2011) a catégoriquement appelé à un système éducatif axé sur la fourniture aux élèves de connaissances et compétences nécessaires pour leur permettre d'être concurrentiels sur le marché du travail, localement ou mondialement, et pour que l'éducation soit adaptée aux besoins de l'économie locale et mondiale et alignée sur ceux-ci. La neuvième Conférence économique africaine réunie à Addis-Abeba en Éthiopie du 1er au 3 novembre

2014, a soulevé le problème des universités africaines qui ne produisaient pas suffisamment de diplômés de qualité pouvant effectivement concurrencer leurs homologues ailleurs dans le monde. À mon sens, la qualité ne devrait pas être uniquement définie en termes d'expertise technique ; elle devrait être holistique et englober l'intelligence émotionnelle qui permet à une personne de réussir dans la gestion de soi-même, de son travail et de ses relations avec les équipes, les clients et la communauté dans un environnement multiculturel.

L'expertise technique est le minimum nécessaire pour obtenir un emploi, mais n'est pas une compétence suffisante pour une évolution de carrière au niveau mondial et l'entreprenariat. L'enseignement supérieur doit aller au-delà de l'offre de compétences professionnelles et techniques aux élèves. Les parties prenantes doivent déterminer le type de diplômés que doit produire l'enseignement supérieur en fonction du contexte mondial, et l'impératif de construire des partenariats qui se renforcent mutuellement sur le marché. L'objectif de cette courte présentation est de présenter l'intégration de l'intelligence émotionnelle dans les programmes d'enseignement supérieur et également de souligner la nécessité pour les décideurs, les gestionnaires de l'éducation, les universitaires, les étudiants et les gestionnaires dans l'industrie en Afrique d'établir des partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur pour produire le type de diplômés dont la société et l'économie ont en fait besoin.

Comprendre l'intelligence émotionnelle

Les psychologues et les gestionnaires des entreprises ont en permanence cherché à comprendre la raison pour laquelle certains employés moins doués sur le plan intellectuel et universitaire réussissent mieux que d'autres qui sont certainement plus talentueux. Il est étonnant, et quelquefois choquant de remarquer que de nombreux collègues ou d'anciens camarades d'études qui possèdent de bons diplômes, ont le talent et un QI élevé réussissent assez mal dans la vie alors que d'autres qui apparemment ne sont pas aussi brillants réussissent très bien. Dans son livre intitulé "Why A Students work for C Students and B Students for the Government", Robert Kiyosaki est

arrivé à la même conclusion, comme beaucoup de chercheurs sociaux, à savoir que ce ne sont pas les compétences techniques qui font nécessairement les entrepreneurs qui réussissent. La différence vient des divers degrés de maîtrise des compétences émotionnelles.

Daniel Goleman (1998) qui a donné à l'intelligence émotionnelle ses lettres de popularité mondiale la définit comme la capacité à « contrôler et réguler ses sentiments et ceux des autres et à utiliser ses sentiments pour guider la pensée et ses gestes ». Il explique que l'intelligence émotionnelle se compose de cinq compétences émotionnelles et sociales fondamentales, à savoir: (i) la conscience de soi - connaître ses états internes, ses préférences, ses ressources et ses intuitions ; (ii) l'auto-régulation - gérer ses états internes, ses impulsions et ses ressources ; (iii) la motivation - tendance émotionnelle qui facilite la réalisation des objectifs ; (iv) l'empathie - conscience des sentiments, des besoins et des préoccupations des autres ; et (v) les capacités sociales - capacité à induire les réponses souhaitées chez les autres.

Pour chacune de ces composantes, il a identifié plusieurs compétences émotionnelles incluant entre autres : la confiance en soi, la fiabilité, l'adaptabilité, la réalisation, l'initiative, l'optimisme, la sensibilité à d'autres cultures, la sensibilisation politique, la communication, la gestion de conflits, le leadership, la collaboration et la coopération, le contrôle de soi et la compréhension des autres. Il a conclu que ces compétences émotionnelles sont celles dont les employés ont besoin pour donner le meilleur d'eux-mêmes dans toute entreprise. Pour être un employé qui réussit, l'individu doit acquérir l'intelligence émotionnelle outre les compétences techniques qu'il qualifie de « compétences minimum ».

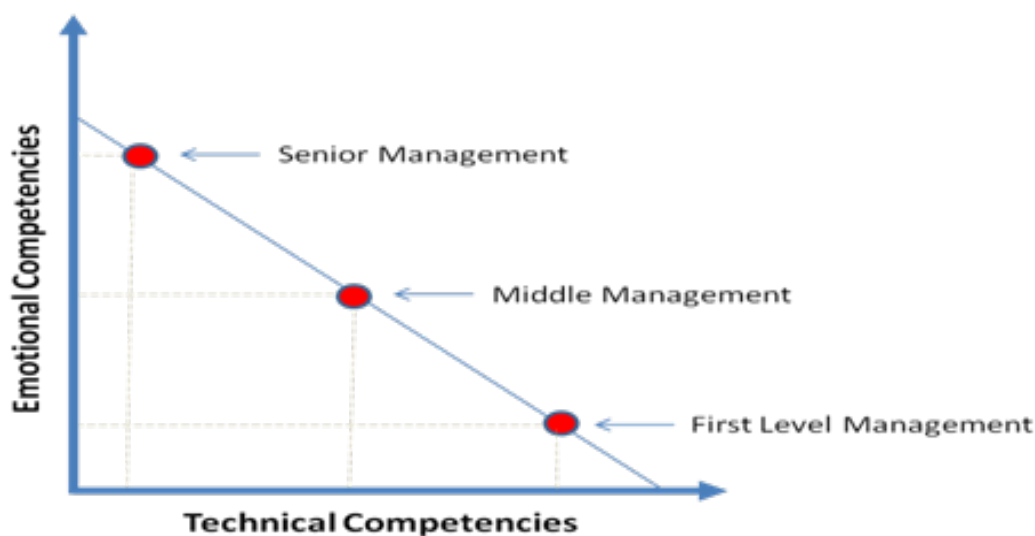
Nécessité d'un changement de paradigme dans l'enseignement supérieur

Les établissements d'enseignement supérieur ont des arguments convaincants pour intégrer l'intelligence émotionnelle dans les divers programmes. Tout d'abord, les employeurs et les employés reconnaissent implicitement que l'acquisition des seules compétences techniques est inadéquate. Les compétences techniques seules ne peuvent garantir une performance brillante et une carrière réussie. En d'autres

termes, les compétences techniques/professionnelles et les qualifications sont une base, une fondation et une exigence pour commencer ; leur importance diminue (comme le montre la figure une ci-dessous) au fur et à mesure de la progression de l'individu dans les échelons ou dans la hiérarchie des cadres alors que les compétences émotionnelles augmentent avec l'application et deviennent essentielles au succès aux échelons les plus élevés. En déterminant les moyens d'améliorer la performance et le développement professionnel l'accent glisse des compétences techniques vers les compétences émotionnelles, telles que la capacité à construire et à mener des équipes, l'initiative, l'action, l'influence, la gestion de conflits, la communication, l'adaptation, la fiabilité, l'esprit d'innovation, la confiance en soi, l'intégrité, la gestion de conflits et la sensibilité culturelle. Le fait que les employeurs offrent une formation dans ces domaines pour compléter les compétences techniques en souligne la nécessité impérative.

Deuxièmement, la génération Y ne limite plus sa recherche d'emploi à son pays d'origine ou même à son continent. Face au chômage palpable elle est ouverte et en fait recherche frénétiquement à l'étranger. Cependant, l'employabilité dans d'autres cultures demande des qualités d'employabilité telle que l'adaptabilité, la connaissance de soi, l'auto-efficacité, l'estime de soi, la proactivité, l'orientation de carrière entrepreneuriale et la confiance dans l'autogestion de la carrière. Dans leurs études sur les étudiants du troisième cycle en Afrique du Sud, Potgieter et al. (2013) ont constaté que l'intelligence émotionnelle est importante pour expliquer leurs qualités d'employabilité. La génération Y ne peut pas facilement acquérir ces qualités ou ces compétences émotionnelles sans préparation adéquate préalable dans le cadre de l'éducation et d'une formation universitaire.

Figure 1: Leadership/réussite managériale et intelligence émotionnelle



[Axe vertical] : Capacités émotionnelles

[Axe horizontal] : Capacités techniques

[Sur la courbe] :

Cadres supérieurs

Gestion intermédiaire

Gestion de premier niveau

Troisièmement, suite à la mondialisation et diverses réformes économiques et politiques mises en place en Afrique, on voit émerger un vaste éventail d'entreprises manufacturières de télécommunications, bancaires, financières, pétrolières, d'éducation. Beaucoup d'entre elles ont de si bons résultats qu'elles sont devenues des entreprises mondiales ou régionales. En conséquence, de nombreux jeunes Africains qui travaillent pour ces multinationales se retrouvent dans des cultures différentes de leur culture à de nombreux égards, depuis la langue, les modes vestimentaires jusqu'aux valeurs, coutumes et traditions. Dans la plupart des cas, ils n'ont pas été préparés à gérer le multiculturalisme. Les universités africaines ne préparent pas les étudiants aux défis inhérents au fonctionnement dans d'autres cultures.

Et enfin, on voit émerger des start-ups technologiques dans les capitales des pays africains, de Lagos au Nigéria jusqu'à Johannesburg en Afrique du Sud, et de Tunis en Tunisie jusqu'à Nairobi au Kenya, etc. Certains de leurs fondateurs sont de jeunes ingénieurs. Ils gèrent avec succès ces entreprises qui dépendent plus de la possession de l'intelligence émotionnelle que des compétences techniques/professionnelles et des capacités financières. Ainsi, l'enseignement supérieur doit préparer de futurs entrepreneurs potentiels aux défis inhérents à la gestion des ressources humaines et des relations, et à travailler dans des environnements de travail différents et variés sur le plan racial, ethnique, culturel et religieux, afin de réaliser la mission et la vision de leur entreprise.

Intégrer l'intelligence émotionnelle dans les programmes d'enseignement supérieur

Connaissant les impératifs des entreprises d'intégrer l'intelligence émotionnelle dans l'enseignement supérieur, les étapes suivantes devraient être mises en place pour redresser la situation actuelle.

La refonte : Les experts de l'éducation, les gestionnaires du corps professoral à l'université, et les élèves devraient modifier leur mode de pensée sur la pertinence des programmes actuels de l'enseignement supérieur aux besoins du marché du travail local, de la société et de l'économie mondiale. L'enseignement supérieur produit-il les diplômés dont l'Afrique a besoin aujourd'hui et dans les années à venir pour atteindre un développement économique rapide face

aux innovations technologiques rapides et à la compétitivité dans l'environnement mondial ? Au prochain Sommet africain de l'enseignement supérieur, les parties prenantes doivent se montrer réalistes dans l'identification des inadéquations de l'enseignement supérieur et se montrer stratégiques et pragmatiques en décidant du type de changement impératif pour la transformation. La Triennale 2012 de l'ADEA visait précisément à réaliser cet objectif ambitieux. Intégrer l'intelligence émotionnelle dans l'enseignement supérieur pourrait être une de ces panacées et reviendrait à s'écarter fortement de la vision actuelle de l'enseignement supérieur dans le monde. Une refonte signifie que les universités devraient concevoir des programmes qui visent à former les étudiants à des emplois dans les économies nationales, des carrières internationales et l'entrepreneuriat mondial. Ces programmes doivent être compatibles avec les réalités mondiales actuelles mises en exergue par le fait que les entreprises mondiales « recrutent des candidats non seulement pour aujourd'hui mais également pour demain, et pas seulement pour un pays mais pour la planète » (Elegbe: 2010).

Le contexte :

Les universités doivent chercher à analyser et comprendre les environnements des entreprises nationales et internationales respectivement. La diversité et l'inclusion sont une considération majeure dans les multinationales. Le respect pour les différences individuelles telles que le genre, la langue, les traditions, la religion, et les idiosyncrasies culturelles, font partie de l'éthique du travail moderne. Les compétences qui sont habituellement considérées nécessaires au succès et à l'efficacité dans les affectations internationales doivent être identifiées. Les compétences mondiales et le lieu de travail intergénérationnel évoluent en permanence, appelant donc à diverses combinaisons de compétences émotionnelles. Gérer la génération Y avec ses talents et ses idiosyncrasies est un défi. Pour comprendre pleinement le contexte des entreprises et les besoins des parties prenantes, les universités doivent établir une communication et un partenariat avec les entreprises du secteur privé qui opèrent au niveau intérieur et international.

Partenariat universités- marché du travail: le corps professoral, les responsables de haut niveau des

gouvernements dans l'éducation, les employeurs, les étudiants et les parents doivent sortir de leur confinement. A l'heure actuelle, ils semblent avoir des perceptions et une conception différentes de l'enseignement supérieur. Les parents et les étudiants se lamentent sur la qualité médiocre et la non pertinence des diplômes pour le marché du travail ; le corps professoral pense qu'il offre le meilleur étant donné les ressources limitées mises à sa disposition et l'absence de mesures incitatives ; les éducateurs publics sont occupés à blâmer l'absence d'engagement du corps professoral; alors que les employeurs se lamentent sur le fait que les compétences produites ne sont pas pertinentes avec les besoins et les réalités. Il faut en finir avec les confinements pour avoir un dialogue utile sur ce que l'enseignement supérieur doit produire pour les parties prenantes.

Les universités doivent identifier les compétences nécessaires au marché du travail en constante évolution, alors que le secteur privé doit soutenir les universités pour produire le bon type de compétences pour le marché et la société. L'implication des entreprises est particulièrement importante parce qu'elles apportent leur expérience mondiale qui peut peser sur la révision du programme d'enseignement et donc assurer la compatibilité avec les besoins au niveau mondial. Le lien devrait être une relation permanente caractérisée par un flux libre et des échanges d'idées entre les parties. Il devrait également offrir des opportunités de stage aux étudiants en année sabbatique pour les conférenciers, les conférenciers invités des entreprises multinationales et la recherche conjointe sur des sujets d'utilité générale. Le soutien du secteur privé à travers le programme de placement industriel est essentiel car il offre une base pour l'application et le renforcement de l'acquisition des compétences émotionnelles acquises en classe.

Révision du programme d'enseignement: une révision du programme supervisé par l'instance d'accréditation de l'université du pays est impérative et devrait impliquer les principales parties prenantes telles que le corps professoral des universités, les organisations du secteur privé, les associations professionnelles pertinentes, les parents et les responsables publics. Le programme d'enseignement doit être révisé pour englober l'acquisition de compétences émotionnelles. L'intelligence émotionnelle peut s'apprendre et s'apprend à tout âge, et les gens y adhèrent en-

core mieux au fur et à mesure qu'ils acquièrent et appliquent les compétences aux situations sociales.

Conclusion

L'approche de la création d'emplois et du développement durable basée sur la connaissance a émergé en tant que une option intéressante pour les pays africains. L'enseignement supérieur essaie de produire des diplômés ayant les bonnes compétences et la bonne connaissance en science, technologie et innovation. Ces compétences sont les compétences minimales d'emploi mais ne donnent pas à la jeunesse africaine des compétences nécessaires à une progression de carrière, au leadership mondial dans les entreprises multinationales et l'entrepreneuriat. Le maillon manquant est l'intelligence émotionnelle qui un ensemble équilibré de compétences et de qualifications.

Références

- ECA (2011): African Youth Report: Addressing the youth education and employment nexus in the new global economy
- Elegbe, J. A. (2010): Talent Management in Developing Countries: Adopting a Global Approach. Londres : Gower Publishing.
- Goleman D. (1998): Working with Emotional Intelligence. New York: Bantam Books.
- Potgieter, I. et Coetzee, M. (2013): Emotional Intelligence as a Predictor of Postgraduate Students' Psychosocial Employability Attributes, Journal of Psychology in Africa, Vol. 23 No.2 187-194.
- Woldegiorgis, E.T. et Doevenspeck, M. (2013): "The Changing Role of Higher Education in Africa: A Historical Reflection", Higher Education Studies; Vol. 3. No. 6.

La réforme de l'enseignement supérieur dans le monde arabe

RÉSUMÉ :

Les révolutions dirigées par les jeunes qui ont secoué le monde arabe plus tôt cette année ont recentré l'attention sur le groupe démographique fort des 100 millions de jeunes de la région et son rôle essentiel dans la transformation des structures politiques, économiques et sociales existantes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Les jeunes âgés de moins de 25 ans représentent un pourcentage sans précédent estimé à 60 pour cent de la population de la région et dans de nombreux pays de la région, approximativement 30 pour cent de la population est âgée de 15 à 29 ans. Ils ont des attentes plus élevées pour eux-mêmes et leurs sociétés, mais ils sont limités par les réalités économiques et politiques dans lesquelles ils vivent. Les demandes actuelles de changement de la jeunesse arabe découlent de leurs frustrations profondes à l'égard du statu quo existant – dont la moindre est l'échec du contrat social d'avancement que devait offrir l'enseignement supérieur.

Malgré plus d'une décennie d'expansion spectaculaire – inscriptions, participation des femmes, nombre d'établissements et programmes – l'enseignement supérieur dans le monde arabe reste très en deçà des besoins des étudiants, des employeurs et de la société dans son ensemble. Dans la plupart des pays, la majorité des étudiants sont inscrits dans des établissements qui manquent des ressources humaines et physiques clés nécessaires à la réussite, sont surpeuplés et de mauvaise qualité. Les efforts pour remédier à ces problèmes chroniques n'ont eu qu'un succès marginal. Le taux de chômage élevé des diplômés de l'université n'est que l'une des mesures de la réalité d'un système éducatif qui ne produit pas des diplômés ayant les compétences nécessaires pour réussir dans l'économie mondiale moderne et d'économies qui ne produisent pas d'opportunités pour la



masse des nouveaux entrants.

L'enseignement supérieur a un rôle déterminant à jouer dans la restructuration nationale et régionale en cours des institutions économiques et politiques arabes. La réussite ou l'échec à long terme des initiatives de réformes actuelles dépend, en grande partie, de la capacité de ces sociétés à mettre l'enseignement supérieur à la place qui est la sienne, celle de moteur des progrès sociaux et économiques. Les nouvelles pressions en faveur d'un changement politique pourraient fournir une opportunité unique de se libérer de quelques-uns des obstacles qui ont bloqué dans le passé les changements importants dans l'éducation.

Ce groupe de travail, créé lors du Forum États-Unis/Monde islamique 2011 à Washington, DC, a rassemblé des éducateurs, des spécialistes et des responsables du secteur public des États-Unis et du Moyen-Orient pour examiner la situation actuelle de l'enseignement supérieur dans le monde arabe et étudier les défis clés auxquels est confronté ce secteur critique de la société. Comment les différents secteurs du paysage varié de l'enseignement supérieur arabe font-ils avancer ou freinent-ils les objectifs visant à l'amélioration des résultats scolaires ? Dans quelle mesure les partenariats régionaux et les efforts collaboratifs offrent-ils des possibilités pour surmonter les obstacles locaux dans des domaines spécifiques ? Enfin, quels sont les efforts importants qui ont été faits et quelles sont les réponses et les initiatives politiques qui devraient être prises pour améliorer la capacité des établissements d'enseignement arabes afin de relever les défis de cette période de transformation ?

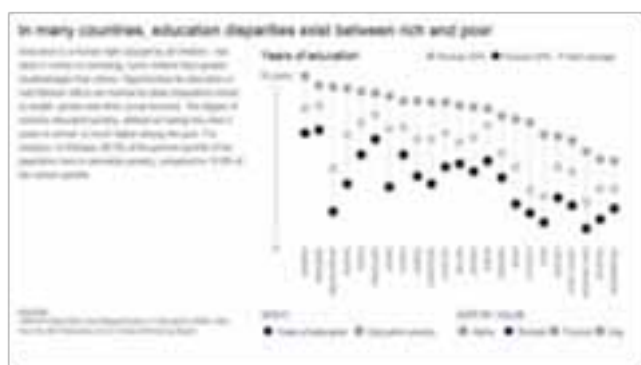


Accès trop limité, apprentissage insuffisant : Double déficit de l'Afrique dans l'éducation

By: Kevin Watkins, Courtesy - The Brookings Institution

Note du rédacteur : Cet article a été à l'origine publié dans le Rapport spécial This Is Africa, Access +: Towards a post-MDG development agenda on education.

RESSOURCES SUPPLEMENTAIRES



INTERACTIF

Baromètre d'apprentissage de l'Afrique

17 septembre 2012

La crise de l'éducation en Afrique fait rarement les gros titres des journaux ou se retrouve rarement à l'ordre du jour des sommets et l'analyse du Brookings Center for Universal Education (CUE) explique pourquoi ceci doit changer. Avec un tiers des enfants toujours déscolarisés, le progrès vers l'enseignement primaire universel s'est arrêté. Entre-temps, les écarts entre les niveaux d'apprentissage des enfants scolarisés sont énormes. En utilisant le baromètre de l'apprentissage récemment développé, le CUE estime

que 61 millions d'enfants africains atteindront l'adolescence sans avoir les compétences les plus basiques en lecture et en numératie. L'incapacité à gérer le déficit d'apprentissage privera toute une génération de possibilités de développer son potentiel et de s'affranchir de la pauvreté. Et cela sapera les perspectives de croissance dynamique et de prospérité partagée.

Si vous voulez un aperçu de la crise de l'éducation en Afrique il n'existe pas de meilleur poste d'observation que la ville de Bodinga, située dans la région de savane pauvre de l'État de Sokoto, au nord-ouest du Nigéria. Allez dans une des écoles primaires locales et vous y trouverez en général plus de 50 élèves entassés dans une classe. Seuls quelques-uns disposeront de manuels scolaires. Si l'enseignant est présent, et les enseignants sont souvent absents, les enfants écouteront une récitation monotone qui a pour but l'apprentissage par cœur.

Non qu'il y ait une part importante d'apprentissage. Une enquête récente a constaté que 80 % des élèves de troisième année à Sokoto ne savent pas lire un mot. Ils ont fait trois années de scolarité à valeur ajoutée nulle. Il est vrai que les enfants en classe sont ceux qui ont de la chance, notamment s'il s'agit de filles. Plus de la moitié des enfants en âge d'être dans l'enseignement scolaire dans l'État sont déscolarisés – et Sokoto a un des écarts entre les genres les plus importants du monde dans l'éducation. Seule une poignée d'enfants a la chance d'arriver jusqu'à l'enseignement secondaire.

L'objectif final de tout système d'éducation est de doter les enfants de compétences en lecture, numératie et des compétences élargies dont ils ont besoin pour réaliser leur potentiel, et dont leur pays a besoin pour générer des emplois, l'innovation et la croissance économique.

Les écoles de Bodinga sont le microcosme d'une crise plus vaste de l'éducation en Afrique. Après quelques progrès rapides vers l'enseignement primaire universel après l'an 2000, les progrès se sont arrêtés. Le nombre d'enfants déscolarisés est en augmentation, et le fossé en matière d'opportunités éducatives qui sépare l'Afrique du reste du monde s'élargit. Ce fossé ne concerne pas uniquement la scolarisation et les années passées à l'école, mais surtout l'apprentissage. L'objectif ultime de tout système éducatif est de doter les enfants de capacités de lecture, de numératie et des compétences élargies dont ils ont besoin pour réaliser leur potentiel, et dont leurs pays ont besoin pour générer l'emploi, l'innovation et la croissance économique. De la Corée du Sud jusqu'à Singapour et la Chine, la réussite économique est basée sur les fondations des acquis. Et un bien trop grand nombre d'enfants africains n'apprend pas, même en étant à l'école.

Le Centre pour l'éducation universelle de Brookings/ l'enquête du Baromètre d'apprentissage de This is Africa se penche de près sur les données disponibles. Dans ce qui est la première évaluation régionale de la situation de l'apprentissage, l'enquête estime que 61 millions d'enfants en âge d'être à l'école primaire – un sur deux dans la région – atteindront l'adolescence sans savoir lire, écrire ou effectuer des opérations de calcul de base. Peut-être que le plus choquant cependant est de constater que plus de la moitié de ces enfants ont passé au moins quatre ans dans le système scolaire.

La crise de l'éducation en Afrique ne fait pas les gros titres des médias. Les enfants ne sont pas avides de livres scolaires, de bons enseignants et d'une chance d'apprendre. Mais il s'agit là d'une crise qui a un coût élevé. Cela cantonne toute une génération d'enfants et de jeunes dans un avenir de pauvreté, d'insécurité et de chômage. Cela prive les entreprises de compétences qui sont vitales pour l'entreprise et l'innovation. Et cela sape les perspectives de croissance éco-

nomique soutenue dans la région la plus pauvre du monde.

S'attaquer à cette crise dans l'éducation exigera une action nationale et internationale sur deux fronts : les gouvernements ont besoin de scolariser les enfants – et doivent s'assurer que les enfants tirent quelque chose d'important du temps passé en classe. En d'autres termes, ils doivent mettre un terme au double déficit de l'accès et de l'apprentissage.

Scolarisation – Les bonnes et les mauvaises nouvelles

La bonne nouvelle sur l'éducation en Afrique est que le nombre d'enfants déscolarisés a considérablement diminué au cours de la dernière décennie.

Les inscriptions à l'école primaire ont augmenté de 58 à 76 %, les écarts entre les genres se réduisent, et davantage d'enfants vont jusqu'à l'enseignement secondaire. Il y a 10 ans des pays tels que l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, la Zambie, le Mozambique et le Sénégal surnageaient ou reculaient sur le plan de la scolarité. Aujourd'hui ils sont dans la bonne direction. L'élimination des frais de scolarité, davantage d'investissements dans les infrastructures scolaires et une augmentation du recrutement des enseignants ont contribué à ce changement.

La mauvaise nouvelle est également double Il y a encore quelque 30 millions d'élèves d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire qui sont déscolarisés – un sur quatre dans la région – et l'avancée vers l'enseignement primaire universel s'est arrêtée. Au lieu de réaliser l'objectif du millénaire pour le développement d'un enseignement primaire universel à l'horizon 2015, il pourrait y avoir 2 millions d'enfants supplémentaires déscolarisés.

En attendant, l'Afrique a les taux de scolarisation dans le secondaire les plus faibles du monde. 28 % seulement des jeunes sont inscrits dans les écoles secondaires, laissant plus de 90 millions d'adolescents se battre pour un emploi dans des secteurs d'emplois informels et mal payés. Aujourd'hui, un enfant qui entre dans le système d'éducation d'un pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) a 80 % de chances de recevoir une certaine forme d'enseignement tertiaire. Ce

même chiffre pour l'Afrique subsaharienne est de 6 %.

Pourquoi les progrès se sont-ils arrêtés sur le terrain de la scolarisation? En partie parce que les gouvernements n'ont pas pu élargir les opportunités aux enfants les plus marginalisés de la région. L'Afrique présente les plus grandes inégalités au monde en matière d'accès à l'éducation. Les enfants issus des 20 % de foyers les plus riches au Ghana restent en moyenne six années de plus à l'école que ceux issus de familles les plus pauvres. Être pauvre, issu du monde rural et femme présente un triple handicap. Au nord du Nigéria, les filles Hausa dans cette catégorie restent en moyenne moins d'une année à l'école, alors que les garçons issus de milieux urbains riches y passent neuf ans.

Les conflits sont une autre barrière au progrès. Nombre d'enfants déscolarisés en Afrique vivent soit dans des zones de conflit comme la Somalie et la partie orientale de la République démocratique du Congo, dans des camps pour personnes déplacées dans leur pays d'origine, soit comme des dizaines de milliers d'enfants somaliens au Kenya, comme réfugiés. Six ans après l'accord de paix, le Sud Soudan a toujours plus de 1 million d'enfants déscolarisés.

Le déficit d'apprentissage

Qu'est-ce que les enfants d'Afrique apprennent à l'école ? C'est une question à laquelle il est étonnamment difficile de répondre. Peu de pays de la région participent aux évaluations internationales de l'apprentissage, et la plupart des gouvernements recueillent des données sur l'apprentissage de façon assez aléatoire.

Le Baromètre de l'apprentissage offre une fenêtre sur les écoles de l'Afrique. Couvrant 28 pays et 78 % de la population en âge d'être à l'école primaire dans la région, l'enquête se base sur une série d'évaluations régionales et nationales pour identifier les seuils minimums d'apprentissage pour les quatrième et cinquième années d'enseignement primaire. Les enfants au-dessous de ces niveaux ont des notes si basses que cela remet en question la valeur ajoutée de leur scolarité. La plupart seront incapables de lire et écrire en ayant une bonne maîtrise de la lecture et

l'écriture, ou de d'achever avec succès des exercices de numération. Bien entendu, la réussite à l'école va au-delà des résultats des tests scolaires.

Elle concerne également le développement de compétences fondamentales dans le travail d'équipe, le soutien au développement émotionnel, et la stimulation de compétences en résolution de problèmes. Mais les acquis de l'apprentissage sont une mesure critique de la qualité de l'éducation – et le Baromètre de l'apprentissage enregistre des niveaux d'acquis dangereusement bas.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus d'un tiers des élèves couverts par l'enquête, 23 millions d'enfants, sont en dessous du seuil minimum d'apprentissage. Comme ce chiffre est une moyenne, il cache la profondeur du déficit d'apprentissage dans de nombreux pays. Plus de la moitié des élèves en quatrième et cinquième années de scolarité dans des pays comme l'Éthiopie, le Nigéria et la Zambie sont en dessous du seuil d'apprentissage minimum. Au total, il y a sept pays dans lesquels 40 % ou davantage des enfants sont dans cette situation. En tant que pays à revenu moyen, l'Afrique du Sud détonne. Un tiers des enfants sont en dessous du seuil d'apprentissage, reflétant le grand nombre d'écoles défaillantes dans les régions qui servent essentiellement des enfants de race noire ou métis issus de familles à revenu faible.

Les disparités des acquis reflètent des inégalités plus importantes dans l'éducation. En Mozambique et en Afrique du Sud, les enfants issus des familles les plus défavorisées ont sept fois plus de probabilités que les enfants des familles riches de faire partie des 10 pour cent d'enfants ayant les plus mauvais résultats.

Malheureusement, les mauvaises nouvelles ne s'arrêtent pas là. Gardez à l'esprit que le Baromètre de l'apprentissage enregistre les notes des enfants qui sont à l'école. Les niveaux des acquis de l'apprentissage chez les enfants déscolarisés sont presque certainement bien plus bas, et l'on estime à 10 millions le nombre d'enfants qui abandonnent école chaque année en Afrique. Regardez le cas du Malawi. Près de la moitié des enfants qui sont en cinquième année sont incapables d'effectuer les tâches de lecture et de numération de base. Plus alarmant encore, la moitié des enfants qui sont entrés à l'école primaire

Analyse

Learning Levels

Country	Literacy (%)	Numeracy (%)	Composite (% Not Meeting Basic Learning Level)
Benin	44.8	38.5	41.7
Botswana	10.6	22.4	16.5
Burkina Faso	31.4	24.9	28.2
Burundi	16.6	15.5	16.1
Cameroon	9.0	10.2	9.6
Chad	45.0	34.9	40.0
Comoros	37.5	30.8	34.2
Congo	37.9	31.9	34.9
Ethiopia	54.2	56.3	55.3
Gabon	6.2	10.9	8.6
Ghana	21.1	43.1	32.1
Ivory Coast	33.6	48.3	41.0
Kenya	8.0	11.2	9.6
Lesotho	21.2	41.8	31.5
Madagascar	23.6	6.5	15.1
Malawi	36.6	59.9	48.3
Mauritius	11.1	11.2	11.2
Mozambique	21.5	32.8	27.2
Namibia	13.6	47.7	30.7
Nigeria	65.7	51.0	58.3
Senegal	24.0	19.2	21.6
Seychelles	11.8	17.8	14.8
South Africa	27.2	40.2	33.7
Swaziland	1.4	8.6	5.0
Tanzania	3.5	13.3	8.4
Uganda	20.4	38.8	29.6
Zambia	44.1	67.3	55.7
Zimbabwe	18.5	26.6	22.6

Country coverage: (SAQMEC III) Botswana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mauritius, Mozambique, Namibia, Seychelles, South Africa, Swaziland, Tanzania (Mainland), Uganda, Zambia, and Zimbabwe; (PASEC) Chad, Benin, Comoros, Madagascar, Gabon, Burkina Faso, Congo, Senegal, Burundi, Cote d'Ivoire, and Comoros; (National examinations) Ghana, Ethiopia and Nigeria.

a abandonné à ce stade.

Ajuster le Baromètre d'apprentissage pour mesurer les niveaux des acquis des enfants déscolarisés, qui ont des probabilités d'abandonner, et qui sont à l'école et sans apprendre, produit des résultats quelque peu affligeants. Il y a 127 millions d'enfants en âge d'être à l'école primaire en Afrique. En l'absence d'un élément urgent pour remonter les niveaux, la moitié de ces enfants, soit 61 millions au total, atteindront

l'adolescence sans avoir les compétences de base de l'apprentissage dont eux-mêmes et leurs pays ont désespérément besoin pour échapper à l'influence gravitationnelle de la pauvreté de masse.

Couverture pays : (SAQMEC III) Botswana, Kenya, Lesotho, Malawi, Boris, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie (continentale), Ouganda, Zambie, et Zimbabwe ; (PASEC) Tchad, Bénin, Comores, Madagascar, Gabon, Burki-

na Faso, Congo, Sénégal, Burundi, Côte d'Ivoire, et Comores ; (examens nationaux) Ghana, Éthiopie et Nigéria.

Qu'est ce qui ne va pas?

Sensibiliser davantage à l'échelle de la crise de l'apprentissage en Afrique a braqué les projecteurs sur les écoles, les classes et les enseignants, et ce pour une bonne raison. Les systèmes éducatifs dans la région ont besoin d'une réforme d'urgence. Mais les problèmes commencent bien avant que les enfants n'entrent à l'école, avec une interaction mortelle entre la pauvreté, l'inégalité et les difficultés scolaires.

Les années de la petite enfance mettent de nombreux enfants d'Afrique sur le chemin de l'échec dans l'éducation. Il existe des preuves qui crèvent les yeux au niveau international montrant que la malnutrition préscolaire fait des dégâts profonds et largement irréversibles, sur le langage, la mémoire et les compétences motrices qui rendent impossible un apprentissage efficace et cela se poursuit dans les années de jeunesse et l'âge adulte. Cette année, 40 % des enfants d'Afrique atteindront l'âge d'entrée à l'école primaire, avec leurs opportunités éducation détruites par la faim. Deux tiers des enfants de la région en âge préscolaire souffrent d'anémie, autre source de réduction des acquis de l'apprentissage.

L'analphabétisme des parents est une autre barrière préscolaire à l'apprentissage. La grande majorité des 48 millions d'enfants qui sont entrés dans les écoles africaines au cours de la décennie écoulée venaient de foyers illettrés.

Les rôles des genres signifient que les jeunes filles sont retirées de l'école pour aller chercher l'eau et s'occuper de leurs frères et sœurs. Parallèlement, des pays comme le Niger et le Mali ont les taux les plus élevés de mariage d'enfants – beaucoup de filles sont mariées avant même d'avoir terminé l'école primaire.

Les systèmes scolaires en Afrique sont inévitablement affectés par les environnements économiques et sociaux dans lesquels ils fonctionnent. La pauvreté des ménages force de nombreux enfants à sortir de

l'école et à travailler. Les rôles des genres peuvent signifier que les jeunes filles sont retirées de l'école pour aller chercher l'eau ou s'occuper de leurs frères et sœurs. Parallèlement, des pays comme le Niger et le Mali ont les taux les plus élevés de mariage d'enfants – beaucoup de filles sont mariées avant même d'avoir terminé l'école primaire.

Rien de tout ceci ne cherche à minimiser les faiblesses du système scolaire. L'enseignement est au cœur de la crise de l'apprentissage. Si vous voulez savoir pourquoi tant d'enfants apprennent si peu, réfléchissez un instant à ce que leurs enseignants savent. Des études dans des pays comme le Lesotho, le Mozambique et l'Ouganda ont constaté que moins de la moitié des enseignants avait de bons résultats au test conçu pour des enfants de 12 ans. Parallèlement, de nombreux pays enregistrent des niveaux épidémiques d'absentéisme des enseignants.

Il est trop facile de blâmer les enseignants de l'Afrique pour la crise de l'éducation – mais ce serait perdre de vue ce qui se passe. Les enseignants de la région sont des produits des systèmes dans lesquels ils fonctionnent. Beaucoup n'ont pas reçu une éducation de qualité. Il leur manque souvent des informations détaillées sur ce que leurs élèves doivent apprendre et sur les performances de leurs élèves. Formés pour dispenser des cours démodés destinés à l'apprentissage par cœur, ils reçoivent rarement le soutien et les conseils dont ils ont besoin de la part d'enseignants plus qualifiés et d'administrateurs de l'éducation sur la manière d'améliorer l'enseignement. Et ils travaillent souvent pour des salaires de misère dans des conditions extrêmement dures.

Les politiques d'éducation aggravent le problème. Alors que des enfants issus de foyers non alphabétisés entrent dans les systèmes scolaires ils ont besoin d'une aide urgente pour maîtriser la lecture les compétences de base en lecture et en numératie dont ils auront besoin pour évoluer dans le système. Malheureusement, le pire dans les classes surchargées se rencontre dans les premières années de scolarité, et les enseignants les plus qualifiés sont en général affectés aux années supérieures.

Les dépenses publiques renforcent souvent les problèmes scolaires, avec les régions les plus prospères et les écoles les plus performantes obtenant la part du lion du budget. Au Kenya, les comtés arides et semi-arides du Nord abritent 9 % de la population enfantine du pays et 21 % des enfants déscolarisés. Cependant, ces comtés reçoivent moitié moins de dépenses publiques par enfant que les comtés agricoles et commerciaux plus riches.

Regarder vers l'avenir – Défis redoutables, nouvelles opportunités

Les effets combinés d'un accès restreint à l'éducation et de faibles acquis de l'apprentissage peuvent être des sonnettes d'alarme stridentes en Afrique. La croissance économique au cours de la dernière décennie s'est bâtie en grande partie sur l'envolée des exportations de produits de base non transformés. Soutenir cette croissance exigera d'entrer dans des domaines de production à plus haute valeur ajoutée et dans le commerce international, et l'éducation de qualité est le ticket d'entrée. Pour parler franchement, l'Afrique ne peut pas construire son succès économique en le basant sur des systèmes d'éducation défaillants. Et elle ne générera pas les 45 millions d'emplois supplémentaires nécessaires pour que les jeunes rejoignent la population active au cours de la prochaine décennie si ces systèmes ne sont pas corrigés.

Aussi importante que soit l'échelle de la crise dans l'éducation, de nombreuses solutions sont à portée de main. Les gouvernements de l'Afrique doivent prendre l'initiative. Il y a encore beaucoup plus à faire pour atteindre les enfants les plus marginalisés de la région. Offrir aux parents des virements d'argent et des incitations financières pour maintenir les enfants, notamment les filles, à l'école peut aider à atténuer les effets de la pauvreté. Les programmes pour la petite enfance et un soutien ciblé aux régions marginalisées peuvent également aider.

L'Afrique a également besoin d'un changement de paradigme dans l'éducation. Les planificateurs de l'éducation doivent regarder au-delà des effectifs d'enfants dans les salles de classe et commencer à se concentrer sur l'apprentissage. Il faut une refonte du recrutement des enseignants, de la formation et des systèmes de formation et de soutien pour permettre

un enseignement efficace en classe. L'allocation de ressources financières et d'enseignants aux écoles devrait viser à améliorer les niveaux et à égaliser les résultats des acquis de l'apprentissage. Et aucun pays en Afrique, aussi pauvre soit-il, ne peut négliger la tâche critique de construire des systèmes d'évaluation efficaces de l'apprentissage national.

Les bailleurs de fonds et la communauté internationale plus large ont également un rôle à jouer. Ayant promis beaucoup, ils ont pour la plupart donné peu, notamment aux pays touchés par des conflits. Les niveaux de l'aide au développement pour l'éducation en Afrique stagnent ces dernières années. Les 1,8 milliards de dollars fournis en 2010 représentaient moins du quart de ce qui était nécessaire pour combler le déficit de financement.

Contrairement au secteur de la santé où les vaccinations et les fonds mondiaux pour le sida ont mobilisé la finance et lancé une vague de partenariats public-privé innovants, le secteur de l'éducation continue à susciter peu d'intérêt. Ceci pour changer avec la décision du secrétaire général des Nations unies de lancer une initiative sur cinq ans, Education First, visant à forger une large coalition en faveur du changement chez les donateurs, les gouvernements, la communauté des affaires et la société civile.

Il y a beaucoup à célébrer dans le progrès social et économique de l'Afrique au cours de la dernière décennie. Mais si la région doit construire sur les fondements mis en place, elle doit mettre un terme à l'hémorragie de compétences, talents et potentiel humain causée par la crise dans l'éducation. Les enfants de l'Afrique ont droit à une éducation leur offrant un meilleur avenir – ils ont le droit d'attendre de leurs dirigeants et de la communauté internationale de les soutenir.



Qu'attendons-nous pour terminer le travail ?

Justin W. van Fleet – Brookings Institution

Dans quelques mois seulement, l'agenda de l'éducation post-2015 sera adopté en Corée lors du Forum mondial de l'éducation et les nouveaux Objectifs de développement durable seront fixés en septembre. De nombreux acteurs tiennent à s'assurer que l'agenda de l'éducation post-2015 est solide, mais nous devons aussi veiller à prendre des mesures urgentes et ciblées si nous voulons donner une base, une légitimité et une crédibilité solides à ces objectifs nouveaux et ambitieux.

Il y a quinze ans, la communauté mondiale définissait ses aspirations à atteindre d'ici 2015 dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Pourtant, le « Tableau d'évaluation de l'objectif 2 des Objectifs du Millénaire pour le développement » – celui qui cible l'éducation – rendu public par A World at School révèle qu'il reste du travail à faire, en particulier si nous devons prouver que la communauté internationale est sérieuse quand elle fait des promesses aux enfants.

Alors qu'il reste moins d'un an pour réaliser l'enseignement universel, de nombreux pays doivent encore



Justin W. van Fleet

établir des stratégies pour atteindre cet objectif. Le Tableau d'évaluation des OMD révèle que seuls 13 pays sur les 29 comptant 500 000 enfants non scolarisés – moins de la moitié – disposent d'une stratégie pour réaliser le deuxième OMD. La majorité des pays les plus durement touchés n'ont aucun programme d'action global qui inclut des interventions et leurs coûts associés ou les dates cibles pour les produits à livrer. Ceci signifie très clairement que l'année même où nous devons atteindre nos objectifs, tous les plans sectoriels financés par la communauté internationale n'incluent pas une vision ou une stratégie en vue de les atteindre.

Seuls quatre pays sur les 29 comptant plus 500 000 enfants non scolarisés ont atteint le niveau recommandé en matière de financement national de l'éducation : 20 pour cent du budget national. Si de nombreux pays ont fait la promesse d'accroître leur financement, la plupart d'entre eux ne l'ont pas tenue.

Enfin, 22 pays sur les 29 du tableau d'évaluation sont considérés comme des « États fragiles ou en situation de conflit », parmi lesquels 20 appartiennent à la catégorie des États en situation de conflit. Les données de 2014 indiquent également que seulement 1 pour cent du financement humanitaire est affecté à l'éducation. Si l'on garde à l'esprit que les pays à



revenu intermédiaire, comme ceux qui sont impactés par la crise en Syrie, ne sont pas éligibles à l'aide au développement selon les modèles actuels mondiaux de financement de l'éducation, l'architecture existante du financement de l'aide révèle une lacune évidente.

Il n'est cependant pas trop tard. Bien que le tableau d'évaluation pointe les échecs, les engagements tant des bailleurs de fonds et que des pays en développement montrent qu'il y a des réussites. Nous savons aussi ce qui marche pour améliorer les perspectives des enfants à bénéficier du droit fondamental à l'éducation et à apprendre : des plans solides, la coordination entre les bailleurs de fonds et les pays, des enseignants formés, des systèmes de prestation favorables, des matériels didactiques et un financement prévisible et adéquat.

À l'approche du Sommet d'Oslo sur l'éducation mondiale en juillet, qui vise à améliorer la coordination bilatérale des bailleurs de fonds pour établir une base plus solide en vue d'obtenir des résultats en faveur des plus marginalisés, j'aimerais lancer un défi à la communauté internationale. Pourrions-nous juste réaliser trois tâches simples pour nos enfants cette année ?

1. Nous assurer que les pays à la traîne ont une stratégie solide pour l'enseignement universel, avec un calendrier, des cibles et une évaluation des coûts réaliste.

2. Aider les pays à affecter leur financement national en l'alignant et en le coordonnant avec l'aide bilatérale et multilatérale pour y parvenir.

3. Comblent le déficit de financement pour l'éducation en situation d'urgence et revoir l'architecture de l'aide de façon à ce que l'éducation ne passe pas à travers les mailles du filet là où elle est le plus nécessaire.

15 ans ont passé depuis le lancement des OMD.

Qu'attendons-nous ?

Justin W. van Fleet

Chercheur non résident, Économie mondiale et développement, Center for Universal Education
@justinvanfleet

Justin van Fleet est chef du personnel auprès de l'envoyé spécial des NU pour l'éducation mondiale, Gordon Brown, et chercheur non-résident au Center for Universal Education. Anciennement vice-président pour l'éducation de la Clinton Global Initiative, ses travaux de recherche portent sur l'éducation dans les pays en développement, en particulier le rôle de la philanthropie du secteur privé dans les systèmes de financement de l'éducation et la dynamique influençant les partenariats publics-privés.

Université virtuelle africaine : L'Afrique, future plateforme mondiale du savoir



L'Université virtuelle africaine (UVA) a mis en place l'un des plus vastes réseaux de formation en ligne et d'enseignement à distance, déployé dans plus de 27 pays d'Afrique subsaharienne. Plus de 40 000 diplômés ont déjà été délivrés par l'UVA depuis sa création, en 1997. Celle-ci propose 219 modules en ligne, dans des matières aussi diverses que les mathématiques, les sciences, les technologies de l'information et de la communication (TIC), et la formation des maîtres. Le tout est disponible, gratuitement, en anglais, en français et en portugais. Le portail interactif de l'UVA est accessible au-delà de l'Afrique dans 142 pays, notamment au Brésil et aux États-Unis. L'UVA continue d'affermir sa notoriété internationale en favorisant l'accès de milliers d'Africains à une éducation de qualité. Elle a reçu la plus haute distinction, la meilleure initiative émergente par le Prix du Public des formations ouvertes (OCW), décerné pour la première fois par plus de 4 000 personnes. Créée pour développer l'accès des étudiants africains à une éducation de qualité grâce à l'utilisation des technolo-

gies de l'information et de la communication, l'UVA, qui a son siège au Kenya, est devenu, en 2003, une organisation intergouvernementale panafricaine.

Partenaire actif dans la création de l'UVA, la Banque africaine de développement y a investi 7,3 millions de dollars EU en 2004. En 2011, un financement du Fonds africain de développement (FAD) lui a permis d'octroyer 15,6 millions de dollars EU de don, de créer 12 nouveaux centres de télé-enseignement, outre la remise à niveau de 15 autres au sein des 27 institutions partenaires de l'Université virtuelle. Le FAD-12 a accordé un don de 15,6 millions de dollars EU pour la mise en œuvre d'UVA II. Le FAD-13 est appelé à jouer un rôle crucial en continuant de soutenir l'UVA ainsi que d'autres projets éducatifs recourant aux TIC.

Appel à contributions

2nde Conférence internationale de l'Université Virtuelle Africaine 2015

Thème : Lier la recherche sur la formation ouverte et le eLearning à la pratique »

Dates : 1-3 juillet 2015

Villes : Nairobi, Kenya

L'appel à contributions pour la Conférence internationale 2015 de l'Université Virtuelle Africaine (UVA) est maintenant ouvert. Il s'agira de la deuxième conférence internationale de l'UVA et, tout comme la première qui s'est tenue en 2013, cette conférence réunira des chercheurs, des décideurs politiques et des praticiens qui cherchent à comprendre les problèmes qui se posent dans les domaines des TIC et de la formation ouverte, à distance et en e-learning (FOADeL) et à explorer les nouvelles opportunités offertes par ces derniers pour résoudre les problèmes d'accès, d'équité et de qualité dans l'enseignement supérieur et la formation en Afrique. Les contributions doivent, en particulier, porter sur le thème « Lier la recherche sur la formation ouverte et le eLearning à la pratique ».

Nous sollicitons des propositions de différents domaines de recherche en FOADeL aux niveaux macro, méso et micro. Les propositions doivent être soumises par courriel à submissions@avu.org et porter sur l'un des seize domaines (pistes) de recherche fourni(e)s dans le tableau ci-dessous. Comme l'année dernière, l'apprentissage mobile, les MOOC et les REL demeurent d'un intérêt particulier. Cette année, nous sollicitons également les propositions des profession-

nels de l'industrie Informatique qui mettent l'accent sur des innovations et solutions TIC pour l'éducation.

Dates clés :

- Lancement de l'appel à candidature : 11 décembre 2014
- Date butoir de soumissions : 13 mars 2015
- Examen des propositions : 15 février – 2 avril 2015
- Notification d'acceptation : 17 avril 2015
- Date limite de remise des documents prêts à être présentés : 8 mai 2015
- Préinscription à la conférence : 4 mai – 5 juin 2015
- Dates de conférence :
 - o Ateliers de pré-conférence : 1er juillet 2015
 - o Conférence principale : 2 – 3 juillet 2015

Catégories de contributions

Les contributions peuvent être soumises à submissions@avu.org dans l'une des catégories suivantes.

Appel à contributions

- Propositions complètes :

Les propositions complètes fournissent l'occasion de partager des recherches originales et de qualité. Elles peuvent présenter des études, des évaluations, d'importantes analyses, des évolutions ou des projets. Les propositions complètes doivent présenter une recherche de qualité, avec un contenu original susceptible de produire des résultats suffisamment généraux pour faciliter une réelle amélioration des connaissances théoriques et / ou pratiques. La longueur des documents de propositions complets doit être comprise entre 3500 et 6000 mots, incluant les références.

- Propositions concises (courtes)

Les propositions concises portent sur le travail en train d'être mené dans le cadre d'études pilotes, de projets exploratoires à petite échelle, ou sur des rapports sur des sujets hautement spécialisés ou des documents conceptuels sur les évolutions récentes. Les propositions concises englobent également des analyses des nouvelles orientations clés pour le développement de meilleures pratiques fondées sur la recherche et pour mener des recherches sur les pratiques en formation ouverte, à distance et en eLearning.

La longueur des propositions concises doit être de 2500 à 3000 mots, incluant les références.

- Affiche/ Affiche numérique :

La session des affiches donne l'occasion de présenter des informations sur les recherches en cours et les projets ou activités innovants dans un environnement informel et interactif. Les propositions d'affiches ne doivent pas dépasser un maximum de deux pages de description, incluant les références.

- Symposium

Une soumission de symposium décrira un domaine d'intérêt actuel et fournira un résumé des idées à étudier (avec une référence aux cadres théoriques pertinents, les recherches, les études et les références), notamment les membres d'un groupe et un public cible. Une composante importante de la soumission d'un symposium est une description du format, en abordant les stratégies qui seront utilisées pour impliquer le public.

Les propositions de symposium contiendront un maximum de 2 pages, y compris les références.

- Ateliers

Les ateliers contribuent au développement professionnel dans le domaine de la formation ouverte, à distance et en e-learning ainsi que dans d'autres domaines connexes. Dans de nombreux cas, les ateliers sont dérivés des activités de perfectionnement professionnel menées précédemment dans les propres institutions des présentateurs. Les ateliers permettent aux participants de collaborer avec des collègues et des experts dans des domaines spécifiques, d'acquies des connaissances, d'améliorer leurs compétences et de développer de nouvelles perspectives. Les propositions d'ateliers à soumettre doivent inclure les informations suivantes:

1. Description des objectifs de l'atelier, du public cible, des objectifs pédagogiques et des activités prévues pour l'atelier sur pas plus de deux pages.
2. Liste des noms et des affiliations institutionnelles des animateurs de(s) l'atelier(s).
3. Liste des exigences relatives à l'équipement ou à l'organisation de la salle de l'atelier.

Directives de soumission

- Toutes les propositions doivent être soumises par email à submissions@avu.org
- Les résumés seuls ne seront pas pris en compte et doivent être accompagnés de l'intégralité de la proposition. La longueur du résumé doit être comprise entre 250 et 300 mots.
- Les documents proposés doivent contenir et fournir aux évaluateurs une compréhension des résultats et des conclusions à ce jour. Pour être pris en compte pour l'évaluation, tous les six éléments décrits ci-dessous doivent être abordés dans le document même si les résultats, les conclusions ou les découvertes ne sont pas complets ou définitifs au moment de la soumission. Les documents devront traiter explicitement les éléments suivants, de préférence dans cet ordre :
 1. Objectifs ou buts du document
 2. Perspective ou cadre théorique / conceptuel
 3. Méthodes, modes d'enquête, incluant les sources de données et les preuves.
 4. Résultats et / ou conclusions dûment étayées ou

Appel à contributions

justifications des arguments / points de vue

5. Importance scientifique ou académique de l'étude ou des travaux

6. Pertinence de l'étude par rapport au thème: « Lier la recherche sur la formation ouverte et le eLearning à la pratique.»

- Toutes les propositions soumises seront évaluées par au moins deux spécialistes expérimentés. Pour nous aider à garantir une évaluation anonyme, nous vous demandons de ne pas inclure d'informations d'identification dans le corps même du document, ces informations ne devraient figurer que sur la page de couverture, et de la manière suivante :

- o Nom(s) de(s) l'auteur(s) et du présentateur(s), affiliation institutionnelle et adresse email.

- o Cinq mots-clés décrivant la proposition (pour aider à la programmation)

- Il faut indiquer, dans la proposition, le domaine qui correspond le mieux à cette proposition parmi les seize indiqués dans le tableau ci-dessous. D'autres exemples de thèmes correspondant à chacun des domaines de recherche sont fournis dans les tableaux.

Veuillez envoyer toutes vos propositions et questions relatives à la conférence à submissions@avu.org

Cliquez ici pour revoir le cadre de la recherche fourni avant de sélectionner le domaine de recherche / piste appropriée.

Cliquez ici pour examiner l'ensemble du cadre avant de sélectionner le domaine /volet de recherche approprié.

Domaines de recherche par niveau

Domaines de recherche par niveau

Niveau macro : systèmes & théories de FODL Niveau méso : gestion, organisation et technologie Niveau micro : enseignement et apprentissage

1. Accès, équité et éthique 6. Gestion et organisation 14. Conception instructionnelle ou pédagogique

2. Mondialisation de l'éducation et aspects transculturels 7. Coûts et avantages 15. Interaction et communication au sein des communautés d'apprentissage

3. Systèmes et établissements de formation ouverte, à distance et en e-Learning 8. Infrastructures 16. Caractéristiques des apprenants

4. Théories et modèles 9. Technologie éducative

5. Méthodes de recherche en FOADeL et transfert de connaissances 10. Innovation et changement

11. Perfectionnement professionnel & soutien aux enseignants

12. Services de soutien aux apprenants

13. Assurance qualité

Niveau macro : systèmes et théories de la FODL

1. Accès, équité et éthique

- Démocratisation de l'accès à l'éducation à travers la formation ouverte, à distance et en e-Learning grâce aux possibilités qu'offrent les nouveaux médias et les nouvelles technologies

- Trouver les moyens d'offrir un enseignement de grande qualité à ceux qui sont confrontés à des problèmes de ressources et d'infrastructures.

- L'offre (durable) de services éducatifs par le biais de la FOADeL dans les pays en développement. Par exemple, quel est l'impact de la formation à distance (ex. via l'apprentissage mobile) sur la réduction (ou l'élargissement) de la fracture numérique ?

- Quel est le rôle des TIC (Technologies de l'information et de la communication) et/ou des REL (Ressources éducatives libres) ou des MOOC (ou CLOM - Cours en ligne ouverts et massifs) dans l'accès à l'éducation ?

Appel à contributions

- La formation à distance doit-elle avoir un objectif inhérent et explicite pour réduire les inégalités et promouvoir une offre éducative de grande qualité et abordable?
2. Mondialisation de l'éducation et aspects transculturels
- Aspects ayant trait au contexte et aux facteurs externes mondiaux;
 - Développement du marché mondial de l'enseignement à distance;
 - Enseignement et apprentissage dans des environnements médiatisés et multiculturels; et implications pour le perfectionnement professionnel et l'élaboration des curriculums
 - Implications politiques de différents aspects de l'éducation transfrontalière comme l'accréditation, l'internalisation
 - Implications en termes d'accès et d'opportunités, pour les MOOC et les REL?
3. Systèmes et institutions de formation ouverte, à distance et en e-Learning
- Systèmes d'offre de FOADeL, le rôle des partenariats institutionnels dans l'élaboration de programmes transnationaux et l'impact des TIC sur la convergence des institutions d'enseignement conventionnel et celles de formation à distance (mode hybride ou mixte).
4. Théories et modèles
- Cadres théoriques et fondements de la FOADeL, par exemple : fondement théorique des modèles pédagogiques, construction des connaissances, interaction entre apprenants, et
 - Impact du constructivisme social, du connectivisme et des nouvelles théories d'apprentissage sur les pratiques actuelles.
5. Méthodes de recherche en FOADeL et transfert de connaissances
- Considérations méthodologiques,
 - Impact de la recherche et de la publication en matière de FOADeL sur la pratique, et
 - Rôle des associations professionnelles et des institutions d'enseignement supérieur dans l'amélioration de la pratique.
 - Les études documentaires et travaux sur l'histoire de l'enseignement à distance, ainsi que les modèles et concepts nouveaux et émergents font également partie intégrante de ce domaine.
- Niveau méso : gestion, organisation et technologie
6. Gestion et organisation
- Stratégies, administration, et infrastructures et cadres organisationnels pour l'élaboration, la mise en œuvre et la livraison durable de programmes FOADeL ;
 - Que faut-il pour assurer un leadership efficace en matière de FOADeL?
 - Politiques en matière de formation continue, d'apprentissage à vie et impact de la FOADeL sur les politiques institutionnelles, et aspects juridiques (droits d'auteur et propriété intellectuelle).
7. Coûts et avantages
- Gestion financière, établissement des coûts, fixation des prix en matière de FOADeL et modèles commerciaux correspondants ;
 - Efficience : quel est l'impact ou la rentabilité des programmes FOADeL?

Appel de candidatures



Universite Pan Africaine

Appel de candidatures

Année Scolaire 2015/2016

L'UPA est une initiative des Chefs d'État et de Gouvernement Africain de l'Union africaine. Il s'agit d'un premier réseau continental d'Université dont sa mission est de fournir un enseignement du troisième cycle saine orientée vers la réalisation d'une Afrique prospère, intégrée et pacifique.

Les jeunes candidats qualifiés, talentueux et entrepreneurs de pays africains et de la diaspora sont invités à demander à rejoindre les programmes d'études de Maitrise ou de Doctorat dans l'un des quatre (4) Instituts de l'UPA ci-dessous. Les candidats à fort potentiel, motivation et désir de jouer un rôle de leadership de transformation étant des universitaires, des professionnels, des industriels, des innovateurs et des entrepreneurs sont particulièrement encouragés à postuler.



Appel de candidatures

Institut de
l'Université Pan
Africaine pour les
Sciences
Fondamentales, la
technologie et
l'Innovation (PAUSTI)
à l'Université Jomo
Kenyatta de
l'Agriculture et de la
Technologie.

Appel de candidatures

Conditions d'admission pour les programmes de Master

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes:

- Diplôme de premier cycle d'une université reconnue avec au moins une division supérieure de deuxième classe ou son équivalent, dans un domaine pertinent.

- Copies certifiées et conformes des certificats, relevés de notes, carte

d'identité nationale et passeport page de détails personnels.

- Couleur photo format passeport (de 2cmx2cm)

- Pas plus de 30 ans pour les candidats hommes et 35 ans pour les candidates féminins.

* Les candidats peuvent être tenus de subir un examen écrit / oral après la présélection.

* Les candidats en Master interprétation de conférence et traduction doivent avoir une excellente connaissance d'au moins deux des langues officielles de l'Union Africaine (arabe, anglais, français et portugais)

Conditions d'admission pour les programmes de Doctorat

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes:

- Une maîtrise dans un domaine pertinent de l'UPA ou d'une Université

reconnue

- Copies certifiées et conformes des certificats, relevés de notes, carte

d'identité nationale et passeport page de détails personnels.

- Couleur photo format passeport (de 2cmx2cm).

- Pas plus de 35 ans pour les candidats hommes et 40 ans pour les candidats féminin.

La Commission de l'Union africaine offrira des bourses complètes pour les candidats africains à succès.

Récipiendaires de bourses d'études devraient être engagés à travailler en Afrique après l'obtention du diplôme.

Raisons d'adhérer à PAU

- Excellents programmes enseignés par des professeurs renommés internationale de classe mondiale.

- Un vaste réseau de partenaires académiques et professionnels sur le continent et au-delà de la coopé-

ration.

- Programme de bourses généreuses.

- La délivrance des diplômes mixte de l'Université panafricaine et des Universités d'accueil

- Excellentes perspectives de carrière dans certains des domaines les plus dynamiques avec l'orientation professionnelle fournis.

- Environnement dynamique, multiculturel apprentissage Pan africaine et de la recherche

Procédure de demande

Les demandes doivent être remplies en ligne sur www.pau-au.org/apply

Les formulaires de demande peuvent être téléchargés à l'adresse suivante:

www.pau-au.org/call

Date de clôture de réception des demandes avec toutes les pièces justificatives est le 28 Février 2015

Les demandes reçues après cette date limite ne seront pas considérées. Les copies papier doivent être envoyées par courrier aux instituts respectifs.

Address pour PAUISTI

The Director, PAU Institute for Basic Sciences, Technology and Innovation Jomo Kenyatta University of Agriculture and Technology P.O. Box 62000 00200

Nairobi, Kenya.

Adresse pour PAULESI

The Director, PAU Institute for Life and Earth Sciences (including Health and Agriculture)

University of

Ibadan Nigeria

Adresse pour PAUGHSS

The Director, PAU Institute for Governance, Humanities and Social

Sciences University of Yaounde II, Soa

P.O.Box18, Soa Cameroon

Adresse pour PAUWES

The Director, PAU Institute for Water and Energy (including climate change) University of Tlemcen

B.P. 119, 13000

Tlemcen, Algeria

Pour plus de renseignements, veuillez les envoyer à paurectorate@african-union.org

Freiner la fuite des cerveaux de l'Afrique et de l'Asie

Munyaradzi Makoni

Diverses études ont constaté que les personnes instruites dans les pays en développement sont susceptibles d'émigrer, mettant à mal leur économie et privant leur pays de compétences si nécessaires aux universités.

Les chercheurs norvégiens ont peut-être trouvé maintenant une solution au casse-tête de la fuite des cerveaux des pays en développement : plus de 90 % des étudiants du troisième cycle engagés dans deux programmes financés par la Norvège pour le monde en développement restent dans leur pays ou leur région d'origine après obtention de leur diplôme.

Comment cela est-il possible ?

Au début de l'année dernière, le Centre norvégien de coopération internationale dans l'éducation, SIU, a cherché à comprendre ce qu'il advenait des diplômés en maîtrise de deux programmes de bourses financés par l'Agence norvégienne pour la coopération au développement, Norad.

L'accent était essentiellement mis sur le programme de la Norad pour les études en maîtrise ou NOMA. Des étudiants soutenus par le programme norvégien pour le développement, la recherche et l'éducation ou NUFU, ont également été interrogés.

Près de 2000 étudiants de 36 pays ont été contactés et le SIU a indiqué que « le taux de réponse juste au-dessus de 40 % était plus élevé qu'espéré ». Des entretiens qualitatifs ont également eu lieu avec les bénéficiaires de bourses dans trois pays : la Tanzanie, l'Ouganda et le Népal.



L'étude

L'objectif de cette étude de suivi des diplômés y était de déterminer dans quelle mesure le NOMA et le NUFU avaient réussi à renforcer les capacités des pays d'origine des étudiants, et si les diplômés avaient pu appliquer les compétences acquises dans leur travail au niveau national ou régional.

Il est également apparu que les deux programmes ont réussi à retenir les diplômés, même s'ils auraient pu quitter leur pays pour chercher des opportunités à l'étranger que l'on trouve rarement chez eux dans les économies en développement. L'étude a constaté que plus de 90 % des diplômés du troisième cycle restaient dans leur pays ou région d'origine.

« Ceci est un résultat très important et positif des deux programmes », dit Torill Iversen Wanvik, conseiller principal au SIU, à University World News.

Wanvik indiquait que l'un des aspects réussis de la conception du programme NOMA était probablement le fait qu'il se concentrait sur les activités

dans le sud. Lors de sa création en 2006, le NOMA représentait un changement radical par rapport au passé, établissant ses activités dans des programmes de maîtrise établis avec un soutien sous forme de bourses.

« L'inclusion de programmes multilatéraux et de coopération entre les universités au sein d'une région a également ouvert des opportunités sur le marché de l'emploi régional, » dit Wanvik.

Les diplômés sont restés en Afrique, en Asie et en Amérique dans le cadre des bourses affectées aux nouveaux programmes de maîtrise. L'étude a montré que de nombreux diplômés ont été recrutés par les mêmes établissements qui gèrent les programmes de maîtrise ou par d'autres établissements d'enseignement supérieur du pays ou de la région.

Le problème de fuite des cerveaux

« La fuite des cerveaux est un problème en Afrique, les gens se dirigent vers des pâturages plus verts », dit le Dr Wilson Charles Mahera, un mathématicien à l'université de Dar es Salaam et un coordinateur du NOMA en Tanzanie. Les cours du NOMA étaient très pertinents pour l'Afrique, où le renforcement des capacités des universités fait encore gravement défaut.

« Les programmes NOMA sont arrivés à un moment où de nombreuses universités nouvelles étaient créées dans la plupart des pays africains. C'est la raison pour laquelle la majorité des diplômés NOMA, par exemple en Tanzanie, travaillent actuellement dans des établissements supérieurs d'apprentissage », dit Mahera.

En raison également de la nature des nombreux programmes NOMA, les diplômés ont pu obtenir un emploi dans des secteurs comme la santé, les finances et le développement pétrolier.

Appliquer NOMA en Afrique a également permis aux étudiants non financés par le programme d'en bénéficier. Jusqu'en décembre 2013, il y avait 120 diplômés du troisième cycle à l'Université de Dar-es-Salaam dans le département mathématiques et moins de 42 étaient sponsorisés par le NOMA. Mais ils avaient fréquenté les mêmes cours et utilisé les

mêmes bibliothèques informatiques et tous avaient bénéficié du même projet.

Le Dr Sebalda Leshabari, doyenne de l'école d'infirmières et coordinatrice du projet NOMA de santé et de sciences connexes de l'Université Muhimbili (University of Health and Allied Sciences) en Tanzanie, a convenu que le principe de former des gens dans leur propre pays, ou en collaboration dans des établissements régionaux ayant le même statut socio-économique contribué à freiner la fuite des cerveaux.

Elle a indiqué que la majorité des étudiants étaient recrutés dans les établissements où ils détenaient actuellement des postes en tant qu'assistants. Ils avaient signé un contrat pour revenir et enseigner ou lancer le même programme que celui qu'ils avaient suivi dans leurs institutions. À tous les stades de leur étude, les étudiants se voyaient rappeler qu'il leur fallait rendre ce qu'ils obtenaient à travers lui pour.

« Nous devons poursuivre toutes ces stratégies et avoir un contrat de façon à ce que si les étudiants font quoi que ce soit de contraire, ils sont obligés de rembourser lourdement. Nous devons continuer à recruter des gens qui s'engagent à revenir et à enseigner aux autres – ceux qui sont intéressés par l'enseignement. »

S'écarter de l'adoption d'un programme comme modèle pour les autres pays, Wanvik a déclaré que l'expérience acquise avec NOMA et NUFU et les conclusions de l'étude, seraient utilisées pour améliorer les initiatives en cours et espérons, les nouvelles financées par le gouvernement de Norvège.

Les programmes

NOMA a été utilisé au Bangladesh, en Bolivie, au Malawi, au Mozambique, au Népal, au Nicaragua, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie – les principaux pays partenaires de la Norvège. D'autres pays qui pourraient également profiter de la contribution norvégienne à la résolution des conflits et à la paix ont également été inclus : l'Angola, l'Éthiopie, la Palestine, le Sri Lanka et le Soudan.

Le programme s'est terminé en décembre l'année dernière. Il ciblait le renforcement des capacités

institutionnelles dans les pays en développement à travers la coopération entre les universités et les établissements de recherche en Norvège et les établissements correspondants dans les pays en développement.

La collaboration se faisait essentiellement sous forme de recherche et de formation de candidats doctorants et d'un nombre limité d'étudiants en maîtrise. Outre les pays qui ont participé au NOMA, les pays suivants ont participé au NUFU: l'Afghanistan, la Chine, Timor Est, l'Érythrée, l'Indonésie, le Kenya, Madagascar, le Mali, le Nigeria, le Pakistan, l'Afrique du Sud et le Vietnam.

Ce projet mettait l'accent sur des projets de recherche communs pour la formation des candidats au doctorat et à la maîtrise et le développement de programmes de maîtrise et de doctorat dans le sud. Le NOMA et NUFU ont enregistré des succès sur de nombreux fronts :

- 91% des diplômés en maîtrise du NOMA ont trouvé un emploi dans les 12 mois suivant l'obtention de leur diplôme.
- 92% des diplômés en maîtrise du NOMA et 96% des diplômés en maîtrise du NUFU occupent maintenant un emploi rémunéré.
- Près de 70% des diplômés du NOMA et près de 90% des diplômés du NUFU ont trouvé un emploi en rapport avec leur diplôme de maîtrise.

Wanvik déclarait que le succès des diplômés du NOMA

et du NUFU était lié à la pertinence des programmes de maîtrise mis en place et aux besoins sur les marchés nationaux et régionaux de l'emploi. En outre, les diplômés étaient des personnes hautement qualifiées qui pour beaucoup avaient déjà une expérience de travail avant de s'inscrire dans ces programmes.

Elle conclut en disant : « Le taux de rétention indique également une bonne correspondance entre la pertinence de l'expertise mise à disposition et les besoins des marchés de l'emploi ».

Les entretiens auprès des bénéficiaires de bourses en Tanzanie, Ouganda et Népal ont révélé que les étudiants des deux pays africains avaient obtenu des salaires plus élevés et des postes de plus haut niveau depuis l'obtention de leur maîtrise. Au Népal la situation était différente : le chômage y est en général plus élevé, et davantage de personnes sont employées par les organisations bénévoles que par le secteur public.

Avec l'aimable autorisation de : World University News : Ces articles sont tirés des médias locaux. University World News ne peut garantir l'exactitude des rapports originaux.

NIGERIA

Effondrement du cours du pétrole, la terreur rejaillit sur les budgets de l'université

Tunde Fatunde

L'effondrement des prix du pétrole brut sur le marché international affecte déjà le fonctionnement des universités nigérianes. En outre, la lutte contre la secte islamique Boko Haram et le report soudain des élections générales, avec des implications financières anticipées, ont alimenté des craintes de coupes majeures dans le financement de l'enseignement supérieur.

C'est une année de grande incertitude pour le secteur de l'enseignement supérieur.

Récemment, le Comité des vice-présidents des universités nigérianes a rencontré les responsables de la Commission nationale des universités ou CNU à Abuja, capitale du Nigéria, pour discuter essentiellement de la subvention accordée cette année aux universités. À cette réunion, les responsables du CNU ont informé les vice-présidents qu'il pourrait y avoir d'importantes réductions au niveau du financement.

Près de 85 % des fonds qui entrent dans les coffres de la fédération nigérienne proviennent de la vente du pétrole brut sur le marché international.

Un responsable de haut niveau de la CNU a affirmé que depuis novembre dernier la valeur du pétrole brut du pays sur le marché international a baissé à deux reprises ce qui a une sérieuse implication sur le



financement des universités.

Tout d'abord, le prix du pétrole brut a baissé de 50 %, ce qui signifie des recettes beaucoup moins importantes pour le gouvernement. Deuxièmement, le gouvernement s'est mis en quête de nouveaux acheteurs à l'étranger parce que les États-Unis qui avaient été le principal acheteur du pétrole nigérian, avaient arrêté leurs achats depuis qu'ils avaient commencé à produire leur propre pétrole brut à partir du schiste.

Il a été conseillé aux vice-présidents de gérer la maigre subvention dont ils disposent. Déjà se profile spectre du non-paiement des salaires dans les mois à venir dans les administrations des universités.

Terreur islamiste, élections prochaines

Deux autres facteurs peuvent avoir un effet négatif sur la subvention aux universités.

Tout d'abord, le Nigéria est en guerre. « La lutte contre les insurgés de Boko Haram épuise les ressources du gouvernement fédéral. Ce n'est plus une nouveauté. L'élément nouveau en la matière est que le pays est en guerre, les subventions aux universités ne sont plus la principale priorité » a déclaré Taiwo Akin, un consultant de l'enseignement supérieur à Lagos.

« Ceci pourrait être bientôt le cas. Nous ne serions pas surpris si l'État nigérian et ses composantes régionales ne pouvaient plus payer les salaires des personnels universitaires. Le non-paiement des salaires dans les écoles primaires et secondaires est déjà une réalité dans certains états. »

Les prochaines élections sont une préoccupation majeure pour l'élite politique du pays. Une des conséquences des élections est que les responsables politiques passent plus de temps à faire campagne.

Selon le Dr Wale Suenu, Secrétaire du syndicat du personnel des universités – ASUU – à l'Université publique de Lagos : « Malheureusement notre classe politique est moins concernée par les subventions prévues pour les universités ».

« Dans leurs manifestes, il n'existe aucune discussion détaillée ni solide concernant la manière d'accroître le financement face à l'incertitude et la baisse des allocations financières aux universités. Nous pourrions donc nous retrouver face à des coupes majeures au niveau des subventions publiques ».

Craintes concernant le financement de projets spécifiques

Les milieux universitaires craignent que le financement approuvé pour des projets spécifiques visant à réorganiser les universités ne soit pas exécuté dans le cadre de la crise financière à laquelle l'État est confronté.

Dans la première partie de 2013, les universités ont été fermées pendant près de six mois. L'ASUU a appelé ses membres à une grève indéterminée pour faire comprendre l'absolue nécessité de financer les projets spécifiques de toutes les universités.

L'objectif des projets spécifiques approuvés par le gouvernement est d'assurer des infrastructures universitaires à la hauteur des demandes scientifiques et technologiques du 21^e siècle.

À la fin de cette grève, le gouvernement a accepté de mettre à disposition des fonds d'intervention spécifique sur une base trimestrielle. En accord avec le protocole d'accord conclu entre l'ASUU et le gouvernement, la Banque centrale du Nigéria répartira les fonds.

« Avec les défis financiers et sécuritaires actuels auxquels est confronté le gouvernement central, on craint de plus en plus que les fonds d'intervention de millions de dollars soient légitimement détournés par le gouvernement fédéral pour résoudre certains de ces problèmes », a mis en garde le vice-président qui ne souhaitait pas être nommé.

AFRIQUE

Le Sommet de l'ES appelle à davantage de diplômés, de doctorats et de recherche

Wachira Kigotho

Développer les inscriptions dans l'enseignement tertiaire et la formation des diplômés du troisième cycle et améliorer les faibles taux de diplômés et les conditions de service des universitaires font partie des priorités à débattre lors du grand Sommet de l'enseignement supérieur africain qui se tiendra au Sénégal le mois prochain a déclaré le Dr Béatrice Njenga, responsable de l'enseignement à la Commission de l'Union africaine.

Plus de 500 délégués incluant des présidents et des ministres africains de l'éducation, de hauts responsables du gouvernement, les vices présidents, des leaders du secteur privé, des partenaires internationaux, des universitaires de l'enseignement supérieur et des représentants des syndicats et des étudiants devraient assister à cet événement continental de trois jours du 10 au 12 mars dans la capitale sénégalaise, Dakar.

Le sommet qui s'articule autour du thème « Redynamiser l'enseignement supérieur pour l'avenir de l'Afrique » devrait élaborer une charte pour mener le développement de l'enseignement supérieur dans la prochaine décennie et au-delà.

Njenga a déclaré à University World News qu'alors que l'Afrique avait connu une forte croissance dans l'enseignement supérieur, le taux brut d'inscription dans l'enseignement tertiaire du continent restait encore de 10 % contre une moyenne mondiale de 27%.

« Notre objectif est de créer un enseignement supérieur robuste intégré dans l'agenda du développement de l'Afrique que nous voulons en 2063 'de l'Union africaine a indiqué Njenga. Le sommet se concentrera essentiellement sur les défis qui se posent au secteur à travers le continent.



Note conceptuelle

Selon la note conceptuelle du Sommet, alors que l'expansion de l'enseignement supérieur en Afrique a permis un accès plus important, dans la plupart des cas la qualité n'a pas suivi.

Au cours des trois dernières décennies, l'inscription dans les universités africaines a augmenté rapidement pour absorber la demande croissante d'enseignement supérieur générée par la massification de l'enseignement primaire et secondaire.

Parmi les efforts pour répondre à l'augmentation de la demande, les gouvernements ont déréglementé l'enseignement supérieur et encouragé la création d'établissements privés et d'étudiants sponsorisés par le privé dans les universités publiques qualifiés d'étudiants « parallèles ».

« Mais la déréglementation du secteur de l'enseignement supérieur a engendré des résultats contradictoires, car les taux plus élevés d'inscription dans un

à l'intérieur de l'Afrique

cadre de ressources limitées ont contribué à abaisser la qualité », indique la note conceptuelle.

La plupart des universités ont été incapables de recruter du personnel universitaire supplémentaire pour faire face à l'augmentation des inscriptions, soit en raison de l'insuffisance des fonds ou de l'indisponibilité de candidats qualifiés. En outre, le corps professoral africain vieillit rapidement.

Njenga a noté que l'insuffisance de personnel dans les universités africaines a été exacerbée par la fuite des cerveaux. « Outre les insuffisances générales de personnel, la plupart des universités africaines sont confrontées aux défis de retenir des chargés de cours ayant de hautes qualifications universitaires », a-t-elle déclaré

Voie vers l'avant

Le sommet de Dakar devrait ouvrir la voie vers l'avant et montrer comment dépasser les opportunités limitées du troisième cycle dans les universités africaines, les faibles taux de diplômés et les conditions de service décourageantes des chargés de cours et des professeurs.

D'après la note conceptuelle, les délégués sont conscients que de nombreuses universités à travers le continent n'ont pas encore les capacités de recherche adéquates et que nombre de leurs contributions n'ont pas été en rapport avec les besoins du développement.

« La lente expansion de l'enseignement du troisième cycle a pesé sur l'innovation, car la majorité des compétences de recherche sont actuellement acquises pendant les études de maîtrise et de doctorat, » indique la note conceptuelle.

Le fait est que l'absence d'universitaires avec des doctorats a eu un effet négatif sur la qualité et l'ampleur de l'enseignement dispensé aux étudiants du premier cycle et la capacité à offrir aux étudiants de troisième cycle une supervision adéquate.

Njenga indique que la délégation de la Commission de l'Union africaine au Sommet encouragerait les gouvernements africains à commencer à investir

plus de 1 % de leur produit national brut dans la recherche.

Selon l'Unesco, l'Afrique dans l'ensemble dépense moins de 0,5 % de son PNB pour la recherche, un niveau de financement qui pose un problème majeur pour l'agenda du développement du continent.

La conférence vise à ouvrir la voie sur la manière dont le continent pourrait éviter une marginalisation plus importante par manque de création de savoir à travers la recherche et l'innovation. Actuellement, l'Afrique n'a que 35 chercheurs et ingénieurs pour 1 million d'habitants, et sa part annuelle des publications de recherche à l'échelle mondiale représente moins de 1,5 %.

En dépit de l'ouverture de plusieurs centres d'excellence dans la recherche en Afrique par le biais de la Commission de l'Union africaine et de la Banque mondiale, le désir d'améliorer les diverses universités pourrait donner lieu à un appel à la création de centres régionaux plus compétitifs pour améliorer la qualité, la recherche et l'enseignement du troisième cycle.

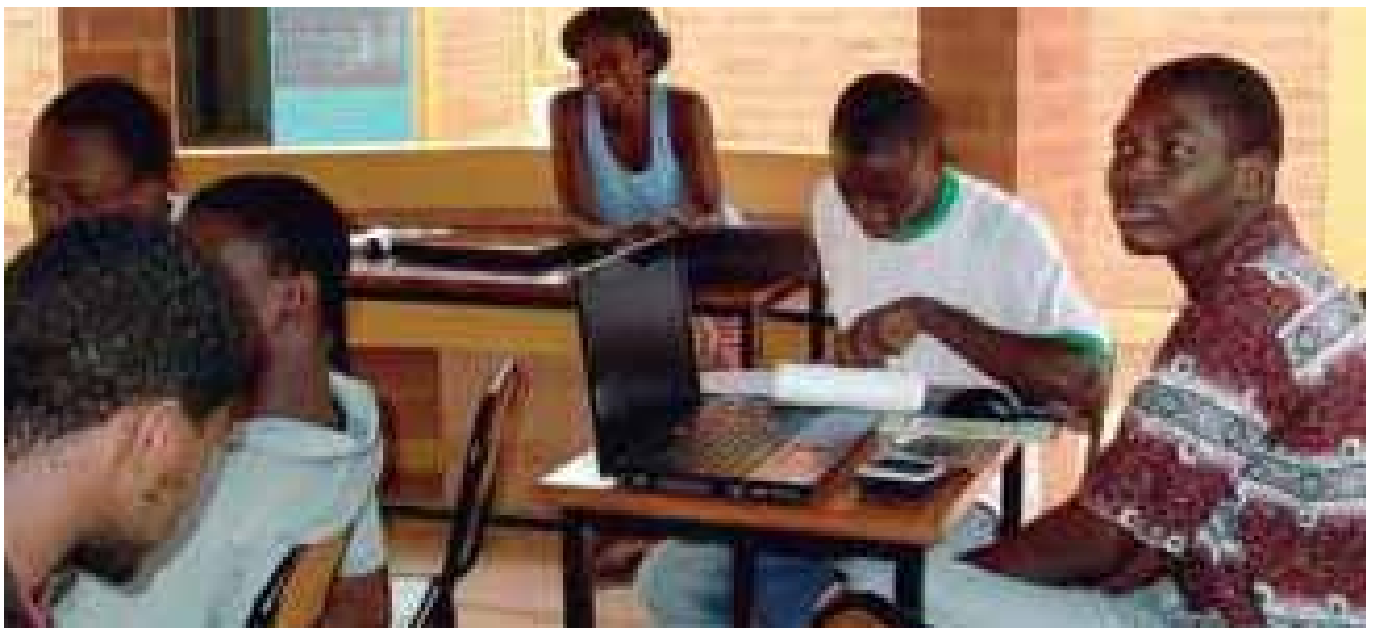
Le problème le plus inquiétant de tous dans la plupart des pays africains est le fait que l'augmentation des inscriptions dans l'enseignement tertiaire ne s'est pas traduit par une amélioration comparable des opportunités d'emploi et que la plupart des étudiants et des parents ont commencé à douter de la valeur de l'enseignement supérieur.

Le sommet discutera du décalage entre le nombre et le type de diplômés et les besoins du marché du travail. Les experts du travail devraient soulever les questions concernant la « triple crise » émergente du chômage des diplômés, du sous-emploi et de l'inemployabilité.

Selon Njenga, le sommet devrait mettre en lumière les défis qui touchent le secteur de l'enseignement supérieur africain et devrait élaborer une vision partagée pour l'avenir. Son ordre du jour est de maîtriser les interventions fragmentées pour encourager les progrès dans l'enseignement supérieur africain – mais seul le temps dira si cet objectif a été réalisé.

AFRIQUE

Les universités sont invitées à s'adapter aux demandes internationales



Les représentants des établissements francophones d'enseignement supérieur du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie qui se sont rencontrés pour discuter de problèmes et de projets communs à l'occasion de la deuxième assemblée générale de la Conférence Maghrébine des Responsables des Établissements d'Enseignement Supérieur, ou COMARES, se sont entendus dire que les universités du Maghreb doivent s'adapter à l'évolution des demandes internationales

COMARES a été créé en Février 2014 à Tunis par l'Agence Universitaire de la Francophonie, ou AUF, en tant que plate-forme de consultation et de coopération pour ces établissements membres de la région. Près de 40 présidents, recteurs et directeurs d'université et de grandes écoles membres de COMARES du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie se sont récemment réunis à Marrakech au Maroc.

Abdellatif Miraoui, président de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech a déclaré que les universités de la région qui sont dans la même situation

et connaissent les mêmes problèmes, étaient sur le point de connaître une « rupture éducative » indique Libération de Casablanca.

Il a déclaré que les universités devaient suivre et s'adapter aux grands changements internationaux, à travers une innovation éducative continue et la promotion de la recherche scientifique.

La mobilité des étudiants, un prix COMARES pour le meilleur article scientifique, le Projet 'Maghreb masters' et les MOOC – cours en ligne ouverts aux masses – figurent au nombre des initiatives examinées à la conférence lit-on dans Libération.

Cristina Robalo-Cordeiro, directrice du bureau de l'AUF du Maghreb, a exprimé l'espoir que les membres de COMARES élaborent ensemble un plan d'action pour une unification universitaire de la région maghrébine.

CONGO

Nouvelles science, technologie et stratégie avec le soutien de l'UNESCO

Bruno Jean Richard Itoua, ministre de la recherche scientifique et de l'innovation technologique de la République du Congo, a identifié les domaines clés pour promouvoir la recherche scientifique dans une stratégie basée sur un accord de partenariat avec l'UNESCO.

Ces domaines englobent les politiques pour la science, la technologie et l'innovation ainsi que terminer l'organisation des associations pour les innovateurs, les concepteurs, les inventeurs et les guérisseurs traditionnels ; et l'élaboration de lois et de réglementations concernant le cadre législatif, la réglementation et la mise en place d'une stratégie de financement pour l'innovation indique l'agence d'information d'Afrique centrale ou ADIAC.

Itoua a déclaré que la recherche doit servir le développement du pays et les besoins de la population, et que 2015 seraient marquée par un conseil interministériel axé sur la recherche et l'innovation, a indiqué l'ADIAC.

La stratégie de la politique de science, technologie et innovation du Congo sera basée sur un accord de partenariat signé le 17 décembre 2014 entre Itoua et Irina Bokova, directrice-générale de l'UNESCO, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

Dans le cadre de l'accord de trois ans, le Congo donnera 400 000 \$ US par an à l'Unesco pour l'aider à renforcer les capacités du pays sur le plan de l'innovation scientifique et technologique, un élément clé pour son développement économique, social, humain et culturel.



Selon l'UNESCO, ceci inclura une mise à jour des informations sur la recherche et innovation, le développement d'instruments de politique appropriés et le renforcement du standing du secteur.

La coopération entre la République du Congo et l'UNESCO en matière de science a commencé en 2004 lorsque le Congo a demandé le soutien de l'organisation pour élaborer une politique nationale de science et de technologie, débouchant sur l'adoption d'un plan d'action pour 2010 – 2016.

Selon l'UNESCO, le nouvel accord renforce les programmes existants en mettant l'accent sur la modernisation et l'industrialisation.

TUNISIE

Les étudiants en ingénierie en grève en dépit des négociations



Les syndicats représentant les étudiants dans les établissements publics d'ingénierie en Tunisie ont appelé à une grève illimitée contre « des processus de sélection draconiens et injustes » qui sont discriminatoires à leur égard comparé aux étudiants des écoles privées.

Les étudiants continuent à protester ce mois-ci en dépit des négociations avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, impliquant également les enseignants, des organisations professionnelles d'ingénierie et les responsables des écoles et des instituts d'ingénierie, indique La Presse de Tunis.

Pendant les discussions en janvier, les étudiants ont fait connaître leurs griefs concernant « l'injustice » qu'ils vivent comparés à leurs pairs dans les établissements privés de l'enseignement supérieur qui ne sont pas soumis à la même sélection « draconienne » pendant leurs études ; ils considèrent également que les spécifications techniques appliquées aux écoles privées était laxiste et n'étaient pas rigoureusement respectées.

Les négociations ont abouti à des décisions importantes et à un programme de mise en œuvre inclus dans un rapport officiel en date du 28 janvier signé par les représentants des étudiants et par l'ancien ministre de l'enseignement supérieur en la présence du nouveau ministre, Chiheb Bouden, ajoute La Presse.

Mais malheureusement, les étudiants ont poursuivi leur action, demandant des garanties concernant les engagements pris par le ministère. Bouden a donc publié une note explicative contenant les détails de l'accord avec les étudiants, indique La Presse. Ceux-ci incluent :

- Les mêmes critères d'admission s'appliquant aux établissements publics et privés pour les études d'ingénierie.
- L'introduction de quotas régressifs d'étudiants tunisiens en ingénierie dans les écoles privées en fonction du nombre total d'étudiants tunisiens en ingénierie – 30% l'année prochaine ; 25% l'année suivante et 15% ensuite.
- Un contrôle plus rigoureux des établissements privés d'ingénierie concernant le respect des spécifications techniques.
- La révision de ces spécifications en conformité avec les exigences internationales.
- La suspension de licence pour les nouvelles écoles d'ingénierie jusqu'à ce que la finalisation de la révision des spécifications techniques.

La Presse note que les différentes parties concernées, y compris les étudiants, seraient représentées dans une commission nationale pour réviser et garantir la qualité et les niveaux des études d'ingénierie en Tunisie.

SENEGAL

Les syndicats continuent les protestations contre les réformes universitaires

Jane Marshall

L'enseignement supérieur au Sénégal continue à faire face à des perturbations, avec l'opposition du syndicat aux réformes du gouvernement la semaine dernière, notamment une grève qui menaçait le démarrage déjà tardif de l'année universitaire 2014 – 2015 à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, ou UCAD, la principale université du pays.

La ministre de l'enseignement supérieur Mary Teuw Niane a exprimé la volonté de discuter et de fournir un maximum d'informations sur la nouvelle loi proposée et sur une note plus positive, a annoncé le financement de la recherche dans des projets liés aux priorités de développement national.

Le syndicat de l'enseignement supérieur Syndicat Autonome de l'Enseignement Supérieur, ou SAES, a appelé la semaine dernière à des manifestations et à trois jours de grève dans les cinq universités publiques du pays contre les réformes du gouvernement en matière de gouvernance des universités, indique le Sud Quotidien de Dakar.

Demandes du syndicat

Le préavis de grève contenait deux demandes, indique l'Agence de Presse Sénégalaise, ou APS.

Tout d'abord, comme l'explique le représentant du SAES, David Célestin Faye : « la restauration de l'autonomie des universités par la non promulgation et le retrait du cadre de loi... tant qu'il n'aura pas été examiné par les assemblées de l'université comme prévu par la loi 94 – 79 sur les franchises et la liberté de l'université ».

La deuxième demande concernait « l'introduction immédiate de l'accord signé entre SAES et le gouvernement le 23 mars 2011 ».

Faye a rappelé que le SAES a fait une longue grève en 2012, et que le syndicat a continué à dénoncer la réforme qui avait été élaborée sans accord ni négociations. Il a ajouté que le SAES n'était pas « contre les réformes, mais elles doivent être basées sur un consensus et le respect de l'autonomie des universités sénégalaises » indique l'APS.

L'agence a indiqué que le SAES contestait notamment une disposition concernant la création de conseils administratifs dans les universités publiques, dont 10 des 30 membres, y compris le président et le vice-président, seraient du personnel non universitaire extérieur aux établissements.

Lors d'une conférence à Fatick dans l'ouest du pays, Niane a déclaré que le cadre de loi était « très positif » et devrait doter le Sénégal et ses établissements « d'organes de gouvernance d'un niveau similaire à celui des grandes universités dans le monde », indique l'APS.

Il a réitéré que le gouvernement était prêt à discuter la réforme avec les parties intéressées, notamment les syndicats, pour leur donner « le maximum d'informations possible » et pour clarifier d'éventuelles « ambiguïtés ».

L'APS reprenant ses mots, écrit : « Souvent, l'absence de discussion crée une ambiguïté, et l'important est de mobiliser chacun – enseignants, chercheurs, personnel technique et de services, étudiants et toute

à l'intérieur de l'Afrique

la société autour de nos universités, pour aller vers l'émergence économique».

L'année universitaire devrait commencer avec un retard

La grève devrait avoir un impact sur le début déjà retardé de l'année universitaire 2014 – 2015 à l'UCAD perturbée par des mouvements et la grève des étudiants et du personnel, notamment à propos de la réforme proposée.

Le Recteur, le Professeur Ibrahima Thioub a annoncé que le calendrier de l'université démarrerait la semaine dernière dans certaines facultés, mais le SAES avait prévenu que cela coïnciderait avec sa grève, indique le Sud Quotidien.

Yankhoba Seydi, le coordinateur du SAES à Dakar, dit Thioub avait préalablement annoncé que les cours commenceraient en janvier. « Nous sommes maintenant au mois de février, le calendrier qu'il avait fixé n'était pas réaliste, » le cite le Sud Quotidien.

Pire, « la majorité des étudiants n'ont pas encore commencé leur cours. Les résultats de certaines facultés ne sont pas encore publiés. Ce n'est pas aux enseignants de l'UCAS de faire des efforts. Ils travaillent 13 mois sur 12 en raison du nombre d'étudiants. C'est aux autorités qu'il incombe de faire des efforts, » déclare Seydi.

Espoir pour une nouvelle université

Pendant sa visite à Fatick, Niane a déclaré que la nouvelle université de Sine-Saloum de Kaolack en construction dans ses lieux devrait contribuer à la lutte contre la pauvreté dans la région, indique l'APS.

« Nous devons créer de l'emploi, produire de la richesse, fournir des réponses aux questions sur la sécurité alimentaire. L'université est là pour cela. C'est de l'agriculture dans le sens le plus large », déclare Niane.

Sine-Saloum « créera des jeunes capables de pro-

duire et de créer des entreprises qui auront les compétences techniques pouvant être employées sur le terrain », des industries alimentaires et de transformation des aliments et cela « dans tous les secteurs liés aux produits naturels », le cite l'APS.

La recherche et l'innovation de l'université permettront au Sénégal de répondre aux besoins et « non seulement de vaincre la pauvreté, mais d'aller vers l'émergence économique », indique Niane.

Impulser la recherche

Parallèlement, Niane a également signé des contrats entre le ministère et 13 chercheurs qui ont reçu des subventions dans le cadre de l'initiative publique FIRST – Fonds d'Impulsion de la Recherche Scientifique et Technique.

Pour 2014, ces fonds représentent 209,9 millions de francs CFA (364 000\$ US) pour des projets liés aux priorités de développement national, rapporte le Sud Quotidien de Dakar.

Les subventions ont été offertes aux chercheurs de l'UCAD, de l'Université Gaston Berger, de l'Université de Saint-Louis et de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles, rapporte Le Soleil de Dakar

L'objectif de FIRST est de coordonner la recherche au niveau national pour éviter de gaspiller les maigres ressources de la recherche en multipliant les travaux dans différents instituts et centres de recherche et de promouvoir la recherche fondamentale et appliquée, note Le Soleil.

Zimbabwe

Le personnel des universités publiques en grève pour des raisons de salaire

Kudzai Mashininga

Les chargés de cours et le personnel non enseignant des universités publiques au Zimbabwe sont en grève. Ils protestent contre les mauvaises conditions de travail, le paiement tardif des salaires et la capacité du gouvernement à leur payer leur prime de 2014.

La grève qui a commencé au début de ce mois, exerce une pression sur le gouvernement aux prises avec une masse salariale en hausse dans le cadre de ressources limitées. L'État n'a également pu offrir de bourses aux étudiants depuis quelques années.

Comme les chargés de cours sont en grève, le gouvernement a réussi à payer les salaires en souffrance. Mais les universitaires ont déclaré que cela ne suffisait pas à les remettre au travail.

Ils sont irrités par le fait que le gouvernement avait payé les primes des soldats et de la police à la fin de l'année dernière, et que les enseignants, les infirmières et les médecins ont reçu un 13^e chèque en janvier. Mais aucun engagement n'a réellement été pris de payer les primes des universitaires.

Lettre au ministre

Dans une lettre au nouveau ministre de l'enseignement supérieur et tertiaire, de la science et du développement de la technologie, Oppah Muchinguri, et aux présidents du Conseil de l'université d'État, les chargés de cours ont déclaré qu'ils poursuivraient leur grève tant que leurs griefs ne seraient pas résolus.

« Les travailleurs à l'université publique du Zimbabwe ne peuvent rendre compte de leurs tâches normales avec effet immédiat. À l'avenir, les travailleurs ne rendront pas compte de leur devoir si les salariés ne sont pas payés à la fin de chaque mois, et régulièrement tous les mois », dit la lettre.



« Le gouvernement ou l'employeur doit payer nos primes de 2014. En tant qu'université publique, nous demandons une date de règlement fixe, comme cela est le cas pour d'autres établissements financés par le gouvernement, et demandons une audience au président, Son Excellence " le camarade RG Mugabe. »

Le Président Robert Mugabe, au pouvoir depuis que le pays est devenu indépendant de la Grande-Bretagne en 1980 est recteur des dix universités publiques du Zimbabwe.

Difficultés financières

Les chargés de cours ont déclaré avoir tenu une réunion et noté que le gouvernement négligeait délibérément son devoir de payer leurs salaires aux dates convenues.

Confrontés à des difficultés financières, le gouvernement a depuis déclaré aux employés qu'il n'y aurait pas d'augmentation des salaires cette année, susci-

à l'intérieur de l'Afrique

tant l'opposition des syndicats et risquant une vague de grèves dans les mois à venir de la part d'employés mécontents.

Muchinguri, le ministre de l'enseignement supérieur, n'était pas disponible pour faire des commentaires et n'a fait aucune déclaration publique pendant la grève.

Le nouveau ministre a aidé à préparer l'entrée en politique en juillet dernier de la femme de Robert Mugabe, Grace Mugabe. Muchinguri était président de la puissante Ligue des femmes du parti au pouvoir ZANU PF, mais s'est retiré pour laisser le siège à la Première Dame.

* Parallèlement, le Conseil national du sida du Zimbabwe a déclaré la semaine dernière avoir introduit une formation VIH pour les personnes focales des établissements tertiaires, pour offrir des conseils techniques et sensibiliser les étudiants au VIH – sida, notamment ceux en première année. Les universités enregistrent le nombre le plus élevé de nouvelles infections au VIH dans le pays. Ceci a été mis sur le dos de la prostitution suite à l'échec de l'État à fournir un soutien financier aux étudiants.

Les effectifs scolarisés augmentent, ainsi que le nombre d'étudiants en science

Les études du secteur de l'enseignement tertiaire du Ghana montrent que le nombre d'étudiants a augmenté de manière continue. Deux étudiants sur cinq dans les universités et les écoles polytechniques sont maintenant inscrits dans des cours de sciences et des cours techniques, et le nombre d'étudiants suivant un enseignement à distance a augmenté de près de 20 %.

Ceci est conforme au Plan stratégique de l'éducation du gouvernement pour la période 2010 – 2020, qui exprimait le souhait « d'accroître un accès équitable à un enseignement tertiaire de qualité qui offre des cours pertinents aux jeunes adultes » et davantage « de recherche et de stimulation intellectuelle ».

Un Rapport de performance du secteur de l'éducation récemment publié indiquait que la part des étudiants inscrits dans les programmes de sciences et de techniques avait augmenté dans les universités publiques et les écoles polytechniques, et se maintenait actuellement à 39,1 % pour ces deux types

d'établissements combinés.

Et en conformité avec l'engagement du gouvernement envers l'enseignement ouvert et à distance, l'inscription dans les cours à distance en 2011-12 a augmenté de 19,5 % par rapport à l'année précédente.

Le rapport indiquait que les inscriptions avaient diminué dans huit universités du Ghana, passant de 115 452 en 2010 – 2011 à 109 278 en 2011 – 2012, mais qu'au cours des deux dernières années, le nombre d'étudiants dans les universités publiques avait augmenté pour atteindre 127 918 en 2013 – 2014.

Au cours de ces deux années, l'Université de science et de technologie Kwame Nkrumah se place en tête passant de 31 401 en 2012-13 à 34 934 en 2013-14.

Le nombre d'inscrits à l'université du Ghana en 2013-14 était de 29 955, alors que l'University of Education de Winneba comptait 20 615 étudiants, l'University for Development Studies 20 432, l'University of Cape Coast 18 735, l'University of Mines and Technology de Tarkwa 2 009, l'University of Energy and Natural Resources 715 et l'University of Health and Allied Sciences 523.

Dans le domaine de l'enseignement, le rapport indique que les universités publiques ont la proportion la plus élevée d'enseignants à temps plein avec des qualifications de niveau doctorat, de 38%.

Dans les universités privées et les polytechniques offrant des programmes diplômants, plus de 60 % des universitaires à temps plein ont une maîtrise. Dans les collèges d'éducation, la plus grande partie des chargés de cours (49%) ont une licence, et 35 % une maîtrise.

L'augmentation de la part des étudiants dans les programmes de sciences et les programmes techniques à 39,1 % a été accueillie favorablement, mais reste encore trop faible.

Le rapport indique : « la proportion généralement faible d'étudiants inscrits en sciences peut-être due à la forte popularité d'autres matières telles que le commerce et l'éducation. Les données sur le domaine d'études de l'ensemble des étudiants du tertiaire montrent que seuls 15,5 % sont inscrits dans des programmes d'«arts – sciences sociales ».

AFRIQUE DU SUD

IBM crée un deuxième grand laboratoire africain à Johannesburg

L'Université de Witwatersrand, ou Wits University, à Johannesburg doit accueillir le deuxième plus grand laboratoire de recherche, de développement et d'innovation du géant de la technologie IBM en Afrique. Cet investissement de 70 millions de dollars US arrive après le lancement par IBM d'un centre de recherche dans la capitale kenyane Nairobi à la fin de l'année 2013 ; il s'agit du 12e laboratoire international de recherche de l'entreprise internationale.

Le 6 février, il a été annoncé que les 62 millions de dollars US étaient investis sur une période de 10 ans dans le cadre de l'expansion de la recherche d'IBM en Afrique, et le nouveau laboratoire qui ouvrira en avril cette année, sera situé dans la banlieue rénovée de Braamfontein près de Wits University.

Il se concentrera sur les avancées des technologies Big Data, cloud et mobile pour soutenir les priorités nationales de l'Afrique du Sud, encourager le développement des compétences et les innovations et la propriété intellectuelle, notamment dans le domaine de la santé, de l'exploitation minière à puce et de l'urbanisation.

Par exemple, dans le cadre du thème de rénovation urbaine numérique, les chercheurs du laboratoire étudieront le rôle des technologies numériques avancées et l'analyse d'une grande base de données dans la rénovation urbaine. L'analyse de grandes bases de données et l'informatique cognitive améliorent l'efficacité et l'efficacité des soins de santé dans les environnements où les ressources sont limitées en Afrique du Sud.



En outre, les nouveaux chercheurs IBM utiliseront Big Data pour contribuer au grand projet international de recherche composé d'un réseau d'antennes radio formant l'équivalent d'une surface d'un kilomètre carré qui sera hébergée conjointement par l'Afrique du Sud et l'Australie et qui vise à répondre à des questions fondamentales sur l'univers.

Le laboratoire

Le laboratoire offrira des bourses aux étudiants du premier cycle et du troisième cycle en technologies de l'information et de communication ou TIC, et dans les domaines connexes ainsi que des stages, un parrainage, l'accès au laboratoire IBM dans le monde et un soutien au démarrage et au développement de l'entreprise notamment pour les entrepreneurs femmes et de race noire.

Trois facteurs ont attiré IBM à Johannesburg : la

à l'intérieur de l'Afrique

disponibilité de talent technique et la capacité à attirer les talents, des universités prestigieuses avec lesquelles établir un partenariat pour créer 'l'écosystème' nécessaire pour que le laboratoire fonctionne avec succès, et l'existence de problèmes majeurs qui exigent des solutions innovantes.

Le directeur du nouveau laboratoire est le Dr Solomon Assefa d'origine éthiopienne, un chercheur en physique optique de l'Institut de technologie du Massachusetts, ancien chercheur au prestigieux centre de recherche Tomas J. Watson d'IBM à New York, co-auteur de plus de 50 articles scientifiques et détenteur de 45 brevets.

Assefa a déclaré à Engineering News que le laboratoire était déjà opérationnel et développait des projets en partenariat avec Wits.

Il mettrait essentiellement l'accent sur le soutien aux innovations révolutionnaires, qui est « important pour la compétitivité internationale et le développement économique, non seulement pour l'Afrique du Sud mais également pour l'Afrique, et qui vise à développer des innovations pertinentes au plan international pour IBM

Le Professeur Adam Habib, vice-président de l'Université de Witwatersrand, a déclaré que la décision d'IBM de l'installer à Johannesburg donnerait une « forte impulsion » à la communauté des programmeurs, concepteurs, développeurs, entrepreneurs et aux start-ups de la ville.

« Le développement d'un écosystème de l'innovation

réussi est essentiel pour le développement futur de l'économie sud-africaine et la compétitivité internationale du pays », dit Habib.

Avantage local

Le ministre de la science et de la technologie Naledi Pandor, qui était au lancement vendredi, a déclaré que c'était la première fois que l'entreprise internationale investissait dans la recherche et l'innovation à travers les instruments financiers – « d'autonomisation économique des Noirs » du gouvernement.

Le centre travaillera avec les TIC et les initiatives d'innovation et les organismes de recherche du pays, déclare Engineering News.

« Les TIC sont nécessaires pour renforcer notre compétitivité économique telle que décrite dans le plan de développement national, et nous sommes heureux que le laboratoire ait accès à une recherche de classe internationale et aux capacités d'innovation des laboratoires de recherche d'IBM à travers le monde », a-t-elle ajouté. L'Afrique du Sud offrirait ses « meilleurs talents scientifiques » pour assurer le succès à long terme du laboratoire.

En dehors de la Wits University, IBM a déjà des accords avec le ministère de la science de la technologie et le Conseil pour la recherche scientifique et industrielle pour collaborer sur la recherche et le développement de capacités, et dit Pandor pour utiliser les TIC et l'innovation pour le développement.

TUNISIE

Tunis hébergera la première université américaine au Maghreb

Wagdy Sawahel

La Tunisie va héberger une université américaine de 100 millions \$US qui sera complètement opérationnelle à l'horizon 2020 et sera la première du genre dans la région du Maghreb arabe, qui englobe les pays d'Afrique du Nord, l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie.

Un accord de partenariat sur la création de l'université entre l'université privée de Tunisie Université Montplaisir Tunis, ou UMT, et un nombre d'universités américaines, notamment celle de Clayton State, a été signé le 27 janvier à Tunis, selon un rapport de presse.

La nouvelle université américaine est la deuxième créée en Afrique – université américaine du Caire a été créée en 1919 – et le deuxième campus étranger en Tunisie après celui de deux établissements français – ESMOD et l'Université de Paris Dauphine – créé là d'après le «Branch Campus Listing».de janvier 2015.

Le campus de 50 000 mètres carrés sera construit dans la zone du port financier de Tunis, à environ 25 kilomètres au nord de Tunis et coûtera environ 100 millions de dollars US qui seront fournis par les bailleurs privés et l'UMT.

L'université

« L'Université américaine en Tunisie – AUT – sera un établissement d'enseignement supérieur complet, indépendant, à but lucratif, mixte qui encouragera l'excellence dans l'enseignement, l'apprentissage et la recherche » déclare un rapport de concept intitulé Future Project – AUT.

En outre, elle sera « basée sur un modèle américain d'enseignement supérieur et ancrée dans la culture de la région du Maghreb ».



La nouvelle université suivra le modèle « 2+2 » dans lequel les étudiants passent deux années à étudier en Tunisie puis deux années dans des universités partenaires aux États-Unis pour obtenir un double diplôme.

Les cours couvriront un large éventail de sujets, comme le droit, la médecine et l'économie, et elle recevra une accréditation officielle du système d'enseignement supérieur américain ainsi que du ministère de l'enseignement supérieur de la Tunisie.

Un document remis à University World News par l'UMT indique que l'université américaine dans le projet de la Tunisie sera mise en œuvre en deux étapes.

La première a déjà été mise en place, avec le lancement du programme American Business Programme, qui a démarré pendant l'année universitaire 2014-2015 sous les auspices de l'UMT, en partenariat avec les universités américaines.

« Outre le collège d'administration des affaires, le programme American business inclura des facultés

à l'intérieur de l'Afrique

d'ingénierie, de technologie, de médecine, de pharmacie, de sciences de santé publique, le droit, les arts, les humanités, et les sciences sociales et l'agriculture », dit le document.

La deuxième étape sera l'ouverture de l'université américaine à Tunis en 2020 sur son propre campus, avec une construction qui devrait démarrer en 2017.

Réponse

« Une telle université serait extrêmement importante pour répondre aux besoins d'une population active prestigieuse dans le contexte d'un développement économique constant en Tunisie et dans les états du Maghreb, » dit le Dr Avinandan Mukherjee, doyen du college l'administration basée à l'université publique de Clayton, indique University World News.

Le partenariat mondial de l'université émergente profiterait autant aux étudiants et aux universitaires en Tunisie qu'aux États-Unis, « car les opportuni-

tés pour l'étudiant et l'échange universitaire et les programmes à double diplôme se développeront au cours des prochaines années.

« Cet accord s'inscrit parfaitement bien dans une initiative ambitieuse de mondialisation à l'université publique de Clayton et dans sa faculté d'administration, qui a conclu des partenariats internationaux avec des universités en Corée du Sud, en Inde, en France, en Hongrie, en Allemagne, etc. », dit Mukherjee.

AFRICQUE

Bourses de troisième cycle de l'Union africaine pour les handicapés

Maina Waruru

L'Union africaine offre des bourses de troisième cycle aux personnes handicapées sur l'ensemble du continent – c'est la première fois que cette instance africaine offre des bourses personnalisées conçues spécialement à l'intention des apprenants handicapés.

L'instance panafricaine a annoncé que les bourses seraient accordées en 2015 aux personnes souffrant de handicaps permanents dans le cadre du projet de bourse élargi Mwalimu Nyerere de l'Union africaine.

Ce projet est pour les personnes qualifiées souhaitant obtenir une maîtrise dans des domaines sélectionnés de l'apprentissage incluant les sciences sociales, les sciences naturelles, l'ingénierie, les mathématiques, les sciences de l'éducation et les sciences du sport.

« Le projet, comme pour tous les autres projets de l'UA en éducation, science, technologie et développement de la jeunesse, est ouvert à tous sans discrimination », déclare le Dr Beatrice Njenga, chef de la division éducation de l'Union africaine.

Les personnes vivant avec des handicaps avait fait l'objet d'une attention préférentielle lors de l'appel à candidature de 2015, pour améliorer leurs chances de recevoir les bourses offertes par le projet Mwalimu Nyerere.

« Dans le cadre d'appels ouverts, nous avons constaté que nous avons moins de 30 % de candidates et un nombre minimum d'étudiants souffrant de handicaps », déclare " Njenga à University World News.

« C'est la raison pour laquelle, nous avons lancé un appel spécifique à l'intention des étudiantes en 2013 et 2014 seulement, et en 2015 nous avons uniquement ciblé les étudiants souffrant de handicaps pour améliorer les chances d'atteindre cette catégorie de jeunes Africains », explique-t-elle.

Le programme

Dans le cadre de ce programme spécial, les apprenants handicapés seront autorisés à étudier dans les

universités de leur choix – même si les établissements doivent avoir installations adéquates. Le fait que de nombreuses universités ne prennent pas en compte les personnes handicapées peut limiter le nombre de ceux qui profitent de ces bourses, ajoutait Njenga.

« De nombreuses universités n'ont pas encore d'installations convenant aux handicapés, et ceci limitera le nombre d'universités pouvant accepter des étudiants handicapés. Nous allons devoir attendre et voir », déclarait-elle lorsqu'il lui a été demandé combien d'apprenants profiteraient probablement de cela.

Toutes les formes de handicaps seront prises en considération et seront une condition d'éligibilité s'ajoutant à la nécessité d'être citoyen d'un État membre de l'UA, d'avoir moins de 35 ans et d'avoir une licence dans un domaine connexe attribué par l'université de bonne renommée.

Les candidats devront également être prêts et capables de s'engager à étudier à plein temps.

Les frais de scolarité seront payés pour un maximum de deux ans par l'UA, s'ajoutant à une somme mensuelle de 500 \$ US pour les frais de subsistance, une somme de 500 \$ US par an pour l'achat de livres et un billet aller-retour en classe économique sur le trajet le plus direct possible entre le pays d'origine du bénéficiaire et la destination où se trouve l'université.

En outre, il leur sera versé en une fois une somme de 1000 \$ US pour l'achat d'un ordinateur portable, ainsi qu'une somme de 350 \$ US pour les dépenses de fret une fois leurs études terminées, et 250 \$ US pour les transports vers et en provenance de l'aéroport au début de leurs études.

Les candidatures doivent être envoyées aux administrateurs du programme au plus tard le 31 mars 2015, les détails et les formulaires sont disponibles sur le site internet de l'Union africaine.

SENEGAL

Les syndicats de l'éducation rejettent la nouvelle loi universitaire

Jane Marshall

Les syndicats de l'enseignement supérieur au Sénégal ont condamné le nouveau cadre de loi pour les universités adopté le 26 décembre qu'ils considèrent être une violation de la liberté des établissements. L'objectif de la nouvelle loi était d'harmoniser l'organisation et le fonctionnement des universités et de promouvoir un partenariat entre les universités et le monde des affaires, indique le Sud Quotidien de Dakar.

La législation stipule que chaque université devrait avoir un Conseil administratif choisi par le ministre et un Conseil universitaire. Le ministre nommerait également les directeurs des universités. Les objections des syndicats concernaient principalement l'absence de consultation et le nouveau conseil administratif.

Objections multiples

Seydi Ababacar Ndiaye, Secrétaire général du Syndicat Autonome de l'Enseignement Supérieur, ou SAES, indiquait que la législation n'avait pas été présentée pour examen aux instances délibératives des universités qui auraient dû avoir la possibilité d'y apporter des amendements, déclarait l'Agence de Presse Sénégalaise, ou APS, de Dakar.

Ndiaye indiquait que l'exigence de la loi de créer un conseil administratif présentait un problème « non seulement dans sa composition, mais également au niveau de la méthode de nomination des membres qui sont extérieurs à l'université ».

Dans le cadre de la nouvelle loi, le conseil se composerait de 20 membres dont 10 venant de l'extérieur de l'université, ce que le SAES critique car restreignant les droits du personnel universitaire, indiquait l'APS.



Dans le cadre du plan d'action du syndicat, les membres du SAES ont organisé un arrêt de travail de trois jours, révèle Sud Quotidien. Ils ont également organisé une manifestation pacifique contre la loi, indique le journal.

Le secteur de l'enseignement supérieur du Syndicat Unitaire et Démocratique des Enseignants du Sénégal, ou SUDES, a également dénoncé la nouvelle loi et l'absence de consultation, et a demandé que le conseil d'administration soit composé de manière différente, indique Le Soleil de Dakar.

À une conférence de presse, les dirigeants du syndicat ont déclaré que la loi « met en danger l'université sénégalaise du simple fait de son processus d'élaboration et également de par son contenu qui enlève toute autonomie et aboutit de facto à la privatisation » écrit Le Soleil.

Accroître l'action

Le représentant du SUDES, le Professeur Omar Dia déclarait que les effets de la crise exceptionnelle de l'année dernière continuaient à retarder le démarrage de l'année universitaire dans la majorité des établissements d'enseignement supérieur du pays.

Il a indiqué que la loi n'était pas adaptée parce que elle crée une discorde à un moment où il est nécessaire d'instaurer l'harmonie entre les acteurs du système.

Dia a déclaré que le SUDES multiplierait son action contre la loi qui « menace l'existence des universités publiques. Il est clair que les syndicats d'enseignants n'ont pas la même position que les autorités » écrit le Sud Quotidien.

Le syndicat rejetant fermement la loi, a appelé le gouvernement à « prendre toute initiative utile pour maintenir la définition d'un instrument de gouvernance qui garantit l'autonomie des universités dans un cadre commun ».

Auparavant, le porte-parole du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Babacar Guèye, a déclaré être prêt à revoir les « méthodes d'application » de la nouvelle loi, et voir où il y avait quelques « erreurs de fonctionnement », indique l'APS. Mais il a indiqué que le ministère n'abandonnerait pas la question du conseil administratif.

KENYA

Le régulateur de l'université rédige une loi sur l'accréditation des professionnels

Maina Waruru

Le régulateur de l'enseignement supérieur du Kenya, la Commission pour l'enseignement universitaire ou CUE, veut que les instances professionnelles n'aient pas l'autorisation d'accréditer des diplômés dans les professions clés et veut reprendre le rôle, pour éviter les affrontements fréquents entre les associations et les universités.

La Commission est en train de rédiger une loi avec l'intention de la remettre à l'assemblée nationale, pour que la Loi sur les universités de 2012 soit amendée pour interdire aux instances professionnelles d'accréditer les diplômés dans des professions clés incluant la médecine, la pharmacie, l'ingénierie, les soins infirmiers et le droit.

La CUE propose que le Conseil des ingénieurs du Kenya, ou EBK, le Conseil des praticiens médicaux et des dentistes, ou MPDB, le Council of Legal Education, ou CLE, et le Pharmacy and Poisons Board, ou PPB, entre autres, soient privés de leurs rôles actuels d'accréditation des diplômés et des programmes offerts par les universités dans leurs domaines.

L'année dernière les instances professionnelles – notamment l'EBK – ont rejeté des milliers de diplômés et leur ont demandé de redoubler et de suivre de nouvelles unités de cours, arguant que les diplômés étaient « mal préparés » et n'auraient pas la reconnaissance de l'instance.

Le Directeur général de la Commission le Professeur David Some a déclaré qu'une fois les rôles transférés à la CUE, cela mettra un terme aux affrontements fréquents dans lesquels les associations professionnelles refusaient de reconnaître les diplômés de certaines universités.

« Ces pouvoirs dévolus par la loi aux instances pro-

fessionnelles devraient à juste titre être détenus par la CUE. Nous ne pouvons continuer à être dans une situation où nous approuvons des cours pour que ces autres instances rejettent les diplômés », a-t-il dit à University World News.

Chaos créé par le rejet

Les décisions prises l'année dernière par l'EBK et le PPB de ne pas reconnaître de nombreux diplômés ont irrité la CUE qui a autorisé les universités à dispenser des cours d'ingénierie et avait même approuvé des programmes d'enseignement.

Les parents ont clairement et fortement condamné les actions de l'association, et se sont plaints des coûts des frais et des dépenses supplémentaires pour garder plus longtemps leurs enfants dans les universités ou les facultés.

Trois universités au moins ont été fermées pendant des semaines après que les étudiants se sont déchaînés et ont commencé à protester contre la non reconnaissance par l'EBK et le PPB et leur demande de faire recommencer certains cours à certains étudiants.

Avec l'EBK, le Conseil de la CUE a décidé que la meilleure façon d'aller de l'avant est d'avoir une loi sur les universités amendée pour permettre à la commission d'avoir un contrôle sur ce qui est enseigné dans l'enseignement supérieur.

Il n'est pas surprenant que les instances professionnelles résistent à cette proposition, y compris l'EBK, qui insiste sur son droit de superviser la formation d'ingénierie dispensée par les établissements d'enseignement supérieur. Cependant, certains affirment

à l'intérieur de l'Afrique

que le rôle des groupes professionnels devrait être restreint à « réguler la pratique » de l'ingénierie et des autres professions.

Des milliers d'ingénieurs non agréés

Selon John Mosonik, secrétaire principal au ministère des transports et de l'infrastructure, plus de 5000 ingénieurs qui pratiquent, y compris des diplômés récents ne sont pas agréés, avec seuls 3000/8000 ingénieurs qui travaillent agréés par l'EBK.

Les ingénieurs sont supposés passer des tests oraux ou écrits rigoureux avant d'être agréés par le conseil.

« On se demande où sont les 5000 ingénieurs du pays, et pourquoi ils ne cherchent pas à se faire agréer par le conseil », déclare Mosonik.

La CUE envisage de remettre son projet de proposition d'amendement au procureur général pour le peaufiner et l'approuver, avant de le soumettre au comité parlementaire sur l'éducation qui à son tour présentera les propositions au parlement pour en débattre et éventuellement les adopter.

Le processus peut prendre des mois ou même une année. Les associations d'accréditations professionnelles envisagent une pétition devant le Parlement lorsque les lois passeront devant le Parlement, dans une tentative de faire rejeter les amendements proposés.

Les associations professionnelles sont créées par la loi, et le gouvernement y est toujours représenté par les ministres concernés ou les secrétaires principaux ou leurs représentants.

Ceci signifie qu'enlever aux instances d'accréditation des fonctions impliquera également d'amender les lois qui le stipulent, d'après le juriste Soyinka Lempaa, un ancien chargé de cours à l'université d'agriculture et de technologies Jomo Kenyatt – un processus qui dit-il pourrait être long et demander du temps.



RWANDA

L'ES intègre le Kiswahili pour donner une impulsion à l'intégration régionale

Reuben Kyama and Eric Kabeera

Les universités rwandaises se sont lancées dans un programme ambitieux d'enseignement du Kiswahili, la lingua Franca de l'Afrique de l'Est, pour permettre à la population du pays d'exploiter l'intégration régionale.

Le Rwanda est membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est ou CAE, un bloc commercial régional comprenant le Burundi, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda créé en juillet 2007 et qui englobe une surface totale de 1,8 millions de kilomètres carrés et de 135 millions d'habitants.

Le nouveau programme, lancé par les établissements principaux d'enseignement supérieur dans cette petite nation africaine enclavée, vise à faciliter l'entrée du Rwanda sur le marché régional.

L'harmonisation de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Est se fait également à travers le conseil inter-universités pour l'Afrique de l'Est qui comporte déjà plus de 100 universités membres.

Kiswahili la langue

Bien que dénigrée en tant que langue, Le kiswahili est parlé par des millions de personnes en Afrique de l'Est, permettant la communication et les échanges commerciaux entre les états membres.

Les experts disent que les Rwandais doivent apprendre le kiswahili s'ils veulent faire partie du processus d'intégration de l'Afrique de l'Est et en bénéficier.

La langue est devenue un outil important utilisé dans



les affaires, les cadres politiques et socioculturels. Alors que se développe l'intégration de la CAE, ceux qui ne peuvent parler le kiswahili se dépêchent de s'y mettre.

D'après le Dr Cyprien Niyomugabo, doyen de l'école d'éducation de l'université du Rwanda, établissement a mis en place des cours dans lesquels peuvent s'inscrire tous les ressortissants rwandais pour apprendre le Kiswahili.

Niyomugabo, qui est président de l'Académie rwandaise de langue et de culture, a déclaré que chaque année, une quarantaine d'étudiants devraient sortir de l'école avec leur diplôme de kiswahili au niveau de la licence.

Il a ajouté que l'établissement mettrait bientôt en

à l'intérieur de l'Afrique

place des programmes de maîtrise et de doctorat visant à doter les étudiants rwandais de compétences linguistiques de haut niveau.

« Dans le passé, il existait une attitude négative envers le kiswahili. Il était considéré comme une langue utilisée par les voleurs et les policiers sans instruction, mais les choses ont changé, » déclarait Niyomugabo à University World News.

« Sans le kiswahili vous ne pouvez faire d'affaires dans certains pays d'Afrique de l'Est, » a-t-il ajouté, insistant sur le fait que cette année, l'université envisageait également de mettre en place des cours de certificat dans cette langue.

Promouvoir le Kiswahili

Selon Niyomugabo, cinq ressortissants Rwandais ont obtenus une licence en kiswahili, et ce nombre devrait augmenter avec le gouvernement qui cherche à attirer davantage d'apprenants en kiswahili dans le pays.

« Nos pays voisins, la République démocratique du Congo et la Tanzanie parlent le kiswahili ; il existe

de nombreuses possibilités de faire des affaires que nous ne pourrions exploiter si nous ne comprenons pas et n'apprenons pas le kiswahili » déclarait Niyomugabo.

Récemment, le Kiswahili a été présenté comme langue d'identité dans la Communauté de l'Afrique de l'Est, avec les symboles clés de l'intégration, notamment l'hymne national du bloc, écrit ou récité en Kiswahili.

Fiona Juliet (22), une des étudiantes suivant un cours de Kiswahili à l'université du Rwanda, a déclaré que la langue ouvrait des portes et offrait de nombreuses opportunités aux ressortissants rwandais.

Mais Juliet a affirmé que pour atteindre de bons résultats, les états membres devraient faire preuve de volonté politique pour répandre la langue parmi les citoyens.

« Le Rwanda fait bien de promouvoir le kiswahili et je pense que d'autres pays comme le Burundi, l'Ouganda et le Kenya devraient suivre », a-t-elle dit.

Editorial Team / Equipe de rédaction

Lawalley Cole
Ben Hassine Omar

Published by WG COMED
Mars 2015

For more information please contact :

Lawalley Cole

Coordinator, Working Group on Communication for Education and Development
Association for the Development of Education in Africa (ADEA)

African Development Bank (ADB)
Office 801-802 (ATR), P.O. Box 323 – 1002
Tunis- Belvedere, Tunisia

Tel : [+216] 71 10 3503

Fax : [+216] 71 25 26 69

Mobile: +216 216 314 25

Email: l.cole@afdb.org

Websites: <http://www.adea-comed.org>

<http://www.adeanet.org>

DISCLAIMER: The opinions expressed in this News Journal are solely those of the authors and do not reflect the official position of the Association for the Development of Education in Africa (ADEA), its Executive Committee or Steering Committee members or any of its Working Groups including the Working Group on Communication for Education and Development (WG COMED).

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE :

Les opinions exprimées dans ce Journal d'information sont de la seule responsabilité des auteurs et ne reflètent pas la position officielle de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), des membres de son comité exécutif ou de son comité directeur ou d'aucun de ses Groupes de travail, y compris le Groupe de travail sur la Communication pour l'éducation et le développement (GT COMED).